



onisep

LES MÉTIERS DE LA SÉCURITÉ



PARCOURS

COLLECTION

MÉTIERS • ÉTUDES • EMPLOI





www.onisep.fr/lalibrairie

RETROUVEZ ET COMMANDEZ LES PUBLICATIONS DE L'ONISEP EN VERSION PAPIER ET AU FORMAT NUMÉRIQUE



TOUTE L'INFO SUR LES MÉTIERS ET LES FORMATIONS



LES MÉTIERS DE LA SÉCURITÉ

SOMMAIRE

Décryptage

Les acteurs de la sécurité p.6

REPORTAGE

Une journée aux côtés des policiers..... p.8



*Filles et garçons
peuvent exercer
tous ces métiers.*

MÉTIERS

Les métiers en 5 familles .. p.20

18 pros se racontent

POLICE NATIONALE

Policier d'investigation.....	p.22
Policier du renseignement.....	p.24
Policier ordre public.....	p.26
Policier voie publique.....	p.28
Spécialiste de la police technique et scientifique.....	p.30

GENDARMERIE NATIONALE

Enquêteur subaquatique.....	p.32
Gendarme départemental.....	p.34
Gendarme du GIGN.....	p.36
Gendarme mobile.....	p.38
Gendarme technologies numériques (N'Tech).....	p.40

SÉCURITÉ CIVILE ET INCENDIE

Démineur.....	p.42
Officier de sapeurs-pompiers.....	p.44

COMMUNES, DOUANES

Douanier.....	p.46
Gardien de police municipale.....	p.48

SÉCURITÉ PRIVÉE ET D'ENTREPRISE

Agent de sécurité privée.....	p.50
Chargé hygiène, sécurité, environnement.....	p.52
Maître de chien.....	p.54
Spécialiste en sécurité informatique.....	p.56

Les conditions de travail p.58

Dico des métiers p.60

Agent/e de recherches privées • Agent/e de sûreté ferroviaire ou aéroportuaire • Convoyeur/euse de fonds • Garde champêtre • Garde du corps • Gendarme adjoint/e volontaire en peloton de surveillance et d'intervention • Gendarme de montagne • Gendarme mobile en peloton d'intervention • Motocycliste • Nageur/euse sauveteur/euse • Opérateur/trice de vidéo-protection • Pilote d'avion bombardier d'eau • Pilote d'hélicoptère • Pisteur/euse-secouriste • Policier/ère aux frontières • Policier/ère équestre • Policier/ère protection de la famille • Sapeur/euse-pompier/ère professionnel/le

ÉTUDES

Les repères

Quelles formations pour quels métiers ?	p.74
Quelles études avec ou sans le bac ?	p.76

Les filières

Les CAP	p.78
Les bacs pro	p.80
Les DUT	p.82
Les licences pro	p.84
Les licences et masters	p.84
Les recrutements et formations du secteur public	p.88
Les recrutements et formations de la Police nationale	p.92
Les recrutements et formations de la Gendarmerie nationale	p.97
Les recrutements et formations de sapeurs-pompiers	p.100

Mon parcours

À chacun son chemin	p.104
Vers un bac pro	p.106
Vers une licence pro	p.107
Vers une école de police	p.108
Vers une école de gendarmerie	p.109



EMPLOI

Les employeurs	p.112
Les compétences attendues	p.114
Les tendances du recrutement	p.116

Mes débuts

Dans la police	p.118
Dans la gendarmerie	p.119
Comme sapeur-pompier	p.120
Comme agent de sécurité	p.121



GUIDE PRATIQUE

Préparer son entrée en voie pro	p.125
Préparer son entrée dans le supérieur	p.124
S'inscrire aux concours	p.126
Carnet d'adresses des formations	p.128
Sites utiles	p.138
Ressources Onisep	p.139
Lexique	p.140
Index	p.142

LES ACTEURS DE LA SÉCURITÉ

Près de 450 000 personnes participent à la sécurité publique et civile ou à la sécurité privée. Avec différents modes d'intervention et statuts professionnels.

La sécurité publique



Sur tout le territoire

La Police nationale et la Gendarmerie nationale protègent la population et maintiennent l'ordre public sur tout le territoire. La première emploie des fonctionnaires de l'État que l'on rencontre surtout dans les villes. La seconde est constituée de militaires qui interviennent essentiellement dans les zones rurales et les petites villes. Pour être plus efficaces, ces deux forces de l'ordre, rattachées au ministère de l'Intérieur, travaillent de plus en plus souvent ensemble.



Dans la plupart des communes

Officier de police, le maire veille à la sécurité des habitants de sa commune, fait respecter les règles de circulation et de stationnement... Il peut déléguer une partie de ces missions à des policiers municipaux qui effectuent des rondes de surveillance et dressent des contraventions pour certaines infractions. La majorité des communes sont dotées d'une Police municipale composée de fonctionnaires territoriaux.

Aux frontières, mais pas que

Aux postes frontières, dans les ports, les gares, les aéroports, mais aussi sur les côtes, les routes et les autoroutes, les douaniers de la branche surveillance contrôlent des personnes et des marchandises, à la recherche de contrefaçons, de stupéfiants, d'armes, d'espèces animales ou végétales protégées. Ces fonctionnaires de l'État, qui travaillent en brigades, portent l'uniforme et sont armés.



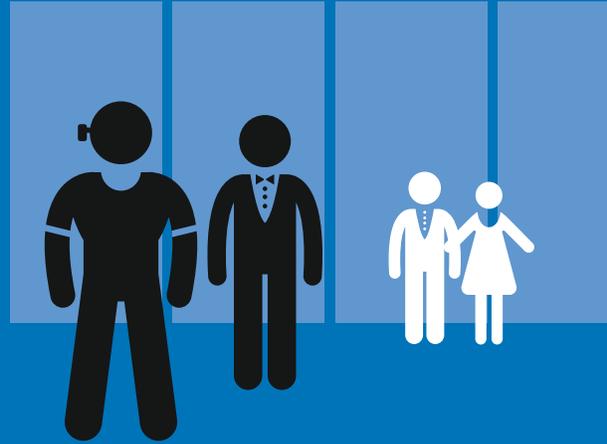
La sécurité civile

Secourir les victimes d'accidents ou de catastrophes, lutter contre les incendies et les risques industriels, neutraliser les munitions et les explosifs : c'est la mission des services départementaux d'incendie et de secours et d'une vingtaine de centres de déminage. Seulement 22 % des sapeurs-pompiers sont des fonctionnaires territoriaux ou des militaires. Les autres sont des volontaires qui exercent une autre profession.



La sécurité privée

Centres commerciaux, aéroports, stades, salles de spectacle... La surveillance de nombreux bâtiments est confiée à des agents de sécurité employés par des sociétés privées. Le convoyage de fonds, la protection rapprochée, l'enquête privée est aussi leur domaine. Carte professionnelle obligatoire !



La sécurité d'entreprise

Protéger les personnels dans leur activité quotidienne, prévenir les risques industriels (pollutions, incendies, explosions...): une préoccupation de plus en plus présente dans les entreprises où interviennent des chargés de sécurité environnement. Tandis que des spécialistes en sécurité informatique préviennent les attaques des cyberpirates (hackers).

UNE JOURNÉE AUX CÔTÉS DES POLICIERS

AFFAIRES COURANTES EN COMMISSARIAT

Photos : Grégoire Maisonneuve

De jour comme de nuit, les policiers assurent des missions de prévention et de sécurité publique pour cette ville d'Ile-de-France et sept communes voisines. De plus, l'activité du commissariat est liée au développement urbain et à l'attractivité commerciale et touristique : de nombreux hôtels, un grand centre commercial, desservis par une gare TGV et des trains régionaux. Les policiers sont notamment sollicités pour des vols à l'étalage, des cambriolages en zone pavillonnaire ou encore des colis suspects en gare. Autant d'interventions qui mobilisent une centaine de professionnels, en uniforme ou pas selon leur spécialité : investigation, base technique, brigade de roulement... Passage en revue.





REPORTAGE



INVESTIGATION

9 heures. **Fanny, brigadière-chef et officière de police judiciaire (OPJ)**, interroge un homme soupçonné d'avoir volé du matériel de chantier qu'il a mis en vente sur un site Internet. Il a été interpellé en flagrance, après que la police a simulé une demande d'achat. *« En me faisant passer pour l'épouse du plaignant, je suis partie avec ce dernier à la rencontre du vendeur »*, raconte Fanny. Pendant la garde à vue, elle mène minutieusement l'enquête avec quatre collègues *« qui recensent d'éventuelles victimes du même voleur, perquisitionnent le domicile du suspect... Je m'occupe des auditions »*.





Ma stratégie consiste à mettre en confiance la personne interrogée. Elle en vient ainsi à me révéler des informations sans s'en rendre compte. Je les recueille, analyse leur cohérence et reviens sur des questions déjà posées». Fanny rend compte des éléments de l'enquête au magistrat du tribunal de grande instance, par téléphone. Au terme de cette seconde audition, le suspect vient de reconnaître le recel (la détention) d'objets volés. Elle en avise **le capitaine Éric, adjoint au chef de la brigade.** ■

BASE TECHNIQUE

Au même étage, **Reynaldine, brigadière-chef**, prend des photos du matériel volé et d'un tournevis qui aurait servi à fracturer les portières des camions de chantier. Pour d'autres enquêtes, elle cherche des empreintes de doigts à l'aide d'une poudre magnétique, ou encore des traces de sang. « Si je trouve des empreintes, des agents de la police technique et scientifique les comparent au fichier national des empreintes digitales. Et des laboratoires analysent les prélèvements de sang. » Reynaldine et son collègue font aussi la signalisation des personnes placées en garde à vue ou conduites en cellule de dégrisement pour ivresse. Photos, empreintes, caractéristiques physiques : tout est enregistré par informatique.





À la tête des équipes de la base technique et de l'investigation, **le commandant de police Joël** est sollicité de toute part avant la fin des 48 heures de garde à vue. *« Conformément à la procédure pénale, l'homme mis en cause doit être déféré en justice aujourd'hui, à 16 heures. Et nous devons gérer aussi d'autres gardes à vue pour vol à l'étalage et trafic de stupéfiants. »* À midi, le capitaine Éric, son adjoint, l'informe que *« le suspect a reconnu le recel d'objets volés »*. ■



BRIGADE DE ROULEMENT

13 heures. « *Vous voulez manger, monsieur ?* » demande Thibault à un gardé à vue, avant de regagner le poste de permanence, auprès de son collègue. Ces deux gardiens de la paix ont pris la relève de l'équipe du matin. « *Aujourd'hui, nous surveillons les personnes placées en cellule et nous répondons aux appels du 17, le numéro de Police Secours. Un vol de roues sur un véhicule vient d'être signalé, ainsi que des perturbateurs en gare, l'installation de gens du voyage gênant un point de livraison... Nous devons transmettre ces informations par radio aux équipes qui surveillent la voie publique.* » Et de noter toutes les interventions de la journée.





Avant de partir en patrouille, d'autres policiers signent le registre des armes qu'ils emportent. «*Sur le terrain, le travail d'équipe est essentiel*», raconte Céline, 21 ans, adjointe de sécurité et future gardienne de la paix. «*Ce n'est pas facile tous les jours*, poursuit Thibault. *Nous côtoyons des personnes au comportement irrespectueux. Certaines interventions marquent l'esprit. Mais on peut compter sur le soutien des collègues.*» ■

REPORTAGE**FIN DE LA PROCÉDURE**

15 h 45. Fin de la procédure. L'OPJ Fanny a rassemblé tous les procès-verbaux et comptes rendus de l'enquête dans un dossier. Le moment est venu de transférer le receleur au tribunal de grande instance. Le magistrat décidera de la suite à donner.





D'autres équipes prennent leur service et partent en patrouille sur le terrain. Le major Gaëtan, adjoint au chef des brigades de roulement et anti-criminalité, les a briefées, de même que les agents de la brigade anti-criminalité (BAC) qui travaillent en civil. Ces policiers ont au minimum le grade de gardien de la paix... Et sont tous des gardiens de la nuit. ■



À DÉCOUVRIR !



onisep

PARCOURS

COLLECTION

LES MÉTIERS DE LA DÉFENSE



ARMÉE DE TERRE
MARINE NATIONALE
ARMÉE DE L'AIR
ENGAGEMENT
CARRIÈRE

MÉTIERS • ÉTUDES • EN

12€

En vente sur www.onisep.fr/lalibrairie



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE
L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE
LA RECHERCHE



MÉTITIERS

LES MÉTIERS EN 5 FAMILLES

Chargés de protéger les personnes et les biens, ces femmes et ces hommes sont pour la plupart actifs de jour comme de nuit. À chacun sa mission et son statut.

POLICE NATIONALE

Prévention, interventions de secours, maintien de l'ordre, protection des mineurs, lutte contre les trafics, élucidation de crimes... la sécurité des zones urbaines et frontalières est au cœur des missions de ces fonctionnaires qui traitent 70% de la délinquance.

- **Motocycliste**
- **Policier/ère aux frontières**
- **Policier/ère d'investigation**
- **Policier/ère du renseignement**
- **Policier/ère équestre**
- **Policier/ère ordre public**
- **Policier/ère protection de la famille**
- **Policier/ère voie publique**
- **Spécialiste de la police technique et scientifique**

GENDARMERIE NATIONALE

Les missions de ces militaires ? Un vaste domaine allant de la prévention de proximité à l'enquête judiciaire, en passant par la sécurité routière, la recherche du renseignement, le secours aux personnes...

- **Enquêteur/trice subaquatique**
- **Gendarme adjoint/e volontaire en peloton de surveillance et d'intervention**
- **Gendarme en montagne**
- **Gendarme départemental/e**
- **Gendarme du GIGN**
- **Gendarme mobile en peloton d'intervention**
- **Gendarme technologies numériques (N'Tech)**
- **Motocycliste**
- **Pilote d'hélicoptère**

SÉCURITÉ CIVILE ET INCENDIE

Porter secours aux victimes d'accidents, d'incendies, d'inondations... les «soldats du feu» sont toujours prêts à secourir : plus de 4 millions d'interventions par an.

- **Démineur/euse**
- **Officier/ère de sapeurs-pompiers**
- **Pilote d'avion bombardier d'eau**
- **Sapeur/euse-pompier/ère professionnel/le**

COMMUNES, DOUANES

À pied, à vélo, à cheval ou en voiture, les policiers municipaux assurent l'ordre et la sécurité dans les communes. Celles-ci emploient des nageurs-sauveteurs et des pisteurs-secouristes pour sécuriser les plages et les domaines skiables le temps d'une saison. Dans les ports, les gares, les aéroports et sur les routes, les douaniers luttent contre tout type de fraude.

- **Douanier/ère**
- **Garde champêtre**
- **Gardien/ne de police municipale**
- **Nageur/euse-sauveteur/euse**
- **Opérateur/trice de vidéoprotection**
- **Pisteur/euse-secouriste**

SÉCURITÉ PRIVÉE ET D'ENTREPRISE

Professions réglementées, les métiers de la sécurité privée sont spécialisés dans la surveillance de locaux avec ou sans chien, la sûreté des transports, le convoyage de fonds, l'enquête privée, la protection rapprochée. Dans les entreprises et les sociétés de conseil, la sécurité industrielle et la sécurité informatique mobilisent des spécialistes pointus.

- **Agent/e de recherches privées**
- **Agent/e de sécurité privée**
- **Agent/e de sûreté ferroviaire ou aéroportuaire**
- **Chargé/e hygiène, sécurité, environnement**
- **Convoyeur/euse de fonds**
- **Garde du corps**
- **Maître de chien**
- **Spécialiste en sécurité informatique**

POLICIER D'INVESTIGATION



Céline,

brigadier-chef
au sein d'une brigade
départementale
de protection de la famille

« Il faut s'imposer des temps de silence pour laisser parler l'enfant. »

Licenciée en droit, Céline a été gardien de la paix en commissariat pendant 3 ans. *« J'ai ensuite intégré la brigade des mineurs pour protéger les enfants victimes de violence. Je suis passée d'agente à officière de police judiciaire, après formation et examen. Depuis, je mène des enquêtes de flagrance ou préliminaires sous l'autorité du procureur de la République. »*

Savoir écouter. Lorsqu'un parent dépose une plainte, Céline et ses trois collègues se répartissent les rôles, pour écouter son témoignage et, dans une salle d'audition séparée, celui de l'enfant victime. *« Il faut s'imposer des temps de silence pour le laisser parler et raconter ce qui s'est passé avec ses mots. Je m'efforce d'avoir des auditions les plus complètes et étayées possibles, puis rédige chacune sous forme de procès-verbal. »* L'équipe recoupe les éléments recueillis, et l'enfant est examiné par une unité médico-judiciaire.

La procédure. *« L'interpellation de la personne mise en cause s'effectue à 6 heures du matin. Je perquisitionne son domicile, accompagnée d'un spécialiste de la police technique et scientifique. »* Placée en garde à vue, la personne est entendue sur les faits reprochés. Lorsqu'elle les a reconnus, Céline la conduit devant le magistrat, au tribunal de grande instance. *« Une enquête préliminaire peut durer plusieurs mois. »*

Pousser les recherches. *« Un juge d'instruction demande parfois une seconde enquête, plus approfondie, pour étudier le profil de la personne, interroger ses amis, rechercher d'autres victimes... Il m'arrive de faire des écoutes téléphoniques. À la fin de mes investigations, je rédige un rapport de synthèse. »* D'astreinte certains week-ends, Céline s'occupe alors aussi bien des affaires de mineurs que des vols par effraction ou des trafics de stupéfiants.

€ Quel salaire ?



Son montant dépend du grade et de l'ancienneté. Un gardien de la paix débutant perçoit environ 1870 € net par mois et 3200 € en fin de carrière ; un officier de police, 2 252 € au grade de lieutenant, s'élevant jusqu'à plus de 3800 € au grade de commandant ; un commissaire débutant, 3116 €, progressant jusqu'à plus de 6700 € au grade de commissaire divisionnaire. S'y ajoutent des primes et indemnités.



Ça recrute ?

En 2016, plus de 2 500 postes de gardien de la paix sont à pourvoir, 33 postes d'officier de police, 20 postes de commissaire de police.



Quels débuts ?

Le policier d'investigation est recruté comme gardien de la paix, officier ou commissaire. Il peut être affecté en unité d'investigation et de recherche à l'issue de sa formation ou en cours de carrière. « À mes débuts, j'ai effectué des patrouilles, puis j'ai travaillé en brigade de nuit. »



Après le bac

Recrutement sur concours en tant que gardien de la paix. Le concours est ouvert aux bacheliers, mais plus de 20 % des admis ont un diplôme d'enseignement supérieur. Puis, une formation professionnelle d'un an au sein d'une école de police.

Après le bac en 3 ans

Recrutement sur concours en tant qu'officier de police après une licence ou un diplôme équivalent. Puis, une formation professionnelle de 18 mois à l'École nationale supérieure de police de Cannes-Écluse (77).

Après le bac en 5 ans

Recrutement sur concours en tant que commissaire de police après un master ou un diplôme équivalent. Puis, une formation professionnelle de 24 mois à l'École nationale supérieure de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (69).

Retrouvez
les études
pp. 94, 95.

POLICIER DU RENSEIGNEMENT

© DR



Vincent,

capitaine dans un service
départemental de
renseignement territorial

*« Prendre le pouls de la société
pour détecter les menaces à la sécurité. »*

« L'objectif est de prendre le pouls de la société, pour anticiper des mouvements et détecter des menaces à la sécurité publique. » Vincent participe à la recherche d'informations sur la vie économique, sociale et culturelle d'un territoire. Il se plaît à analyser l'évolution du monde qui l'entoure, des entreprises aux communautés religieuses, sans oublier les phénomènes de violences urbaines.

Couvrir des conflits sociaux. *« Pendant une manifestation, il faut collecter des renseignements sur les participants pour repérer ceux qui peuvent causer des troubles à l'ordre public. »* Chaque mission requiert un suivi par le biais de contacts avec différents interlocuteurs: dirigeants d'entreprises, représentants d'organisations syndicales, etc. S'y ajoutent parfois des écoutes téléphoniques et la surveillance de bandes.

Chef d'équipe. Encadrant une dizaine de personnes, Vincent répartit les missions selon les spécialités de chacun. Certains, par exemple, s'occupent plus spécifiquement du phénomène de radicalisation. Ils analysent différentes situations en lien avec les représentants des cultes. Chaque investigation fait l'objet d'un compte rendu qu'il valide avant de le transmettre au commissaire de police.

Avec d'autres services. *« Dans le cadre d'un déplacement de personnalité sur notre zone de compétences, nous détectons les menaces en amont. Puis, nous assurons la sécurité avec des policiers et des gendarmes en service de protection rapprochée. Il nous arrive aussi de collaborer avec des policiers d'investigation quand nous constatons des faits délictueux, pendant une surveillance de quartier par exemple. »*

€ Quel salaire ?



Son montant dépend du grade et de l'ancienneté. Un gardien de la paix débutant perçoit environ 1870 € net par mois et 3200 € en fin de carrière ; un officier de police, 2 252 € au grade de lieutenant, s'élevant jusqu'à plus de 3800 € au grade de commandant ; un commissaire débutant, 3116 €, progressant jusqu'à plus de 6700 € au grade de commissaire divisionnaire. S'y ajoutent des primes et indemnités.



Ça recrute ?

En 2016, plus de 2 500 postes de gardien de la paix sont à pourvoir, 33 postes d'officier de police, 20 postes de commissaire de police.



Quels débuts ?

Le policier du renseignement est recruté comme gardien de la paix, officier ou commissaire. Il peut être affecté dans un service de renseignement à l'issue de sa formation ou en cours de carrière. « Titulaire d'un master 1 en droit public, j'ai passé le concours d'officier de police. Puis, j'ai travaillé 9 ans dans un service d'investigation en commissariat. »



Après le bac

Recrutement sur concours en tant que gardien de la paix. Le concours est ouvert aux bacheliers, mais plus de 20 % des admis ont un diplôme de l'enseignement supérieur. Puis, une formation professionnelle d'un an au sein d'une école de police.

Après le bac en 3 ans

Recrutement sur concours en tant qu'officier de police après une licence ou un diplôme équivalent. Puis, une formation professionnelle de 18 mois à l'École nationale supérieure de la police de Cannes-Écluse (77).

Après le bac en 5 ans

Recrutement sur concours en tant que commissaire de police après un master ou un diplôme équivalent. Puis, une formation professionnelle de 24 mois à l'École nationale supérieure de la police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (69).

Retrouvez
Les études
pp. 94, 95.

POLICIER ORDRE PUBLIC



Benoît,

gardien de la paix en compagnie républicaine de sécurité (CRS)

« Une compagnie est prête à servir 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, en tout lieu. »

Une compagnie républicaine de sécurité (CRS) compte 80 hommes, qui assurent ensemble le maintien de l'ordre, sécurisent des lieux et protègent des personnes. *« C'est cet esprit collectif qui m'a attiré, autant que la diversité des missions, explique Benoît, en CRS depuis maintenant 10 ans. Il m'est arrivé d'intervenir dans une cité sensible, le temps d'une perquisition judiciaire et, le lendemain, d'assurer la protection d'une personnalité politique. »*

En ordre serré. Une manifestation à Paris ? Afin d'éviter des débordements, une compagnie est envoyée sur place, sous la responsabilité d'un commissaire et d'un commandant donneur d'ordres. Les policiers suivent une organisation tactique. *« Une partie d'entre eux est munie de boucliers et positionnée à l'avant de la compagnie. Ceux qui sont en seconde ligne ont un rôle d'intervenant. Ils peuvent, par exemple, interpellier un manifestant et guident la première ligne dans les déplacements. »*

Casque, gilet pare-coups, jambières... Le policier en CRS porte entre 15 et 20 kg d'équipements de protection. *« Chaque manifestation, qu'elle soit fixe ou en mouvement, a son lot de surprises. Il faut faire attention aux fauteurs de troubles ou aux casseurs. »* Le maniement des armes de défense fait partie de la formation : bâton, grenades lacrymogènes pour disperser une foule, entre autres.

Force mobile. L'actualité rythme le quotidien d'une CRS. Hormis les missions programmées à l'avance, comme la surveillance de matchs sportifs ou des sites balnéaires en été, les policiers sont mobilisés pour des « rappels immédiats ». *« Une compagnie est prête à servir 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, en tout lieu. Les déplacements peuvent durer jusqu'à un mois. Il faut accepter de ne pas rentrer chez soi tous les soirs. »*

€ Quel salaire ?



Son montant dépend du grade et de l'ancienneté. Un gardien de la paix débutant perçoit environ 1870 € net par mois et 3200 € en fin de carrière ; un officier de police, 2 252 € au grade de lieutenant, s'élevant jusqu'à plus de 3 800 € au grade de commandant ; un commissaire débutant, 3 116 €, progressant jusqu'à plus de 6 700 € au grade de commissaire divisionnaire. S'y ajoutent des primes et indemnités. Recruté sur contrat, un adjoint de sécurité perçoit 1 310 € net par mois.



Ça recrute ?

En 2016, plus de 4 000 postes d'adjoint de sécurité sont à pourvoir, plus de 2 500 postes de gardien de la paix, 33 postes d'officier de police et 20 postes de commissaire de police. Affectation en compagnie de CRS soit à l'issue de la formation, soit par mutation interne en cours de carrière.



Quelle évolution ?

Un agent en CRS peut se spécialiser comme nageur-sauveteur, sauveteur en montagne, motocycliste...



Après la 3^e

Le recrutement en tant qu'adjoint de sécurité est ouvert aux jeunes âgés de 18 à 30 ans, sans condition de diplôme. Formation professionnelle de 14 semaines.

Après le bac

Recrutement sur concours en tant que gardien de la paix. Le concours est ouvert aux bacheliers, mais plus de 20 % des admis ont un diplôme de l'enseignement supérieur. Puis, une formation professionnelle d'un an au sein d'une école de police.

Après le bac en 3 ans

Recrutement sur concours en tant qu'officier de police après une licence ou un diplôme équivalent. Puis, une formation professionnelle de 18 mois à l'École nationale supérieure de la police de Cannes-Écluse (77).

Après le bac en 5 ans

Recrutement sur concours en tant que commissaire de police après un master ou un diplôme équivalent. Puis, une formation professionnelle de 24 mois à l'École nationale supérieure de la police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (69).

Retrouvez
les études
pp. 94, 95.

POLICIER VOIE PUBLIQUE



Henrick,

adjoint de sécurité
en commissariat

« Je suis en contact permanent avec la population. »

À son arrivée au commissariat, Henrick revêt son uniforme et consulte le planning. Aujourd'hui, il va patrouiller dans les trois communes de sa circonscription, en équipe de trois policiers. *« L'objectif est de dissuader ou de réprimer les infractions. Il peut s'agir d'un vol, d'un stationnement gênant ou de tapage sur la voie publique. Il faut savoir écouter, apaiser une situation et être ferme si nécessaire. »*

En patrouille. *« Je suis en contact permanent avec la population. Il arrive qu'on nous aborde pour signaler des faits, par exemple des jeunes en train de consommer des produits stupéfiants dans un hall d'immeuble. Ou pour nous communiquer des renseignements sur un suspect recherché. »* Une plainte à recueillir ? Direction le commissariat, où Henrick assiste les gardiens de la paix habilités à rédiger un procès-verbal. En voiture, il reste à l'écoute des messages radio transmis par ses collègues. Il peut ainsi porter secours aux personnes en cas d'accident de la route.

Du sang-froid. *« Il m'est arrivé d'être appelé à 5h30 sur les lieux d'un triple homicide, pour assister les policiers d'un autre commissariat. Nous avons bloqué l'accès aux lieux afin de ne pas polluer la scène de crime. La police judiciaire nous a communiqué le signalement de l'auteur présumé, que nous avons pu interpellé le jour même. J'ai appris à prendre du recul en de telles situations. »*

Monter en grade. Titulaire d'un bac pro, Henrick s'est présenté à la sélection d'adjoints de sécurité, *« car je savais que je pourrais évoluer ensuite en interne. »* Au terme de ses 3 ans de contrat, il a renouvelé l'expérience sans hésiter. *« J'espère maintenant réussir le concours de gardien de la paix. »*

€ Quel salaire ?



Son montant dépend du grade et de l'ancienneté. Un gardien de la paix débutant perçoit environ 1870 € net par mois et 3200 € en fin de carrière ; un officier de police, 2 252 € au grade de lieutenant, s'élevant jusqu'à plus de 3 800 € au grade de commandant ; un commissaire débutant, 3 116 €, progressant jusqu'à plus de 6 700 € au grade de commissaire divisionnaire. S'y ajoutent des primes et indemnités. Recruté sur contrat, un adjoint de sécurité perçoit 1 310 € net par mois.



Ça recrute ?

En 2016, plus de 4 000 postes d'adjoint de sécurité sont à pourvoir, plus de 2 500 postes de gardien de la paix, 33 postes d'officier de police et 20 postes de commissaire de police.



Quelle évolution ?

Le policier peut être affecté dans un service de voie publique à l'issue de sa formation ou par mutation interne en cours de carrière. « Au début, j'ai beaucoup observé. Mes collègues gradés m'ont appris les ficelles du métier sur le terrain. »



Après la 3^e

Le recrutement en tant qu'adjoint de sécurité est ouvert aux jeunes âgés de 18 à 30 ans, sans condition de diplôme. Formation professionnelle de 14 semaines.

Après le bac

Recrutement sur concours en tant que gardien de la paix. Le concours est ouvert aux bacheliers, mais plus de 20 % des admis ont un diplôme de l'enseignement supérieur. Puis, une formation professionnelle d'un an au sein d'une école de police.

Après le bac en 3 ans

Recrutement sur concours en tant qu'officier de police après une licence ou un diplôme équivalent. Puis, une formation professionnelle de 18 mois à l'École nationale supérieure de la police de Cannes-Écluse (77).

Après le bac en 5 ans

Recrutement sur concours en tant que commissaire de police après un master ou un diplôme équivalent. Puis, une formation professionnelle de 24 mois à l'École nationale supérieure de la police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (69).

Retrouvez
les études
pp. 94, 95.

SPÉCIALISTE DE LA POLICE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE



Nadia,

chef du service local de la police technique et scientifique d'un district d'Ile-de-France

« Les techniques d'identification évoluent en permanence. »

Lorsque Nadia et son équipier sont appelés sur le lieu d'un homicide ou d'un cambriolage, *« aucun élément extérieur ne doit polluer la scène. Cela créerait un risque d'éliminer des indices primordiaux pour identifier les auteurs »*. Alors, elle porte une combinaison, un masque, des sur-chaussures et des gants.

Au peigne fin. *« J'utilise une lumière blanche et des lunettes spéciales afin de révéler des traces invisibles à l'œil nu, qu'il s'agisse de sang, de sperme ou de salive. À l'aide d'écouvillons (sortes de cotons-tiges), je fais des prélèvements qui permettront d'établir un profil ADN. De plus, je peux trouver des traces de doigts ou de paumes en appliquant une poudre sur les surfaces. »* Autant d'indices que Nadia matérialise par des repères numérotés. À l'aide de croquis et de photos, elle positionne les personnes et/ou les objets présents sur la scène afin d'étayer la reconstitution des faits.

Identification. Les prélèvements sont envoyés à des laboratoires, mais Nadia fait elle aussi parler les indices. *« Au labo, je cherche à révéler des traces digitales sous l'action de produits chimiques. Je les compare ensuite aux empreintes de la personne mise en cause. Il faut avoir l'œil pour repérer les points communs ! Il m'arrive aussi de lancer une recherche d'identité dans un fichier informatique d'empreintes digitales. »* Tout est retranscrit dans un rapport.

Technicienne et manager. Il y a 6 ans, Nadia a débuté comme agent spécialisée après une licence. Devenue technicienne sur concours, elle est à la tête d'une équipe de cinq agents et forme les nouvelles recrues. *« C'est d'autant plus intéressant que les techniques d'identification évoluent en permanence. Mais il faut apprendre à gérer ses émotions face à des situations difficiles : j'assiste aux autopsies pour les prendre en photo. »*

€ Quel salaire ?



Le montant du salaire dépend du grade et de l'ancienneté du spécialiste. Un agent spécialisé de la police technique et scientifique débutant perçoit environ 1858 € net par mois ; un technicien, 1896 €, un ingénieur, 2241 €. À ces rémunérations peuvent s'ajouter des primes et indemnités.



Ça recrute ?

En 2016, 15 postes d'agent spécialisé et 23 postes de technicien sont à pourvoir.



Quels débuts ?

Un agent spécialisé peut être promu agent principal avec un traitement s'échelonnant de 1935 € net par mois à 2412 €. En fonction de son ancienneté, il peut ensuite se présenter aux concours internes de technicien et d'ingénieur de la police technique et scientifique, sans condition de diplôme. De même, les techniciens peuvent être promus technicien principal, puis technicien en chef avec un traitement d'environ 2843 € en fin de carrière.



Après la 3^e

Le concours d'agent spécialisé de la police technique et scientifique est ouvert aux jeunes âgés de 18 ans au moins, titulaires d'un CAP ou d'un diplôme équivalent. Les admis suivent une formation d'adaptation au premier emploi.

Après le bac en 2 ans ou 5 ans

Le concours de technicien de la police technique et scientifique est accessible avec un BTS, un DUT, une L2 (en biologie, chimie, mesures physique, hygiène-sécurité...), des classes préparatoires scientifiques... Le concours d'ingénieur de la police technique et scientifique est ouvert aux diplômés d'un master ou d'un diplôme d'ingénieur. Les admis suivent une formation d'adaptation à l'environnement professionnel et au premier emploi.

Retrouvez
Les études
pp. 88, 96.

ENQUÊTEUR SUBAQUATIQUE



Céline,

technicienne
en investigations
subaquatiques
à la brigade fluviale de
Conflans-Sainte-Honorine
(78)

« La plongée s'effectue souvent dans des conditions difficiles. »

En tenue de plongée et équipée de ses palmes, gilet stabilisateur, détendeurs et blocs d'air comprimé, Céline part en enquête subaquatique pour rechercher des personnes disparues ou des objets. *« Ce métier m'a toujours attirée. »* Une pratique assidue de la natation et de la plongée lui a permis d'en faire sa spécialité, voici environ 6 ans. Elle associe ainsi sa passion à son métier de gendarme départementale.

Recherches et constatations. La brigade fluviale où elle travaille intervient sur appel des brigades de gendarmerie: recherche de personnes, d'armes ou d'objets volés, relevage de véhicules... *« En cas de découverte d'une personne disparue, nous effectuons les premières constatations et établissons un procès-verbal qui sera remis à la brigade qui nous a appelés. »*

En équipe. En eau froide et dans des endroits sombres, *« la plongée s'effectue souvent dans des conditions difficiles. Ce n'est pas la plongée plaisir que l'on connaît dans les clubs de plongée, prévient Céline. Nous sommes toujours au moins deux plongeurs, plus un surveillant en surface. Si l'on prend le bateau, il y a un pilote en plus. On n'est jamais seul. »* Lors de certaines interventions, elle est directrice de plongée. *« Je mets alors en œuvre un dispositif de plongée. Mais, lorsque mes coéquipiers sont plus anciens, ce sont eux qui prennent ces responsabilités. »*

Toujours prête. *« En l'absence d'intervention, on part en patrouille bateau, sur la Seine ou sur l'Oise pour contrôler la navigation. »* Afin de rester opérationnelle, Céline s'entraîne une fois par semaine. *« L'entraînement a lieu soit à la fosse de plongée, soit en milieu naturel, dans des étangs, la Seine ou l'Oise. »* En dehors de ses 2 jours de repos hebdomadaire, elle peut être appelée à tout moment.

€ Quel salaire ?



Un sous-officier perçoit un traitement mensuel de 1725 € net (logement fourni sans loyer) à l'issue de sa formation. Le traitement d'un officier en sortie d'école s'élève à 2750 €.



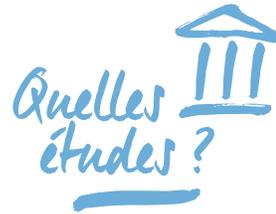
Ça recrute ?

Peu nombreux, les enquêteurs subaquatiques sont recrutés parmi les sous-officiers et les officiers de la gendarmerie. Le nombre de recrutements varie selon les régions.



Quels débuts ?

Avant de se spécialiser dans les enquêtes maritimes ou fluviales, il est indispensable d'exercer en gendarmerie départementale, comme Céline, afin de bien maîtriser la pratique des enquêtes judiciaires.



Après le bac en 1 an ou 7 ans

Première étape : réussir le concours de sous-officier de la Gendarmerie nationale ouvert aux bacheliers ou le concours universitaire d'officier de la Gendarmerie nationale ouvert aux titulaires d'un diplôme de niveau bac + 5.

Les élèves sous-officiers (élèves gendarmes) reçoivent une formation d'un an au sein d'une école de gendarmerie. Les élèves officiers suivent 2 ans de formation à l'École des officiers de la Gendarmerie nationale (EOGN).

La spécialisation en tant qu'enquêteur subaquatique intervient après sélection (épreuves de nage et d'apnée).

La formation de 9 semaines se déroule au Centre national d'instruction nautique de la gendarmerie à Antibes (06).

Les candidats doivent être âgés de moins de 35 ans au 1^{er} janvier de l'année du stage de formation initiale de plongée sous-marine.

Retrouvez
Les études
pp. 97, 98.

GENDARME DÉPARTEMENTAL



Mélisande,
officier-chef d'escadron

« Je mets en place le dispositif le plus adapté pour l'enquête à mener. »

Commandant de compagnie, Mélisande est à la tête de six brigades territoriales. S'y ajoutent une brigade de recherches, qui se consacre à la police judiciaire, et un peloton de surveillance et d'intervention. Ce dernier renforce l'action des brigades et assure des missions de surveillance, de jour comme de nuit. *« Je gère tout l'opérationnel. Cela prend du temps, et je suis soumise à l'actualité »,* souligne-t-elle.

L'opérationnel. Lors d'interventions importantes, par exemple suite à un crime ou à une disparition de personne, Mélisande dirige les opérations sur le terrain. *« Je dois mettre en place le dispositif le plus adapté afin que l'enquête puisse être menée dans les meilleures conditions. »* Si nécessaire, elle demande la mise à disposition d'équipes cynophiles et d'enquêteurs spécialisés en techniques d'investigation criminelle.

Le management et l'administratif. Seule pour prendre des décisions, Mélisande ne l'est jamais sur le terrain. *« Lorsque j'arrive sur place, des gendarmes sont déjà déployés. »* Elle travaille aussi en lien avec les maires des communes de sa circonscription, le sous-préfet d'arrondissement, le procureur de la République pour le volet judiciaire. Le reste du temps, elle rédige les comptes rendus de missions, gère la carrière des gendarmes qu'elle encadre et s'occupe de leur formation.

Chaque jour est unique. *« Le matin, je ne sais jamais ce qui m'attend ni le nombre d'interventions pour lesquelles je vais être appelée »,* explique ce chef d'escadron qui peut être requise à toute heure du jour ou de la nuit et qui remplace ses adjoints en congé. Ce n'est pas pour lui déplaire : *« On ne s'ennuie jamais. »*

€ Quel salaire ?



Un sous-officier perçoit un traitement mensuel de 1725 € net (logement fourni sans loyer) à l'issue de sa formation. Le traitement d'un officier en sortie d'école s'élève à 2750 €.



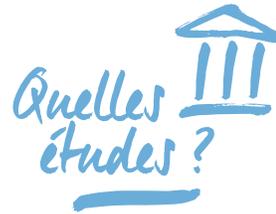
Ça recrute ?

En 2015, 3200 sous-officiers et 24 officiers ont été recrutés par concours. Une première affectation au sein de la gendarmerie départementale est fréquente.



Quels débuts ?

Le jeune lieutenant qui débute sa carrière d'officier en gendarmerie départementale est, par exemple, à la tête d'une communauté de brigades ou d'une brigade de recherches.



Après le bac en 1 an ou 7 ans

Première étape : réussir le concours de sous-officier de la Gendarmerie nationale ouvert aux bacheliers ou le concours universitaire d'officier de la Gendarmerie nationale ouvert aux titulaires d'un diplôme de niveau bac + 5.

Les élèves sous-officiers (élèves gendarmes) reçoivent une formation d'un an au sein d'une école de gendarmerie. Les élèves officiers suivent 2 ans de formation à l'École des officiers de la Gendarmerie nationale (EOGN).

Retrouvez
Les études
pp. 97, 98.

GENDARME DU GIGN



© DR

Pierre,
major

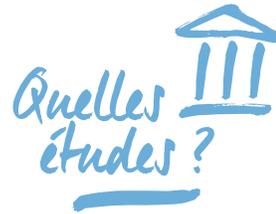
*« L'entraînement est omniprésent.
Il faut se préparer à la crise de demain. »*

« Mon cœur de métier, c'est l'intervention. » Pierre a été gendarme mobile pendant 6 ans avant d'entrer au Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale (GIGN) voici 18 ans. Outre le sens de l'engagement et de réelles qualités physiques et psychologiques, cette unité d'élite fait appel au sens de la camaraderie. *« La cohésion du groupe, c'est le ciment. »*

Des missions délicates. Pierre a de nombreuses interventions à son actif, de l'arrestation à domicile jusqu'à la prise d'otages. *« Il faut isoler le site avec des observateurs tout autour et des personnels prépositionnés qui pourront réagir en cas d'urgence vitale pour les otages. J'interviens aussi en cas d'extorsion de fonds, de racket, de chantage, de trafic de stupéfiants. Mais nous sommes avant tout une unité de contre-terrorisme. »* Mettre fin à ces situations extrêmes peut nécessiter jusqu'à une centaine de gendarmes.

Toujours prêt à partir. Pierre vit en caserne, à quelques centaines de mètres de son unité. *« Je peux partir dans la demi-heure, quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit. »* Comme une soixantaine de gendarmes, 2 semaines par mois, il est en alerte. *« 30 sont prêts à partir immédiatement en mission inopinée (attentat, fusillade, prise d'otages, mutinerie...) et 30 autres sont dédiés aux missions anticipées (arrestations, extorsion de fonds...) »*

Être opérationnel. Les 2 autres semaines, il s'entraîne. *« L'entraînement est omniprésent. Il faut se préparer à la crise de demain. »* Au GIGN, un gendarme dispose de 7 à 13 armes pour répondre à tout type de missions. Chacun s'entraîne en fonction de sa spécialité : tireur longue distance, négociateur, maître de chien... *« Les missions sont risquées, mais cela fait partie de ce métier hors norme et passionnant. »*



€ Quel salaire ?



Pour un sous-officier : 1725 € net par mois (logement fourni sans loyer), plus les primes attribuées aux troupes aéroportées. Le traitement d'un officier en sortie d'école s'élève à 2750 €.



Ça recrute ?

De nombreux gendarmes du GIGN sont issus de la gendarmerie mobile, les autres sont recrutés parmi les gendarmes départementaux ou les gardes républicains.

Triés sur le volet, seulement 10% des candidats sont recrutés à l'issue des phases de sélection, soit entre 15 et 20 personnes par an.



Quels débuts ?

Pendant ses années passées en gendarmerie mobile, Pierre a obtenu des brevets tels que « moniteur commando » et « moniteur d'intervention ».

« Ces stages m'ont aguerri et m'ont permis de me perfectionner dans le domaine de l'intervention.

À l'issue de la formation au GIGN, on est breveté et apte à débiter tout de suite comme équipier. »

Après le bac en 1 an ou 7 ans

Première étape : réussir le concours de sous-officier de la Gendarmerie nationale ouvert aux bacheliers ou le concours universitaire d'officier de la Gendarmerie nationale ouvert aux titulaires d'un diplôme de niveau bac + 5.

Les élèves sous-officiers (élèves gendarmes) reçoivent une formation d'un an au sein d'une école de gendarmerie. Les élèves officiers suivent 2 ans de formation à l'École des officiers de la Gendarmerie nationale (EOGN).

Puis, deux phases de sélection (une semaine de tests et un stage probatoire de 3 mois) permettent d'accéder à une formation d'un an pour devenir gendarme du GIGN. Celle-ci porte sur les différents métiers au sein de l'unité et permet d'intégrer l'une des trois forces opérationnelles : intervention, observation-recherche ou protection.

Retrouvez
Les études
pp. 97, 98.

GENDARME MOBILE



Fays,

maréchal des logis-chef

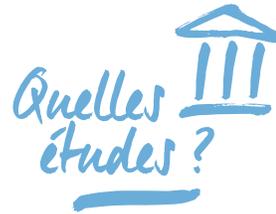
« Être gendarme, c'est exercer un métier dynamique, au service des citoyens. »

« Mon choix de carrière a été facilité par mon entourage, la plupart de mes proches appartenant à différents corps de l'armée, à la Police nationale et aux Sapeurs-pompiers. » Fays a débuté comme gendarme adjoint volontaire avant de devenir sous-officier, 4 ans plus tard. Désormais, c'est lui qui encadre les gendarmes adjoints volontaires de son unité.

Souvent en déplacement. Fays participe à des missions de maintien ou de rétablissement de l'ordre public notamment lors de manifestations. Environ 240 jours par an, il parcourt l'Hexagone ou se rend en outre-mer. « Ma vie professionnelle est indissociable de ma vie privée. » Sa famille vit en effet au rythme des départs imprévus et des longues absences. « Être gendarme, c'est exercer un métier dynamique au service des citoyens, faire preuve d'abnégation et de don de soi. »

Maintien de l'ordre. « Lorsque la situation est calme, on assure des renforts au profit de la gendarmerie départementale, notamment en surveillant des lieux sensibles. » Fays et les autres gendarmes de son unité peuvent aussi intervenir en soutien du Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale (GIGN). Mais le maintien de l'ordre est la première mission de la gendarmerie mobile. « En cas d'urgence, on peut être appelé avec un préavis très court. »

Entraînement assidu. « Nous effectuons régulièrement des mises en situation pratique. Tous les 2 ans, nous participons à un stage de remise à niveau de 15 jours au Centre national d'entraînement des forces de la gendarmerie en Dordogne. Ces stages permettent de revoir les techniques et les cadres juridiques d'intervention. » L'entraînement est indispensable pour rester opérationnel et faire face à des situations parfois délicates. « Sang-froid et maîtrise de soi font partie intégrante de ce métier. »



€ Quel salaire ?



Un sous-officier perçoit un traitement mensuel de 1725 € net (logement fourni sans loyer) à l'issue de sa formation.



Ça recrute ?

Les besoins en gendarmes mobiles sont de plus en plus importants pour assurer la sécurité de la population. Le nombre de recrutements est en augmentation.



Quelle évolution ?

Le gendarme mobile peut suivre des formations internes tout comme Fays : « Il y a 2 ans, j'ai été affecté au groupement blindé de la gendarmerie mobile. Les escadrons de ce groupement sont spécialisés dans la conduite de véhicules blindés et préparés à faire face aux menaces nucléaires, radiologiques, bactériologiques et chimiques. Cette affectation m'a permis de passer le permis poids lourds et les qualifications pour la conduite des engins blindés. »

Après le bac en 1 an

Première étape : réussir le concours de sous-officier de la Gendarmerie nationale ouvert aux bacheliers. Les élèves sous-officiers (élèves gendarmes) reçoivent une formation d'un an au sein d'une école de gendarmerie.

Retrouvez
Les études
pp. 97, 98.

GENDARME TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES (N'TECH)



Frédéric,
adjutant-chef

« Nous devons récupérer des éléments de preuve sur des supports informatiques. »

« C'est en me préparant à devenir enquêteur judiciaire que j'ai découvert l'existence d'une nouvelle formation : enquêteur en technologies numériques. J'ai travaillé dans une section de recherches pendant un an avant de pouvoir intégrer ce cursus », explique Frédéric qui a auparavant exercé dans la gendarmerie mobile et la gendarmerie départementale.

Les preuves numériques. Frédéric conseille et assiste les gendarmes chargés des enquêtes judiciaires. Il analyse tous types de systèmes informatiques (ordinateurs, téléphones portables, consoles de jeux...) saisis lors des perquisitions. *« Nous devons récupérer des éléments de preuve sur des supports informatiques. Selon l'enquête, il peut s'agir d'images, de documents comptables, de données effacées. En cas de difficultés, les experts en recherche criminelle peuvent nous aider. »*

Travail d'équipe. *« Je suis responsable du groupe cybercriminalité au sein de mon unité. Il est composé de trois militaires de la gendarmerie, tous N'Tech. Le travail en équipe permet de partager son savoir et d'échanger des conseils. »* Frédéric est amené à se déplacer sur l'ensemble de l'Ile-de-France et parfois à travailler de nuit pour une surveillance sur Internet.

Un cadre légal. Suite à ses constatations, Frédéric établit des rapports techniques et des procès-verbaux. *« Ces documents sont transmis au tribunal ou à la cour d'assises. Ils peuvent être attaqués en contre-expertise ou par des avocats. »* Il lui arrive d'expliquer les techniques de cybercriminalité à des collègues, aux institutions, aux magistrats. *« Il faut s'informer en permanence sur les évolutions techniques et la législation. C'est indispensable pour apporter une réponse à nos interlocuteurs et connaître les limites de ce que l'on peut faire légalement. »*

€ Quel salaire ?



Un sous-officier perçoit un traitement mensuel de 1725 € net (logement fourni sans loyer) à l'issue de sa formation.



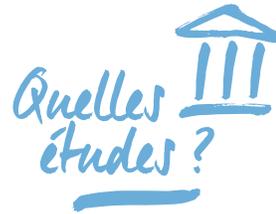
Ça recrute ?

Le recrutement de gendarmes spécialisés dans la lutte contre la cybercriminalité est sélectif. On compte 250 gendarmes N'Tech pour la France et l'outre-mer. Une vingtaine de personnes sont formées par an pour une soixantaine de candidatures. Elles sont recrutées essentiellement parmi les gendarmes départementaux exerçant les fonctions de correspondants N'Tech (C-N'Tech), qui effectuent les premières investigations.



Quels débuts ?

« Il faut de la patience. Ce parcours durera au minimum 6 à 7 ans. » Une fois formé, un gendarme N'Tech est affecté dans une unité : service central de renseignement criminel, office central, section de recherches, brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires.



Après le bac en 1 an

Après réussite au concours de sous-officier de gendarmerie, un an de formation au sein d'une école de gendarmerie. Une fois titularisé en tant que sous-officier de carrière, préparation à l'examen d'officier de police judiciaire (OPJ).

En cours de carrière, la licence pro enquêteur technologies numériques permet d'accéder à la fonction de gendarme N'Tech. Cette formation se déroule à l'université de technologie de Troyes (UTT). Elle est dispensée en partenariat avec la Direction générale de la Gendarmerie nationale.

Retrouvez
Les études
pp. 97, 98.

DÉMINEUR



**Christophe
Darcy,**

chef démineur, capitaine
de police à Lyon (69)

*« 60 % des interventions concernent
la neutralisation de munitions de guerre. »*

Christophe a suivi un long parcours avant de devenir démineur. Un métier d'élite à hauts risques. Après un bac ES et un bac pro métiers de la sécurité, il suit 2 ans d'études universitaires et enchaîne divers emplois. À 26 ans, il réussit le concours de gardien de la paix de la police nationale. 6 ans plus tard, il se porte volontaire pour devenir démineur.

Munitions de guerre. Après une série de tests techniques et psychologiques, le jeune policier suit un an de formation avant d'être envoyé sur le terrain. *« Plus de 60 % de nos interventions concernent la neutralisation et le transport de munitions datant notamment des dernières guerres. Environ 30 % des missions ont trait à la lutte antiterroriste et 10 % sont liées à la protection de hautes personnalités lors d'événements importants »,* explique Christophe, qui fait partie des 13 démineurs basés en Rhône-Alpes.

Polyvalence et disponibilité. Formés à tous les types d'interventions, ces spécialistes des obus et autres grenades n'ont pas de journée type. *« En général, on travaille de 8 h 30 à 18 heures, mais on peut être appelé la nuit et les jours fériés si la préfecture l'exige »,* poursuit ce père de famille. La plupart des missions se font en extérieur par équipes de deux.

Entraînement permanent. Le démineur doit se former en continu. *« L'entraînement est physique, mais aussi intellectuel. Comment fonctionnent des munitions, des robots démineurs ? Il faut s'intéresser aux équipements afin de savoir les utiliser, voire les faire évoluer »,* assure ce grand sportif. Pas question d'être un chien fou. Le sang-froid et la réflexion s'imposent. *« Vous jouez votre vie et celle des autres. »*

€ Quel salaire ?



« Après 12 ans d'expérience, mon traitement est proche de 3500 € net par mois hors primes, ces dernières pouvant monter jusqu'à un tiers de mon salaire. »



Ça recrute ?

La montée du risque terroriste favorise actuellement le recrutement. De 310 en 2016, les démineurs devraient passer à 340 en 2017. La France compte 23 centres de déminage. Outre la Direction de la sécurité civile (ministère de l'Intérieur) et l'armée, quelques ONG, l'ONU emploient des démineurs.



Quelle évolution ?

Il existe trois niveaux de qualification : démineur adjoint, démineur et démineur-chef. Après quelques années d'expérience, on peut devenir chef de service, chargé de la gestion administrative d'équipes de 10 à 40 personnes. Un démineur peut se spécialiser en alerte d'antiterrorisme, en missions de destruction de munitions sur une zone, en protection de personnalités.



Il n'existe pas de recrutement direct. Les démineurs de la sécurité civile sont recrutés parmi les fonctionnaires de la Police nationale sur vacance d'emploi. Les candidats doivent satisfaire aux conditions d'aptitude médicale et à des tests psychologiques (test de Gordon et test de Stroop). Les candidats admis sont nommés démineurs adjoints et effectuent une formation initiale sanctionnée par un certificat qu'ils doivent obtenir dans un délai maximal de 2 ans.

L'armée de terre forme des artificiers démineurs (École du génie) et la Marine nationale des officiers mariniers plongeurs démineurs (École de plongée de Saint-Mandrier).

Retrouvez
Les études
p. 92.

OFFICIER DE SAPEURS-POMPIERS



Franck Cuomo,

lieutenant de sapeurs-pompiers, direction départementale du service d'incendie et de secours du Var (83)

« Je voulais avoir une activité d'intérêt général ! »

Franck entre chez les pompiers à 23 ans, durant ses études d'ingénieur. *« Je voulais avoir une activité d'intérêt général et je me suis engagé en tant que pompier volontaire. »* Pendant plusieurs années, il cumule ainsi son activité professionnelle d'ingénieur avec celle de pompier volontaire tout en gravissant les échelons, en tant que caporal, puis caporal-chef. Enfin, il y a 3 ans, il décide de devenir professionnel en se présentant au concours de lieutenant de sapeurs-pompiers. *« Être pompier était devenu une vraie passion ! »*

Répondre aux urgences. 1 semaine par mois, Franck est d'astreinte. En tant que chef de groupe, il dirige et coordonne les personnels et les moyens engagés pendant une opération de sécurité civile, incendie et secours. *« Quand mon bip sonne, j'arrête immédiatement ce que je fais pour partir en intervention. Une fois sur place, mon rôle est de coordonner l'action de tous les intervenants. »*

Coordonner et gérer. *« L'officier de sapeurs-pompiers a une double fonction administrative et opérationnelle »,* explique Franck. Chaque année, en tant que chef de service formation, il organise une vingtaine de formations de spécialisation ou d'avancement de grade pour les 137 agents rattachés au centre d'incendie et de secours dont il s'occupe.

Conseiller les communes. Parmi ses missions de gestion, Franck assure la sécurité des plages de l'est du département. *« Même si la saison ne dure que 2 mois, je m'en occupe presque toute l'année. »* En lien avec les communes, il doit organiser les moyens de sauvetage pour les postes de secours et recruter des agents saisonniers. *« Je m'y prends dès le mois de décembre, car il faut assurer la formation de ces saisonniers au brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique. »*

€ Quel salaire ?



Le lieutenant de sapeurs-pompiers professionnels est un fonctionnaire territorial. Sa rémunération dépend de son grade et de son échelon. Le salaire de base d'un lieutenant de 1^{re} classe va de 1166 à 1900 € net par mois (hors primes). Au niveau supérieur, un capitaine débute avec un traitement de 1250 € net par mois (hors primes).



Ça recrute ?

Chaque année, la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises organise un recrutement de lieutenants de 1^{re} classe par concours externe. En 2016, 110 postes étaient à pourvoir. De nombreux professionnels débutent comme volontaires, avec des perspectives d'évolution.



Quelle évolution ?

Le grade de lieutenant est le premier grade des officiers. On peut évoluer vers le grade de capitaine. Il est aussi possible de se former à diverses spécialités opérationnelles « sauvetage et risques ».



Deux concours permettent de devenir officier de sapeurs-pompiers professionnels : lieutenant de 1^{re} classe et capitaine. L'admission est suivie d'une formation à l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers à Aix-en-Provence (13).

Après le bac en 2 ans

Le concours de lieutenant de 1^{re} classe est ouvert aux titulaires d'un diplôme ou d'un titre de niveau bac +2, notamment le DUT hygiène, sécurité, environnement, bien adapté. Une excellente condition physique est nécessaire car, après la phase d'admissibilité qui comprend une note de synthèse et un questionnaire à choix multiples, la phase d'admission comporte pas moins de six épreuves physiques et sportives.

Après le bac en 3 ans

Le concours de capitaine est ouvert aux titulaires d'un diplôme de niveau bac +3, notamment une licence professionnelle en protection civile.

Retrouvez
Les études
pp. 100, 102.

DOUANIER



*Amelyne
Beretta,*

agent de constatation
à l'aéroport de Nice (06)

« En uniforme et armé, chaque agent est responsable de la sécurité de l'équipe. »

Douanier depuis 10 ans dans la branche surveillance, Amelyne a fait du contrôle sur trains, puis travaillé dans une brigade routière, avant d'exercer à l'aéroport de Nice au sein de la cellule fret express et mobile.

Contrôle et enquête. Avec l'explosion du e-commerce, le flux de colis postaux et de fret express a fortement augmenté et le contrôle s'est intensifié. *« Je vérifie des marchandises de toutes provenances, à la recherche de contrefaçons, de médicaments ou de produits stupéfiants. Je suis vigilante sur les normes sanitaires et de sécurité, notamment pour les jouets. Le cas échéant, les produits sont saisis et analysés. Des personnes sont convoquées pour une audition ou interpellées par le service. »* Lorsqu'un arrangement amiable n'est pas possible, le dossier est transféré au tribunal de grande instance. *« C'est très intéressant de traiter une affaire du début jusqu'à la fin. »*

Une équipe soudée. *« En uniforme et armé, chaque agent est responsable de la sécurité de l'équipe lors du contrôle. »* Mobile, la cellule effectue des contrôles dans tous les terminaux de l'aéroport. Elle collabore également avec différentes administrations: *« Avec les services vétérinaires et phytosanitaires, il m'arrive de contrôler des denrées alimentaires, des espèces animales et végétales protégées. »*

Dynamisme et disponibilité. Amelyne travaille 37h30 par semaine par tranches de 12 heures. *« Mais les journées peuvent se prolonger et il nous arrive d'être de service la nuit, les jours fériés... »*, précise-t-elle. Être disponible et en forme est indispensable mais ne suffit pas: *« Il faut être curieux et avoir du caractère tout en gardant son calme face à des situations quelquefois délicates. »*

€ Quel salaire ?



Les Douanes emploient trois corps de fonctionnaires. L'agent de constatation débute avec un salaire de 1700 € net par mois primes comprises, le contrôleur des douanes avec 1800 €, l'inspecteur des douanes avec 2105 €.



Ça recrute ?

En 2014, 159 agents de constatation et 15 contrôleurs ont été admis aux concours de la branche surveillance; 25 inspecteurs ont été recrutés. Globalement, 1000 recrutements supplémentaires sont prévus pour la période 2016-2017. Les affectations se font au niveau national.



Quels débuts ?

Un agent de constatation peut être promu agent de constatation principal, sous réserve d'avoir l'ancienneté suffisante. Par concours interne ou examen professionnel, il peut devenir contrôleur. Il est aussi possible de se spécialiser comme maître de chien, opérateur radio, marin, mécanicien...



Les douaniers sont recrutés par des concours dont le niveau d'accès varie en fonction du corps.

Après la 3^e

Le concours d'agent de constatation est ouvert aux titulaires du diplôme national du brevet, d'un CAP ou titre équivalent. Le taux de réussite est proche de 4%, sachant qu'une préparation accroît les chances. Les admis effectuent un stage d'un an incluant une formation de 4 mois à l'École nationale des Douanes de La Rochelle.

Après le bac

Le concours de contrôleur des douanes est ouvert aux titulaires du bac ou équivalent. Les admis effectuent un stage d'un an incluant environ 4 mois de formation à l'École nationale des Douanes de La Rochelle.

Après le bac en 3 ans

Le concours d'inspecteur des douanes est ouvert aux titulaires d'une licence ou équivalent. Les admis suivent une formation d'un an à l'École nationale des Douanes de Tourcoing.

Retrouvez
Les études
pp. 88, 90, 91.

GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE



Sonia Larbi,

brigadier-chef principale
à Puteaux (92)

« Le maître mot, c'est la proximité : nous sommes proches des citoyens. »

« J'ai très tôt voulu rentrer dans la police », se souvient Sonia qui, à 34 ans, a réalisé son rêve d'enfant. Après une licence de psychologie, elle intègre la mairie de Puteaux comme agent de surveillance de la voie publique. Elle décide alors de passer le concours de gardien de police municipale. « Le maître mot, c'est la proximité nous sommes proches des citoyens », explique la fonctionnaire territoriale avant de préciser qu'à la différence de la Police nationale son service ne fait pas d'enquête.

Constater les infractions. Après son admission au concours suivie d'un an de stage, elle poursuit sa carrière à la mairie de Puteaux. Aujourd'hui chef de poste, elle s'assure que le travail est bien fait et gère le planning des 70 agents de son service. « Ma principale mission reste de sécuriser la voie publique et de constater les infractions, ce qui demande d'être dehors à 75 % », précise la policière, qui n'a pas peur de s'exposer aux coups et passe souvent pour la médiatrice de l'équipe.

Un métier de terrain. Savoir gérer les conflits est bien utile quand il faut intervenir dans des rixes, faire respecter le calme entre voisins ou relever une infraction pour trafic de stupéfiants. Le panel de compétences est large en matière de polices administrative et judiciaire. « Dans ce service, les policiers sont armés d'un revolver, d'un bâton de défense, d'une bombe lacrymogène. »

7 jours sur 7. Ses agents travaillent alternativement le matin, l'après-midi ou encore de nuit, ainsi que certains week-ends et jours fériés. « Ce n'est pas toujours facile à concilier avec la vie de famille », déclare cette jeune maman. « Mais c'est mon choix de carrière et j'ai trouvé un équilibre. »

€ Quel salaire ?



Le salaire moyen du gardien de police municipale débutant est de 1800 € net par mois et s'élève à environ 2500 € après 10 ans d'expérience, « hors primes et compensations liées aux astreintes », précise Sonia.



Ça recrute ?

On dénombrait environ 20 000 policiers municipaux en 2014. Les postes offerts dans les centres de gestion de la fonction publique territoriale varient d'une année sur l'autre. Les effectifs s'accroissent, et des créations de postes sont annoncées jusqu'en 2017.



Quelle évolution ?

Avec de l'ancienneté, le gardien de police municipale peut devenir brigadier, puis brigadier-chef principal. Il a aussi accès à des concours internes. « J'envisage de passer le concours de chef de service (catégorie B) et à l'avenir de gérer un poste de police municipale », ajoute Sonia.



Après la 3^e

Le concours de gardien de police municipale (catégorie C de la fonction publique territoriale) est organisé par les centres de gestion des départements. Il est ouvert aux titulaires du diplôme national du brevet, d'un CAP ou d'un titre de même niveau. Il faut être âgé d'au moins 18 ans.

Les candidats admis à un concours sont inscrits sur une liste d'aptitude (valable jusqu'à 3 ans) et doivent se faire recruter par une commune. Ils sont alors nommés gardiens de police stagiaires pour 1 année, au cours de laquelle ils suivent une formation professionnelle de 6 mois. La titularisation intervient à l'issue du stage.

Après le bac

Il est possible de se présenter au concours de chef de service de police municipale.

Après le bac en 3 ans

Il est possible de se présenter au concours de directeur de police avec une licence ou un diplôme équivalent.

Retrouvez
Les études
pp. 88, 90, 91.

AGENT DE SÉCURITÉ PRIVÉE



Fahmi Zaouia,

agent de sécurité
chez Protector à Saint-
Laurent-du-Var (06)

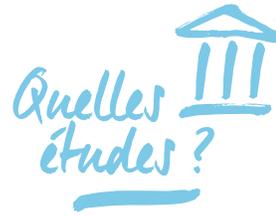
« Je filtre les accès, effectue des rondes, détecte les anomalies... »

Agent de sécurité depuis 3 ans, Fahmi travaille pour le groupe Protector, société de sécurité privée de 200 personnes spécialisée dans la surveillance d'immeubles de bureaux, ports, entreprises industrielles...

Aiguiller et informer. *« Après avoir obtenu le CAP agent de sécurité en alternance, j'ai immédiatement été embauché en CDI sur le site même de ma formation. »* Dans cet immeuble, start-up, centre d'affaires, restaurant administratif côtoient les bureaux de Pôle emploi ou de la chambre de commerce. *« Chaque jour, 1500 personnes passent devant mon bureau. En contact permanent avec le public, je suis au service des visiteurs que j'aiguille et renseigne car je connais bien le bâtiment et l'environnement. »* On compte aussi sur lui pour éditer les badges d'accès au site et tenir à jour le listing des entreprises implantées dans l'immeuble, avec les coordonnées des employés.

Surveiller et protéger. Fahmi travaille de 8 heures à 16 heures du lundi au vendredi. En arrivant, il relève l'agent de sécurité qui intervient la nuit: transmission des consignes, contrôle des moyens matériels (les clés, la lampe torche, le DATI ou dispositif d'alarme pour travailleur isolé). Puis, il s'installe au poste de contrôle, à l'entrée. *« Mon rôle est de prévenir tout acte malveillant (intrusion, vol, incendie...) et d'assurer la sécurité des personnes au sein du bâtiment. Pour cela, je filtre les accès, effectue des rondes, détecte les anomalies, gère les incidents, désamorce les situations conflictuelles... »*

Sang-froid exigé. Doté d'une tenue réglementaire, sans arme, Fahmi représente la société de surveillance auprès du client. *« J'ai le sens des responsabilités, de la discipline et du respect des consignes. Mes fonctions m'imposent également de garder mon calme en toutes circonstances. »*



€ Quel salaire ?



De 1200 € net par mois à 1460 € en fonction de l'expérience.

Source : Enquête de branche Prévention-sécurité, 2015.



Ça recrute ?

Il existe un turn-over important dans la profession car les conditions de travail peuvent se révéler contraignantes (horaires décalés, station debout pénible, stress). Les sociétés de sécurité recrutent donc en permanence pour répondre aux demandes croissantes d'enseignes de distribution, de salles de spectacle, de sites industriels, de sièges sociaux d'entreprises, de sociétés de transport... Un agent de sécurité peut également exercer au sein du service sécurité interne à une entreprise.



Quelle évolution ?

Un agent de sécurité peut évoluer vers la fonction de chef de poste. Avec des qualifications complémentaires, il peut devenir agent de sécurité incendie, maître de chien, chef d'équipe, chef de sécurité.

Pour exercer, l'agent de sécurité doit posséder une carte professionnelle délivrée pour 5 ans par le Conseil national des activités privées de sécurité (Cnaps). Il faut être majeur, avoir un casier judiciaire vierge et justifier soit d'un diplôme de l'Éducation nationale dans le domaine de la sécurité (CAP ou bac pro), soit d'une certification professionnelle inscrite au RNCP, soit d'un certificat de qualification professionnelle (CQP) ou d'un titre professionnel reconnu. Les établissements délivrant ces certificats ou titres doivent être agréés par l'État.

Après la 3^e

Le CAP agent de sécurité se prépare en 2 ans. Il inclut les qualifications d'agent de sécurité et d'agent de sécurité incendie (SSIAP1). Il peut être complété par une mention complémentaire sûreté des espaces ouverts au public.

Le bac pro métiers de la sécurité se prépare en 3 ans. Il inclut le CAP agent de sécurité et les certificats SSIAP1 et SSIAP2.

Le CQP agent de prévention et de sécurité privée peut être préparé en 140 heures sur un mois. Il peut être complété par la formation SSIAP1. L'afpa prépare au titre professionnel agent de sûreté et sécurité privée en 3 mois.

Retrouvez
Les études
pp. 78, 80.

CHARGÉ HYGIÈNE, SÉCURITÉ, ENVIRONNEMENT



Sarah Fallourd,

chargée de mission
hygiène, sécurité,
environnement chez
Garanka à Nantes (44)

« Il faut savoir démontrer l'importance de la prévention des risques. »

Sarah exerce dans une entreprise d'installation, d'entretien et de réparation de chaudières à gaz pour les particuliers, un réseau d'une cinquantaine d'agences qui compte près de 1000 salariés. D'agence en agence, elle observe et analyse les différentes situations de travail. Son rôle : proposer des solutions de prévention des risques destinées à éviter les accidents et les maladies professionnelles.

Identifier les risques. La jeune femme travaille à partir du document unique d'évaluation des risques (DUER). Elle prend en compte les analyses de poste effectuées sur le terrain et les informations recueillies après des accidents du travail. *« Nous cherchons à identifier les causes de tout accident et réfléchissons aux actions correctives à mettre en place. Qui sensibiliser ? Quelles formations prévoir ?... »*

Démarche de prévention. Évaluer les risques ne suffit pas : *« Mon rôle consiste à mettre en place une démarche en vue de les prévenir »,* explique cette titulaire d'un master spécialisé en qualité, sécurité, environnement. *« J'ai, par exemple, mis à disposition des agents les équipements de protection individuelle techniquement adaptés à leurs situations de travail. »*

Une consultante interne. Sarah doit s'adapter à l'organisation de chaque agence et convaincre les professionnels de l'importance de la prévention. *« Je suis là pour préconiser les bonnes pratiques : la méthode à suivre, la réglementation ou la norme à appliquer. Il faut savoir démontrer l'importance de la prévention des risques. »* Son sens de l'écoute et sa pugnacité l'aident à vaincre les résistances au changement. *« C'est un travail de longue haleine, on avance à petits pas. »* Le prix à payer pour que les salariés adoptent les bonnes pratiques au quotidien.

€ Quel salaire ?



À partir de 1200 € net par mois et jusqu'à 2000 €, en début de carrière, selon les entreprises.



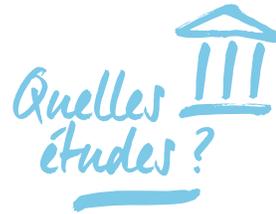
Ça recrute ?

Le développement des normes et de la réglementation pousse les entreprises à prendre en compte la prévention des risques et à recruter des spécialistes en sécurité et environnement.



Quels débuts ?

Faire ses études en alternance, comme Sarah, permet de se confronter aux réalités de son futur métier.
« Grâce à l'alternance, on acquiert des compétences sur le terrain. C'est important pour ce type de métier qui exige de bien comprendre les milieux de travail afin d'y déployer des actions efficaces. »



Après le bac en 2 ou 3 ans

Pour exercer, une formation de niveau bac+2 est un minimum, par exemple le DUT hygiène, sécurité, environnement. Des licences professionnelles et des formations en 2 ou 3 ans (à l'EI Cesi Arras et Saint-Nazaire, à l'EME, à l'Esqese) préparent aux métiers d'animateur ou d'assistant qualité-sécurité-environnement.

Après le bac en 5 ans

Des masters, des écoles spécialisées (Esqese, Institut supérieur de l'environnement, CFA de chambres de commerce et d'industrie), quelques écoles d'ingénieurs (EME, ENSCMu, Esaip, Escom Compiègne...) préparent aux fonctions de coordonnateur ou de responsable qualité-sécurité-environnement (QSE) au sein de groupes.

Retrouvez
 Les études
 pp. 83, 84, 86.

MAÎTRE DE CHIEN



Yann Foulon,
agent cynophile de
sécurité chez Securitas
à Lyon (69)

« Nous travaillons en équipe : un maître de chien et deux agents de sécurité. »

Yann, 21 ans, a fait de sa passion son métier. « *J'apprécie beaucoup d'être constamment avec mon chien, de l'éduquer et de le soigner* », affirme le jeune agent cynophile de sécurité, avant d'expliquer que « *pour être efficace le chien doit être en forme et bien dans sa tête* ».

Une formation spécifique. C'est en stage, dans une gendarmerie, qu'il découvre le métier. « *À la sortie du lycée, j'ai été gendarme adjoint volontaire dans une unité où exerçaient deux maîtres de chiens*. » Un stage de suppléant le séduit. « *J'ai alors décidé de quitter la gendarmerie pour m'engager dans la formation d'agent cynophile de sécurité au lycée professionnel agricole des Combrailles à Saint-Gervais-d'Auvergne*. »

Des rondes avec l'animal. Après 5 mois et demi de formation, Yann postule auprès de l'entreprise de sécurité privée Securitas. Son quotidien, sur un site sensible de Lyon, consiste à effectuer des rondes de contrôle, à pied ou en voiture, accompagné de son berger malinois, une femelle âgée de 2 ans et 2 mois. « *Mon site est très étendu, aussi je veille à ce qu'il n'y ait aucune intrusion en effectuant des rondes aléatoires*. »

Travail de nuit. Comme beaucoup d'agents cynophiles, Yann exerce essentiellement de nuit, un service de 10 à 12 heures, y compris le week-end. « *Nous travaillons en équipe de trois : un maître de chien et deux agents de sécurité qui, eux, contrôlent l'intérieur des différents bâtiments*. » Quelques contraintes dans ce métier ? « *Il m'est impossible de passer des vacances sans mon chien, et les frais (alimentaires, vétérinaires, matériels) sont à ma charge* », précise Yann qui espère bientôt être promu responsable de l'équipe cynophile.

€ Quel salaire ?



Environ 1200 € net par mois pour un débutant, puis 1500 € avec de l'expérience. « S'y ajoutent une prime chien d'environ 160 € et la possibilité de faire des heures supplémentaires », précise Yann. Dans la fonction publique et l'armée, les salaires suivent des grilles indiciaires.



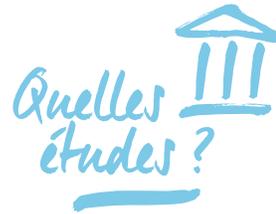
Ça recrute ?

Les agents cynophiles de sécurité sont employés par des sociétés privées de surveillance et des entreprises industrielles. Le contexte actuel a entraîné une hausse des recrutements. Des formations et des emplois en nombre limité sont aussi proposés par la Police nationale, la Gendarmerie nationale, les Douanes, les Sapeurs-pompiers et l'armée.



Quelle évolution ?

On peut devenir chef d'équipe ou formateur, ou bien encore se spécialiser dans le dressage ou l'élevage canin. Dans le secteur public, un maître de chien peut suivre des stages de spécialisation avalanche et/ou pistage.



À la différence des maîtres de chien qui exercent auprès de personnes en situation de handicap, les agents cynophiles de sécurité doivent acquérir une double compétence : surveillance et secourisme ; éducation du chien.

Après la 3^e au minimum

Dans le secteur privé, les agents cynophiles de sécurité doivent être titulaires d'une carte professionnelle délivrée (après enquête de moralité) aux personnes possédant un certificat ou un titre professionnel reconnu par l'État. Citons notamment le certificat agent cynophile de sécurité (inscrit au RNCP au niveau CAP) qui peut être préparé dans quelques centres de formation agricoles et organismes privés. Pour y accéder, il faut avoir plus de 18 ans et posséder un chien apte au métier. Ce certificat donne la double compétence : agent de prévention et de sécurité (sans chien) et agent cynophile.

Dans le secteur public, les maîtres de chien sont déjà des agents en poste qui se spécialisent au bout d'un certain nombre d'années d'expérience. Ce qui nécessite au préalable de réussir des tests.

SPÉCIALISTE EN SÉCURITÉ INFORMATIQUE



Olivier
Pommeret,

consultant chez Conseil
POM aux Arcs-sur-Argens
(83)

« 80 % des problèmes sont liés aux facteurs humains. »

Olivier est consultant et formateur depuis 10 ans dans une société de prestations spécialisées en intelligence économique : cybersécurité, veille, e-réputation/e-influence et management des connaissances. L'expert en cybersécurité est le plus souvent un spécialiste en informatique, mais pas toujours. Olivier, lui, est spécialisé en ingénierie sociale. *« La plupart du temps, les entreprises n'envisagent les problèmes de cybersécurité que sous l'angle informatique. Mais plus de 80 % des problèmes sont liés aux facteurs humains. »*

Expert et pédagogue. *« La sécurité informatique vise à préserver l'intégrité des systèmes d'information ainsi que les données qu'ils véhiculent. »* Olivier intervient essentiellement en amont pour prévenir et sensibiliser les personnes aux bonnes pratiques et aux risques liés à l'informatique. *« Un pare-feu mal paramétré, un dossier confidentiel qu'on travaille en plein écran dans le train, une information stratégique communiquée sur les réseaux sociaux... ce n'est pas toujours le matériel qui est en cause! »*

Sur le web aussi. Olivier anime des formations pour des entreprises et des particuliers qui souhaitent se sécuriser. Ses clients le sollicitent aussi pour son expertise en veille sur le Web qui consiste à *« identifier le plus en amont possible toutes les fuites d'informations et attaques pouvant impacter leur réputation »*.

La vision de l'entreprise. *« C'est un secteur confidentiel car on traite des informations stratégiques. Les clients viennent souvent nous voir par le bouche-à-oreille. »* L'important pour le spécialiste en sécurité informatique est d'avoir une vision globale des enjeux de l'entreprise. *« Il faut être curieux tout en faisant preuve de discrétion. L'empathie est aussi nécessaire afin de ne pas accabler les auteurs d'erreurs humaines. »*

€ Quel salaire ?



Un technicien débutant gagne environ 1900 € net par mois, un ingénieur débutant 2600 € et un ingénieur confirmé 3500 € net par mois. Le salaire d'un responsable de la sécurité des systèmes d'information ou d'un consultant peut dépasser 4000 € net par mois.



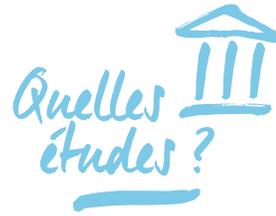
Ça recrute ?

Les professionnels de la sécurité informatique sont très recherchés, à la fois par les sociétés spécialisées (Orange Cyberdéfense, Thales, Sogeti, Sopra Steria...), les cabinets de conseil, les administrations et les entreprises. Ou encore par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi), l'organisme de référence.



Quelle évolution ?

Le spécialiste en sécurité informatique expérimenté peut évoluer vers la fonction de responsable de la sécurité des systèmes d'information (sur tout ou partie des systèmes informatiques et télécoms de sa structure) ou vers des postes à responsabilités au sein de la direction informatique. Il peut aussi s'orienter vers la fonction de risk manager.



Les fonctions de technicien support (paramétrage d'éléments de sécurité, analyse d'alertes...) sont accessibles avec le niveau bac + 3. Les experts en sécurité des systèmes d'information ont un diplôme d'ingénieur ou un master.

Après le bac en 3 ans

Un bac+2 en informatique (BTS, DUT, L2) peut être complété par une licence professionnelle en administration et sécurité des réseaux, réseaux sans fil et sécurité, sécurité des systèmes d'information.

Après le bac en 5 ans

Une douzaine d'écoles d'ingénieurs (Ensi Caen, Epita, Esaip, Insa Centre-Val de Loire, Centrale-Supélec...) offrent une spécialisation en sécurité des réseaux et des systèmes informatiques, monétique, sciences du traitement de l'information. Une vingtaine de masters proposent les spécialités sécurité des systèmes d'information et des réseaux, cryptologie et codage de l'information ou cyberdéfense. On peut se spécialiser en ingénierie sociale en suivant un master en intelligence économique, en management des risques ou en psychologie sociale.

Retrouvez
Les études
pp. 84, 86.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Assurer la sécurité, c'est accepter de prendre des risques et se plier à des horaires atypiques. C'est aussi cultiver deux points forts: l'appartenance à un groupe et l'entraînement.

EN CASERNE

Vivre ensemble

S'installer dans un logement proche de leur lieu de travail est une obligation pour les gendarmes et parfois pour les sapeurs-pompiers professionnels. *« Par nécessité absolue de service, j'habite avec ma famille dans un logement qui m'est attribué au sein d'une caserne »*, explique Frédéric, gendarme N'Tech. Le sentiment d'appartenance à un groupe subsiste ainsi en dehors des heures de service et concerne aussi le conjoint: *« Mon épouse fait partie intégrante de la communauté professionnelle »*, remarque Fays, gendarme mobile.

TRAVAIL D'ÉQUIPE

L'union fait la force

Chez les policiers, les gendarmes, les sapeurs-pompiers professionnels... il n'est pas d'intervention réussie sans un véritable travail d'équipe. Une organisation hiérarchisée au sein de laquelle chacun connaît son rôle. Les cadres évaluent la situation et décident des actions à mener par leurs collègues. En cas de situation dangereuse ou de coup dur, la cohésion du groupe est indispensable. Même s'ils n'évoluent pas au sein d'une compagnie comme les CRS, les agents de sécurité pratiquent également le travail d'équipe. L'un d'eux explique: *« Nous sommes tous reliés par radio avec le responsable de site, le coordinateur sécurité. »*

Certains professionnels travaillent la nuit, régulièrement ou par roulement.



© CYRIL LAURET / ONISEP

ENTRAÎNEMENT

Être toujours au top

Qu'il s'agisse d'affronter des individus dangereux ou de lutter contre le feu, être en forme et bien préparé est une exigence. La plupart des professionnels de la sécurité suivent donc un entraînement intensif, individuel et collectif. Des séances de sport sont, par exemple, intégrées au planning des sapeurs-pompiers professionnels. Les policiers et les gendarmes s'entraînent à manier leurs armes et suivent des formations pour renouveler leurs habilitations. Tous participent en outre à des stages au cours desquels des situations d'urgence sont simulées.

Risques

En première ligne

« J'ai déjà reçu des coups au visage », se souvient une gardienne de police municipale. Dans tous ces métiers de terrain, nul n'est à l'abri de blessures causées par des projectiles, une arme, voire une explosion. Les plus exposés portent une tenue de protection spécialisée. Des armes de défense au gilet pare-balles et au bouclier, l'attirail est lourd à porter : jusqu'à 50 kg pour un gendarme du GIGN. Idem pour les démineurs qui réduisent parfois les risques en utilisant des robots. Il va sans dire que, pour tous, le respect des procédures de sécurité est vital.

TEMPS DE TRAVAIL

Permanences assurées

Les urgences chamboulent bien des plannings, comme le souligne une technicienne de police technique et scientifique : « On peut être appelé après 18 h 30. Et, une fois engagé sur une mission, on y reste le temps qu'il faut. » Chez les sapeurs-pompiers, les douaniers... au travail du jour, peuvent s'ajouter des périodes de permanence, d'astreinte ou de garde. « Je travaille un week-end sur deux », précise une gardienne de police municipale. Quant aux policiers affectés en CRS, aux gendarmes du GIGN et aux démineurs, entre autres, ils peuvent être appelés à toute heure du jour ou de la nuit. Les professionnels de la sécurité privée sont aussi concernés. Un agent cynophile de sécurité note ainsi : « Je travaille de 21 h 45 à 7 h 45 en semaine et de 21 h à 9 h le week-end », tandis qu'un rondier remarque : « Il faut aimer rouler la nuit car je peux parcourir 450 km sur un service. »

DICO DES MÉTIERS

POLICE NATIONALE

MOTOCYCLISTE

★★

Chevauchant sa moto, ce policier parcourt les routes et les autoroutes. Sa principale mission : contrôler le trafic routier, veiller au respect du code de la route et de la réglementation antipollution, protéger et assister les automobilistes. Il peut aussi assurer des escortes (médecine d'urgence, hautes personnalités...) ou interpellier des délinquants après les avoir poursuivis en moto.

Formation

Formation de motocycliste ouverte aux fonctionnaires de police ayant exercé au moins un an et réussi une sélection (dont des épreuves moto de type permis A).

POLICIER/ÈRE AUX FRONTIÈRES

★★

Le policier aux frontières est chargé de lutter contre l'immigration irrégulière, l'emploi d'étrangers sans titre et la fraude documentaire (fausses pièces d'état civil). Son rôle consiste à contrôler les passagers qui transitent par les aéroports, les ports, les gares : vérification des pièces d'identité, inspection des bagages. Et, ponctuellement, à assurer des opérations de sécurisation, notamment dans les trains, et des escortes.

Formation

Cette fonction peut être exercée par les policiers (contractuels et fonctionnaires) à l'issue de leur formation d'intégration ou en cours de carrière.



POLICIER/ÈRE D'INVESTIGATION

★★

Sous l'autorité de la Justice, le policier d'investigation mène des enquêtes suite à un vol à main armée, un trafic, un crime... Après avoir constaté l'infraction, il recherche des preuves en vue d'identifier et d'interpeller le ou les auteurs. Les moyens à sa disposition : surveillances, perquisitions, écoutes téléphoniques, auditions, mesures de garde à vue... Ces actes judiciaires sont retranscrits sous la forme de procès-verbaux transmis aux magistrats qui décident de la suite judiciaire à donner.

Formation

Cette fonction peut être exercée par des gardiens de la paix, officiers de police et commissaires. Pour avoir la qualification d'officier de police judiciaire, un gardien de la paix suit une formation spécifique.

POLICIER/ÈRE DU RENSEIGNEMENT

★★

Ses missions principales : lutter contre l'espionnage et le terrorisme, protéger le patrimoine scientifique et industriel ainsi que la sécurité économique, surveiller les mouvements violents et les phénomènes de société qui menacent la sécurité publique. Pour cela, ce policier recherche et analyse des informations, parfois en tenue civile, comme dans le cadre de la lutte contre les violences urbaines. Les renseignements obtenus sont destinés à informer le gouvernement et les représentants de l'État.

Formation

Cette fonction peut être exercée par des gardiens de la paix, officiers de police et commissaires.

POLICIER/ÈRE ÉQUESTRE

★★

À la fois policier et cavalier, il sécurise les parcs et les zones résidentielles du haut de sa monture. Lors de manifestations sportives ou culturelles, il assure un service d'ordre. Son cheval, qu'il entraîne au quotidien, est capable de disperser une foule, de poursuivre un individu en terrain accidenté...

Formation

Formation (conduisant au galop7) ouverte, après sélection, aux policiers titularisés depuis 2 ans, possédant un niveau équestre galop5.

POLICIER/ÈRE ORDRE PUBLIC

★★

Chaque fois qu'une manifestation ou un rassemblement de personnes a lieu dans son secteur, on fait appel à lui pour assurer le maintien de l'ordre. Il connaît parfaitement le rôle qu'il doit jouer au sein de sa compagnie. De même que les signes utilisés pour débiter ou stopper une charge lors d'échauffourées. En l'absence d'événements particuliers, il peut effectuer des patrouilles, sécuriser des lieux sensibles ou le déplacement de personnalités...

Formation

Cette fonction peut être exercée par les policiers (contractuels et fonctionnaires) à l'issue de leur formation d'intégration ou en cours de carrière.

★★ Accessible directement après ses études

★★ Accessible avec de l'expérience

POLICIER/ÈRE PROTECTION DE LA FAMILLE

★★

Réaliser des enquêtes sur des violences conjugales, des mauvais traitements envers des enfants, des parents ou des personnes âgées est son quotidien. L'essentiel de son travail concerne les auditions. Recueillir le témoignage de victimes ou d'auteurs d'abus sexuels exige une technicité spécifique et une réelle maîtrise de soi. Ce policier traite aussi de cas de pédopornographie, de fugues et de disparition de mineurs. Il collabore avec des travailleurs sociaux et des psychologues.

Formation

Cette fonction peut être exercée par les policiers (contractuels et fonctionnaires) à l'issue de leur formation d'intégration ou en cours de carrière. Une formation spécifique est assurée.

POLICIER/ÈRE VOIE PUBLIQUE

★★

On peut le voir patrouiller en voiture dans la rue. En équipe, ce policier quadrille une zone pour dissuader ou réprimer des infractions, régler des différends familiaux ou des tapages, entre autres. Toujours branché à la radio de la police, il peut ainsi assister des collègues chargés d'autres interventions, comme une affaire judiciaire. Il est aussi amené à porter secours aux personnes.

Formation

Cette fonction peut être exercée par les policiers (contractuels et fonctionnaires) à l'issue de leur formation d'intégration ou en cours de carrière.

★★ Accessible directement après ses études

★★ Accessible avec de l'expérience

SPÉCIALISTE DE LA POLICE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE (PTS)

★★

Traces papillaires, sang... sur une scène de crime ou sur des objets prélevés lors d'un cambriolage, le spécialiste de la PTS recherche les indices qui contribueront à l'identification des auteurs. Après avoir relevé les traces, il les analyse dans le laboratoire de service. C'est aussi lui qui alimente les fichiers d'identité judiciaire à partir d'empreintes et de prélèvements d'ADN. La rédaction des rapports techniques est supervisée par des techniciens et ingénieurs qui assurent aussi la coordination des services.

Formation

Formation d'intégration après recrutement sur concours en tant qu'agent spécialisé, technicien ou ingénieur de la PTS.



GENDARMERIE NATIONALE

ENQUÊTEUR/TRICE SUBAQUATIQUE ★★

Sa spécialité : mener des enquêtes sous l'eau, en milieu marin ou fluvial. L'enquêteur subaquatique intervient sur demande des brigades de la région pour rechercher des preuves (armes, objets volés, stupéfiants, véhicules...) ou des personnes. Entraîné à plonger dans des conditions difficiles (obscurité, basse température, équipement lourd...), il travaille en équipe, assisté d'un surveillant en surface. Le contrôle de la navigation, le secours à personnes lors de catastrophes naturelles font aussi partie de ses missions.

Formation

Formation spécialisée de 9 mois ouverte aux sous-officiers et aux officiers de gendarmerie après sélection.

GENDARME ADJOINT/E VOLONTAIRE EN PELTON DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION ★★

Le gendarme adjoint volontaire agent de police judiciaire adjoint (GAV APJA) affecté en peloton de surveillance et d'intervention (PSIG) seconde les sous-officiers. Militaire opérationnel, il participe à toutes les missions de ce type d'unités, principalement engagées dans des secteurs et des périodes sensibles, notamment nocturnes. Il suit une formation et bénéficie d'un entraînement particulier.

Formation

Recrutement sur tests, sans condition de diplôme. Formation de 12 semaines en école avant affectation en unité territoriale.



© Sjoerd van der Wal/Stock.com

GENDARME DE MONTAGNE ★★

À la fois secouriste et enquêteur, le gendarme spécialiste montagne est un alpiniste aguerri. Souvent guide de haute montagne, il possède obligatoirement un diplôme de secourisme. Enquêteur spécialisé dans les accidents de montagne, il réprime également les atteintes à la faune et à la flore. Sa compétence lui permet de prodiguer des conseils précieux aux usagers de la montagne. Les principaux pelotons de gendarmerie de haute montagne sont implantés dans les Alpes et les Pyrénées.

Formation

Il faut être sous-officier de gendarmerie (concours post-bac). Les sous-officiers volontaires sélectionnés (aptitude médicale et tests) préparent le certificat élémentaire montagne (techniques élémentaires de ski et d'alpinisme).

GENDARME DÉPARTEMENTAL/E

★★

Ce militaire veille à la sécurité générale d'un secteur, par exemple en effectuant des patrouilles. Sur les routes, il procède à des contrôles (alcoolémie, produits stupéfiants...), intervient en cas d'accident pour organiser les secours et effectuer les constatations. Le gendarme départemental participe aussi aux enquêtes judiciaires en fonction de sa qualification : audition des particuliers à la gendarmerie, enregistrement de leurs déclarations (par exemple, sur un vol, une agression)...

Formation

Après le bac, admission au concours de sous-officier et formation d'un an. Après un master (ou équivalent), admission au concours d'officier et formation de 2 ans.

GENDARME DU GIGN

★★

Spécialisé dans les interventions à haut risque, il peut lutter contre le terrorisme ou mettre fin à une prise d'otages. Son principal objectif, sauver les victimes et neutraliser les agresseurs. Il est aussi apte à intervenir en cas d'extorsion de fonds, racket, chantage, trafic de stupéfiants... En dehors des missions, ce militaire est en alerte ou s'entraîne afin d'être toujours prêt à intervenir en moins de 30 minutes. Selon sa spécialité, il peut être tireur longue distance, négociateur, maître de chien...

Formation

Recrutement et formation en tant que sous-officier ou officier de gendarmerie. Une formation spécialisée d'un an permet de devenir gendarme du GIGN.

GENDARME MOBILE EN PELOTON D'INTERVENTION

★★

Sa principale fonction, prévenir les débordements lors des manifestations. Équipé de protections (jambières, casque, masque à gaz, bouclier...), le gendarme mobile protège les personnes et les biens, et interpelle les manifestants auteurs d'infractions. Il renforce également les unités de gendarmerie départementale dans leurs missions de sécurité générale ou de police judiciaire. Et peut être amené à aider les gendarmes du GIGN. Prévoir des déplacements plus de 200 jours par an, avec des interventions possibles dans les DOM-TOM et à l'étranger.

Formation

Après le bac, admission au concours de sous-officier et formation d'un an. Après un master (ou équivalent), admission au concours d'officier et formation de 2 ans.

GENDARME TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES (N'TECH)

★★

Le but de ses enquêtes : démasquer les cyberdélinquants ou les cybercriminels. À la recherche de preuves (images, documents, données effacées...), le gendarme spécialiste des technologies numériques (ou N'Tech) analyse les contenus des ordinateurs, téléphones portables et autres supports numériques saisis lors de perquisitions. Dans le cadre d'une enquête, il peut effectuer une veille sur Internet. Cette fonction s'exerce dans une section de recherches ou une brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires.

Formation

Les sous-officiers de gendarmerie sélectionnés préparent la licence pro enquêteur technologies numériques à l'UTT de Troyes.

MOTOCYCLISTE

★★

Le motocycliste de la gendarmerie départementale est chargé de la surveillance du réseau routier et autoroutier. Son implication quotidienne, sur le terrain mais aussi en milieu scolaire, permet de sensibiliser les automobilistes et les jeunes aux dangers de la route. Parfois appuyé par des moyens complémentaires (voiture rapide d'intervention, hélicoptère), il contribue à la lutte contre l'insécurité routière en réprimant les atteintes graves au code de la route.

Formation

Il faut être sous-officier de gendarmerie (concours post-bac). Les sous-officiers sélectionnés pour être motocyclistes suivent une formation de 12 semaines au Centre national de formation à la sécurité routière à Fontainebleau.

PILOTE D'HÉLICOPTÈRE

★★

Après avoir reçu une formation de haut niveau, le pilote d'hélicoptère intervient en appui des unités terrestres dans le cadre d'enquêtes judiciaires et d'opérations de sécurité routière, de maintien de l'ordre, de secours aux personnes. Aux commandes d'une machine performante, il est aidé par un équipage spécialiste de l'aéronautique (mécanicien de bord, treuilliste...). Affectation en métropole ou outre-mer.

Formation

Recrutement sur tests parmi des sous-officiers et officiers de gendarmerie (ou au sein de l'armée de terre, de l'armée de l'air, de la Marine nationale). Formation d'un an à l'École de l'aviation légère de l'armée de terre et 5 semaines au Groupement d'instruction du commandement des forces aériennes de la Gendarmerie nationale.

★★ Accessible directement après ses études

★★ Accessible avec de l'expérience



© JÉRÔME PALLÉ/ONISEP

SÉCURITÉ CIVILE ET INCENDIE

DÉMINEUR/EUSE

★★

Environ 450 tonnes d'obus et autres munitions de guerre sont détruites chaque année. À cette principale activité des démineurs s'ajoutent les interventions sur colis suspects, de plus en plus fréquentes. Une fois le périmètre de sécurité installé, ils observent l'objet par radiographie avant de le faire exploser. Dans certains cas, ils pilotent un robot pour déplacer le colis et le disloquer à l'aide d'un canon à eau. Sécuriser des manifestations et des déplacements officiels fait aussi partie de leurs missions. En collaboration avec un maître chien, l'objectif est alors de détecter d'éventuels explosifs.

Formation

Recrutement sur tests de policiers, suivi d'une formation spécialisée. L'armée de terre et la Marine nationale emploient des démineurs militaires.

OFFICIER/ÈRE DE SAPEURS-POMPIERS

★★

Un incendie ou une catastrophe se déclare ? L'officier dirige les opérations sur le terrain. Après avoir évalué le risque, il adapte le dispositif d'intervention à la situation et demande du renfort au besoin. Réactivité et sang-froid sont indispensables pour prendre les bonnes décisions. À côté de ces missions opérationnelles, il a un rôle important de prévention des risques, de formation des sapeurs-pompiers, de gestion et logistique.

Formation

Concours de lieutenant de 1^{re} classe avec un bac + 2 (notamment le DUT hygiène, sécurité, environnement); concours de capitaine avec un bac + 3. Puis, formation à l'École nationale supérieure de sapeurs-pompiers à Aix-en-Provence.

PILOTE D'AVION BOMBARDIER D'EAU

★★

Si la menace est permanente, c'est surtout l'été qu'il intervient sur les feux de forêt à bord de son Canadair, Tracker ou Dash 8. Après avoir rempli les soutes de l'avion sur la surface d'un plan d'eau, il met le cap vers le feu. À quelque 30 ou 50 mètres de hauteur, il largue sa cargaison avant de repartir faire le plein d'eau. En cas de risque élevé (chaleur, vent), ce pilote confirmé peut survoler les massifs forestiers pour détecter un feu naissant.

Formation

Pilote professionnel (notamment de l'armée de l'air ou de l'aéronautique navale) expérimenté.

SAPEUR/EUSE-POMPIER/ÈRE PROFESSIONNEL/LE

★★

On les appelle les soldats du feu, mais la lutte contre les incendies ne représente que 6 % de leurs interventions. C'est le secours à personnes qui mobilise le plus souvent les sapeurs-pompiers : évacuation de malades ou de blessés, notamment lors d'accidents de la circulation ; sauvetage de victimes d'inondations... Par exemple, lors d'un accident ferroviaire, ils sont amenés à désincarner les accidentés et à les transporter vers les hôpitaux. Pouvant être appelés à tout moment lorsqu'ils sont de garde, ces fonctionnaires territoriaux effectuent, en France, une intervention toutes les 7 secondes.

Formation

Recrutement par deux concours : l'un ouvert aux plus de 18 ans titulaires au moins du diplôme national du brevet ou d'un CAP, l'autre aux sapeurs-pompiers volontaires ayant 3 ans d'activité.

★★ Accessible directement après ses études

★★ Accessible avec de l'expérience

COMMUNES, DOUANES

DOUANIER/ÈRE



Contrôle de l'immigration, surveillance et sûreté des voyageurs, lutte contre les trafics frauduleux (d'armes, de stupéfiants, de marchandises, d'espèces animales ou végétales protégées...): vêtus d'un uniforme et armés, les agents de constatation et les contrôleurs des douanes (branche surveillance) interviennent sur les routes, dans les gares, les aéroports et les ports. De leur côté, les inspecteurs des douanes dirigent les opérations importantes et encadrent les agents de leur brigade. Après l'obtention d'une qualification spécifique, ils peuvent effectuer des enquêtes judiciaires en matière douanière et financière.

Formation

Formation en École nationale des Douanes après réussite à un concours (niveau diplôme national du brevet, bac ou licence selon le corps).

GARDE CHAMPÊTRE



En zone rurale ou périurbaine, ses missions sont variées: surveillance, recherche et constatation d'infractions, police de l'environnement, police de la route... Il peut ainsi contrôler les permis de pêcheurs ou de chasseurs, intervenir en cas de conflits de voisinage, sécuriser une fête villageoise, prendre en charge un chien errant, signaler les dépôts sauvages d'ordures ou de gravats... Ce fonctionnaire territorial assermenté peut dresser un procès-verbal pour constater certaines infractions.

Formation

Recrutement sur concours ouvert aux titulaires du diplôme national du brevet, d'un CAP ou équivalent. Formation post-concours de 70 jours.

GARDIEN/NE DE POLICE MUNICIPALE

★★

De jour comme de nuit, cet agent de police municipale veille à la tranquillité publique d'une ville ou d'un quartier. Pour cela, il effectue des rondes de surveillance à pied, en vélo, en voiture, parfois à cheval ou accompagné d'un chien. Sa présence sur le terrain contribue à lutter contre la délinquance et les incivilités (tapage nocturne, atteinte à l'environnement...). Ce fonctionnaire territorial est assermenté et, selon les communes, peut porter une arme à feu. Il constate les infractions aux règles de circulation routière et de stationnement par procès-verbal. Agent de police judiciaire adjoint, il seconde les officiers de police judiciaire en leur transmettant toute information sur un crime ou un délit.

Formation

Recrutement sur concours ouvert aux titulaires du diplôme national du brevet, d'un CAP ou équivalent. Formation post-concours de 6 mois.

NAGEUR/EUSE-SAUVETEUR/EUSE

★★

Qu'il les repère à la jumelle ou à l'œil nu, le nageur-sauveteur est toujours prêt à secourir un baigneur victime d'un malaise ou un véliplanchiste en difficulté. Sur la plage, il assure les premiers secours. Ce travailleur saisonnier, recruté et rémunéré par une commune le temps d'un été, est capable d'intervenir à la nage, en zodiac ou en jet-ski. La surveillance des baignades peut aussi être assurée par des sapeurs-pompiers et des policiers (CRS).

Formation

Six diplômes et certificats, dont le brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA), préparés au sein de la Société nationale de sauvetage en mer, sont requis.



© JÉRÔME PALLÉ/ONISEP

OPÉRATEUR/TRICE DE VIDÉOPROTECTION

★★

De plus en plus de communes s'équipent de systèmes de vidéosurveillance. Face à un mur d'images (une douzaine d'écrans reliés à des caméras), l'opérateur de vidéoprotection surveille le centre-ville, les parcs, les abords des établissements scolaires et des centres commerciaux... Son objectif : repérer un comportement suspect, une infraction routière, un vol, une agression, un début d'incendie... Aussitôt, il entre en relation avec le service compétent : Police municipale, Police nationale, Sapeurs-pompiers... Soumis à une réglementation stricte, notamment en ce qui concerne le respect de la vie privée, cet agent municipal gère l'archivage des images et leur destruction légale.

Formation

Recrutement parmi les gardiens de police municipale ou recrutement direct, notamment avec un CAP agent de sécurité ou agent de prévention et de médiation.

PISTEUR/EUSE-SECOURISTE

★★

C'est l'ange gardien des amateurs de glisse. Au petit matin, le pisteur vérifie le balisage des pistes et contrôle l'état de la neige. En cas de risque, il peut fermer un accès ou décider le déclenchement d'une avalanche préventive. Tout au long de la journée, ce skieur émérite parcourt le domaine alpin ou nordique (selon sa spécialité), prêt à venir en aide aux skieurs. Ce travailleur saisonnier assure les premiers soins aux blessés, les évacue en traîneau lorsque c'est possible, ou alerte le secours en montagne.

Formation

Brevet national de pisteur-secouriste comportant trois degrés. Pour le 1^{er} degré : formation d'un mois assurée par des Greta et accessible sur test (bon niveau en ski alpin ou nordique).

SÉCURITÉ PRIVÉE ET D'ENTREPRISE

AGENT/E DE RECHERCHES PRIVÉES

★★

À la recherche de preuves d'ordre privé ou professionnel, ce fin limier utilise différents procédés : surveillance, enquête de voisinage, consultation d'Internet et des réseaux sociaux, démarches administratives... On lui confie beaucoup plus souvent des enquêtes à caractère commercial, financier ou industriel que des affaires d'adultère. Le détective joue un rôle important dans la lutte contre la contrefaçon, l'escroquerie, la concurrence déloyale ou l'espionnage industriel. Pour que son rapport soit recevable devant un jury, il doit être sans faille. Cette profession réglementée exige de bonnes connaissances juridiques.

Formation

Licence professionnelle activités juridiques, directeur d'enquêtes privées ou agent de recherches privées ; CQP enquêteur, agent de recherches privées ; titre professionnel reconnu par l'État.



© LAURENT RICO/ONISEP GRENOBLE

AGENT/E DE SÉCURITÉ PRIVÉE

★★

Centres commerciaux, usines, centrales nucléaires et autres établissements recevant du public... présent sur de nombreux sites, l'agent de sécurité a l'œil sur tout. Selon les circonstances, il accueille et filtre la clientèle ou les visiteurs, effectue des rondes de surveillance, intervient en cas d'acte de malveillance, pratique les gestes de premiers secours. Il peut être chargé de la prévention incendie: contrôle de l'application des règles de sécurité et du matériel dédié, guidage des secours. Autre spécialisation possible: la surveillance vidéo de magasins et autres lieux.

Formation

CAP agent de sécurité, CQP agent de prévention et de sécurité ou titre professionnel reconnu par l'État; bac pro métiers de la sécurité. Certificat ou titre d'opérateur en surveillance à distance reconnu par l'État. Certificat de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) pour la prévention incendie.

AGENT/E DE SÛRETÉ FERROVIAIRE OU AÉROPORTUAIRE

★★

Dans les gares et à bord des trains, l'agent de sûreté ferroviaire veille à la sécurité des voyageurs et du personnel, prévient les risques de dégradation ou de vol du matériel. Assermenté, ce salarié de la SNCF est armé. De son côté, l'agent de sûreté aéroportuaire peut visionner sur écran les images des bagages passant au scanner ou contrôler les passagers au portique détecteur de métaux.

Formation

Bac pro métiers de la sécurité, BP agent technique de sécurité dans les transports. La SNCF forme ses agents. Dans les aéroports: CQP agent de sûreté aéroportuaire indispensable pour obtenir la carte professionnelle.

CHARGÉ/E HYGIÈNE, SÉCURITÉ, ENVIRONNEMENT

★★

Sa première mission consiste à analyser les risques d'une entreprise (accidents du travail, incendie, pollutions...). Puis, il propose et met en place des solutions pour améliorer la sécurité et la santé au travail des personnels, prévenir les risques industriels... Persuasif, il veille à l'application des normes de sécurité et environnementales par tous les salariés.

Formation

DUT hygiène, sécurité, environnement (HSE); licence pro, master ou diplôme d'ingénieur spécialité HSE.

CONVOYEUR/EUSE DE FONDS

★★

Qu'il soit conducteur, garde ou messenger (chef de file), sa mission consiste à sécuriser le transport d'objets de valeur ou d'importantes sommes d'argent, par exemple pour alimenter des distributeurs automatiques de billets. Les convoyeurs de fonds circulent dans un fourgon blindé, par équipe de trois, armés et munis d'un gilet pare-balles. Le garde protège l'équipe et les fonds en surveillant les alentours. Le messenger gère la mission selon des procédures à respecter.

Formation

CAP agent de sécurité, CQP transport de fonds; bac pro métiers de la sécurité. Formation complémentaire assurée par l'employeur. Pour les conducteurs, le permis poids lourds peut être exigé.

★★ Accessible directement après ses études

★★ Accessible avec de l'expérience

GARDE DU CORPS

★★

Une personnalité du monde politique, des affaires, du sport ou du spectacle doit effectuer un déplacement ou participer à une manifestation publique ? Un ou plusieurs gardes du corps veillent sur lui. Ce métier peut s'exercer au sein d'organismes privés spécialisés dans la protection rapprochée. La sécurité des membres du gouvernement et des hautes personnalités politiques est, par contre, assurée par des policiers au sein du service de la protection du ministère de l'Intérieur.

Formation

CAP agent de sécurité, bac pro métiers de la sécurité, certificat d'agent privé en protection rapprochée reconnu par l'État. Dans la police, recrutement interne suivi d'une formation spécialisée.

MAÎTRE DE CHIEN

★★

En duo avec le chien qu'il a éduqué, le maître assure la surveillance de sites industriels, d'entrepôts, de centres commerciaux... Il effectue des rondes, notamment la nuit, pour dissuader toute intrusion ou agression. Employé par une société de surveillance, il est propriétaire de son chien. La police, la gendarmerie, l'armée, les Douanes, emploient aussi des maîtres de chien. Objectif : entraîner les animaux à détecter des drogues, des explosifs ou des personnes enfouies sous une avalanche, à neutraliser des individus dangereux...

Formation

Certificat d'agent cynophile de sécurité reconnu par l'État ; CQP CYN. La police, les Douanes, la gendarmerie, l'armée sélectionnent et forment leurs maîtres de chien parmi leurs agents en poste.

SPÉCIALISTE EN SÉCURITÉ INFORMATIQUE

★★

Cet informaticien est responsable de la sécurité des systèmes d'information et des sites Internet de particuliers ou d'entreprises : prévention du piratage, confidentialité des échanges d'information, protection des données. Pour cela, il définit des procédures de sécurité et installe des logiciels et des sous-systèmes de protection. Le cryptologue est spécialisé dans les méthodes de chiffrement à partir d'algorithmes. Il intervient dans les domaines des opérations bancaires, du secret Défense, de la téléphonie mobile... La sécurité informatique est aussi le domaine des spécialistes en ingénierie sociale, méthode de piratage qui exploite les failles humaines.

Formation

Diplôme d'ingénieur ou master spécialité sécurité informatique ou cryptologie.



© ALAIN POTIGNON/ONISEP

À DÉCOUVRIR !

INFOSUP

onisep

BAC S

→ *Quelles poursuites d'études ?*

20

→ domaines d'activité à la loupe

700

→ diplômes et écoles

**LES FILIÈRES
D'ÉTUDES**

→ les points de repère

4000
adresses



↓
Préparer
APP



onisep



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE
L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE
LA RECHERCHE

11€

En vente sur www.onisep.fr/lalibrairie



ÉTUDES

QUELLES FORMATIONS POUR QUELS MÉTIERS ?

Panorama des formations dans la ligne des métiers de la sécurité. Sachant que les aptitudes physiques et le profil psychologique comptent autant que le diplôme.

POLICE NATIONALE

Après le diplôme national du brevet ou un CAP (par exemple, le CAP agent de sécurité), il est possible d'être recruté en tant qu'adjoint de sécurité. La formation dispensée aux ADS prépare à un concours spécifique de gardien de la paix. Le bac, par exemple le bac pro métiers de la sécurité (option sécurité publique et sûreté), permet un accès direct au concours de gardien de la paix : près de 80 % des admis n'ont pas de diplôme supérieur au bac. Au-delà, les licences et les masters de droit (notamment en droit pénal ou sécurité intérieure) offrent une bonne base en vue, respectivement, des concours d'officier de police et de commissaire. Ces cursus n'ont cependant pas l'exclusivité, la Police nationale s'ouvrant à d'autres profils. Pour les recrutements de la police technique et scientifique, les scientifiques sont prioritaires. Selon les concours, du bac pro aux masters et diplômes d'ingénieur, dans les spécialités biologie, chimie, mesures physiques, hygiène et sécurité, notamment.

© B. BOUVIER/STOLIA.COM

GENDARMERIE NATIONALE

Sans diplôme, il est possible de devenir gendarme adjoint volontaire avec la possibilité de se présenter ensuite à un concours spécifique de sous-officier de gendarmerie. Sinon, un bac ou un bac pro (notamment métiers de la sécurité option sécurité publique et sûreté) permettent également d'accéder à ce concours. Un master (ou équivalent) est exigé pour le concours d'officier. Celui-ci comportant une épreuve orale sur les questions de défense et de sécurité, un master orienté vers ce domaine est un atout.

SÉCURITÉ CIVILE ET INCENDIE

L'option sécurité incendie du bac pro métiers de la sécurité offre, en terminale, une initiation aux techniques incendie et de secours. Pour une intégration au grade de lieutenant, le DUT hygiène, sécurité, environnement est à privilégier. Outre la sécurité incendie et la sécurité civile, il aborde les risques technologiques et chimiques ainsi que le secourisme. Il peut être complété par une licence professionnelle spécialité protection civile.

COMMUNES, DOUANES

Pour s'inscrire aux concours de gardien de police municipale ou de garde champêtre, il faut au minimum être titulaire du diplôme national du brevet ou d'un CAP, notamment le CAP agent de sécurité. Les concours des Douanes sont ouverts à trois niveaux : diplôme national du brevet ou CAP (pour les agents de constatation), bac (pour les contrôleurs), licence (pour les inspecteurs). Ces deux derniers concours comportant des épreuves de droit, d'économie et de gestion, le DUT carrières juridiques (pour le concours de contrôleur), une licence de droit ou une licence d'administration économique et sociale sont bien adaptés.

*Nombre d'admis
aux concours ont
un niveau supérieur
aux diplômes requis.*

SÉCURITÉ PRIVÉE ET D'ENTREPRISE

Les professions réglementées de la sécurité privée exigent une formation professionnelle spécifique, reconnue par l'État et délivrée par un organisme agréé par le Conseil national des activités privées de sécurité. Sont reconnus des diplômes de l'Éducation nationale (CAP agent de sécurité; bac pro métiers de la sécurité), les certificats de qualification professionnelle (CQP) de la branche et les certificats ou titres inscrits au RNCP. Quelques exemples : titre d'opérateur privé en protection rapprochée; CQP enquêteur, agent de recherches privées; certificat agent cynophile de sécurité... Il est conseillé de s'informer sur la qualité de la formation et de comparer des tarifs très variés. Après un bac+2, plusieurs licences professionnelles forment des cadres intermédiaires pour les entreprises de sécurité privée, et deux licences pro des agents de recherches privées. Côté entreprise, des formations de niveau bac+2 et +3 à bac+5 préparent aux métiers de la sécurité industrielle et de la sécurité informatique.

QUELLES ÉTUDES AVEC OU SANS LE BAC ?

Les métiers de la sécurité recrutent à tous les niveaux, il est possible d'accéder à une filière de formation quel que soit son profil.

Avec un bac général

En 2 ans, le DUT carrières juridiques apporte des bases en droit et en gestion, matières figurant dans certains concours. Avec un bon dossier, il est ensuite possible de poursuivre en licence (de droit, d'administration publique...). À l'université, les bacheliers ont accès aux filières droit et administration économique et sociale. Il leur faut avoir un bon niveau rédactionnel, le droit exigeant une bonne expression française. Des masters de droit pénal, de sécurité intérieure, de sciences criminelles prolongent la licence.

Les bacheliers S peuvent prendre une orientation scientifique. Soit vers un cursus d'informatique, à l'université ou en école d'ingénieurs, en vue de se spécialiser en sécurité informatique. Soit vers une spécialisation en hygiène-sécurité-environnement, chimie, biologie, mesures physiques, pour ceux qui visent la sécurité incendie et d'entreprise ou les concours de la police technique et scientifique.

Avec un bac technologique

Les bacheliers STMG représentent le tiers d'une promotion du DUT carrières juridiques. Ils y acquièrent une double compétence, en droit et en gestion, adaptée à certains concours, notamment contrôleur des douanes. Avec un bon dossier, il est aussi possible de poursuivre en licence (de droit, d'administration publique...). Après un bac STI2D ou STL, le DUT hygiène, sécurité, environnement peut mettre sur la voie soit des concours des services d'incendie et de secours, soit des métiers de la sécurité au sein des entreprises.

*Il existe
des préparations
adaptées aux concours.
Lire pp. 95 et 99.*



© SrdjanPav/iStock.com

Avec un bac professionnel

Le principal objectif est l'insertion professionnelle. Le bac pro métiers de la sécurité option sécurité publique et sûreté peut conduire directement à l'emploi : soit en tant qu'agent de sécurité privée, soit au sein de la Police nationale, de la Gendarmerie nationale, de la Police municipale ou des Douanes, après réussite à un concours. Le bac pro métiers de la sécurité option sécurité incendie donne accès au concours de sapeur-pompier professionnel de 1^{re} classe. Il permet aussi de postuler aux postes d'agent de prévention incendie au sein des entreprises ou des sociétés de sécurité. Par ailleurs, un faible pourcentage de bacheliers professionnels intègre le DUT hygiène, sécurité, environnement.

Sans le bac

Après une classe de 3^e, différentes formations sont accessibles. Le CAP agent de sécurité permet l'entrée dans la vie active tout en offrant des poursuites d'études en mention complémentaire, en bac professionnel, en brevet professionnel. Autre possibilité après la 3^e : préparer un certificat ou un titre professionnel reconnu pour exercer un métier de la sécurité privée (agent de sécurité, opérateur en télésurveillance, agent de protection rapprochée...). L'enseignement est délivré par des organismes privés qui doivent être agréés par l'État.

Il est possible d'être recruté par la Police nationale, la Gendarmerie nationale, la Police municipale, les Services d'incendie et de secours, les Douanes, sans posséder le bac (*lire p. 88*). Ces administrations assurent la formation professionnelle de leurs recrues et se chargent ensuite de les faire évoluer par le biais de formations internes.

LES CAP à la loupe

Après la 3^e

→ En 2 ans

Permettant l'accès direct à l'emploi, le CAP peut être suivi d'une mention complémentaire (MC), d'un brevet professionnel (BP) ou d'un bac professionnel.

DES COURS ET DES TRAVAUX

Les enseignements généraux (notamment français, maths, histoire-géo, sciences physiques, anglais, éducation physique et sportive...) couvrent presque la moitié de l'emploi du temps. Parallèlement, les élèves suivent des enseignements technologiques et professionnels adaptés à chaque spécialité. Ils se déroulent sous forme de cours, de travaux pratiques (TP) et de travaux en atelier ou sur un chantier. Nouveau aussi : l'immersion sur le terrain, avec 12 à 16 semaines de stage réparties sur les 2 années.

LYCÉEN OU APPRENTI

Le CAP peut être préparé soit à temps plein en lycée professionnel public ou privé, soit en apprentissage. Cette seconde formule est proposée au sein de centres de formation d'apprentis (CFA) et d'unités de formation par l'apprentissage (UFA) en lycée professionnel. En entreprise, le maître d'apprentissage encadre la formation professionnelle.

SÉLECTION DIVERSIFIÉE

L'accès en CAP se fait le plus souvent après la 3^e. L'admission comprend plusieurs étapes : évaluation du dossier scolaire, entretien avec l'élève et ses parents, tests. Le futur apprenti doit signer un contrat avec un employeur. Ce dernier assure les frais de formation et rémunère l'apprenti. À noter : on peut effectuer un CAP, souvent en un an, après un premier CAP.

ET APRÈS ?

Offrant un premier niveau de qualification, les CAP du secteur permettent l'accès à l'emploi. Il est possible de les compléter, par exemple par une mention complémentaire, un brevet professionnel ou un titre professionnel, afin d'approfondir sa compétence ou d'acquérir une spécialisation. Les plus motivés ont la possibilité d'entrer en 1^{re} pro (après avis du conseil de classe), en vue d'obtenir un bac pro du même domaine.

Repère

Tester un métier ou l'alternance ? Le DIMA (dispositif d'initiation aux métiers en alternance) permet aux élèves de 3^e âgés de 15 ans d'effectuer 8 à 18 semaines de stage.

À savoir

L'accès au CAP agent de sécurité exige un casier judiciaire vierge.

CAP AGENT DE SÉCURITÉ

POUR QUELS MÉTIERS ?

Insertion professionnelle comme agent de sécurité et de surveillance; concours de gardien de police municipale, de garde champêtre, d'agent de constatation des douanes, de sapeur-pompier.

OÙ ?

Dans 76 établissements dont 13 avec possibilité de formation en apprentissage.

AU PROGRAMME :

Les élèves sont formés à la prévention d'actes de délinquance et de délits (dégradations, vols, effractions...). Ils apprennent à appliquer les techniques de prévention et de lutte contre les sinistres (incendies, inondations, risques technologiques...). Une autre partie des enseignements porte sur le cadre juridique de la sécurité. La formation prend en compte les compétences requises pour la délivrance de la certification sauveteur secouriste du travail (SST), du certificat premiers secours en équipe niveau 1 (PSE1), du certificat services de sécurité incendie et d'assistance aux personnes (SSIAP1).

ET APRÈS ?

Avec un très bon dossier, poursuite d'études possible en bac pro métiers de la sécurité, mention complémentaire (MC) sûreté des espaces ouverts au public ou sécurité civile et d'entreprise, brevet professionnel (BP) agent technique de sécurité dans les transports ou agent technique de prévention et de sécurité...

→ D'autres diplômes

Deux mentions complémentaires (MC) après un CAP agent de sécurité :

MC sûreté des espaces ouverts au public

Approfondissement des techniques de prévention d'actes de malveillance et d'assistance aux personnes.

MC sécurité civile et d'entreprise

Approfondissement de la prévention des sinistres, des techniques du feu et du secours aux personnes.

Trois CAP dans des champs voisins de la sécurité :

CAP agent de prévention et de médiation

Ce CAP forme des spécialistes de l'intervention sociale qui accueillent le public dans les transports et les centres commerciaux, exercent une action préventive et éducative auprès des jeunes d'un quartier... Pour être agent de sécurité privée, il faut en outre un CQP ou un titre en sécurité privée reconnu par l'État.

CAP agent vérificateur d'appareils extincteurs

Ce CAP a pour spécialité le conseil commercial dans le domaine des extincteurs d'incendie, l'installation de ces derniers, leur utilisation, leur vérification et leur maintenance.

CAP gardien d'immeubles

L'entretien des parties communes et des installations techniques d'immeubles, la surveillance des espaces collectifs, l'accompagnement social des habitants constituent l'essentiel des enseignements de ce CAP.

LES BACS PRO *à la loupe*

Après La 3^e

→ En 3 ans

Que l'on vise les métiers de la sécurité privée ou certains concours de la sécurité publique, le bac pro métiers de la sécurité apporte les connaissances fondamentales et une initiation pratique.

DE LA CLASSE AU TERRAIN

En plus des matières générales (français, histoire-géo, maths, physique-chimie, une ou deux langues...), l'apprentissage des techniques et des gestes professionnels, en cours ou en atelier, représente près de la moitié de l'emploi du temps. Les élèves sont confrontés à des situations professionnelles : ils réalisent des projets collectifs et effectuent 22 semaines de stage en entreprise, réparties sur les 3 ans.

POURQUOI PAS L'APPRENTISSAGE ?

Les plus de 16 ans (dérogation possible) qui souhaitent travailler tout en se formant peuvent préparer le bac pro en apprentissage, sous statut salarié. Les cours généraux et technologiques sont dispensés au sein d'un centre de formation d'apprentis (CFA) ou d'une unité de formation par l'apprentissage (UFA) en lycée professionnel, et la formation professionnelle en entreprise. Cette formule est exigeante, mais avantageuse en termes d'insertion.

APRÈS LA 3^e

Les classes de 2^{de} professionnelle accueillent majoritairement des élèves issus d'une classe de 3^e. L'admission est prononcée sur dossier et après avis du conseil de classe. Les collégiens qui envisagent de s'orienter vers la voie professionnelle peuvent confirmer leur projet en suivant une classe de 3^e prépa pro au sein d'un lycée professionnel. D'autres accès en bac pro existent, notamment après un CAP. Les élèves de 2^{de} générale et technologique et de 1^{re} générale, STL ou STI2D, peuvent demander une réorientation vers un cursus pro (sur dossier et en fonction des capacités d'accueil).

S'INSÉRER OU POURSUIVRE

Le bac pro permet l'accès direct à certains concours qu'il est recommandé de préparer avant de se porter candidat. Quelques possibilités de spécialisation existent par le biais de la préparation d'un titre professionnel, par exemple.

Repère

La **scolarité** est gratuite dans les lycées publics et pour les apprentis. Dans les lycées privés, une contribution financière est demandée (entre 400 et 1700 € pour les externes).

À savoir

L'accès au bac pro métiers de la sécurité publique exige un casier judiciaire vierge et une bonne condition physique.

Bac pro métiers de la sécurité

POUR QUELS MÉTIERS ?

Agent de sécurité; agent de prévention incendie; concours de gardien de la paix, sous-officier de gendarmerie, contrôleur des douanes, chef de service de police municipale, sapeur-pompier professionnel.

OÙ ?

Dans 90 établissements, dont 2 avec possibilité de formation en apprentissage.

AU PROGRAMME

Les enseignements portent sur quatre axes: la prévention et la régulation des actes de malveillance, la sécurité incendie, le secours à personnes, le cadre juridique et la connaissance des acteurs de sécurité publique et privée. En classe de 1^{re}, les élèves passent le CAP agent de sécurité puis, en fin d'année, choisissent entre deux dominantes: «sécurité publique et sûreté» ou «sécurité incendie». En terminale, une partie des enseignements est commune aux deux spécialités. La formation en milieu professionnel de 8 semaines est réalisée dans la dominante choisie. Lorsqu'elle est effectuée dans un centre d'incendie et de secours, l'élève doit s'engager comme sapeur-pompier volontaire. Au cours de leur formation, les élèves acquièrent les compétences exigées pour obtenir les attestations sauveteur secouriste du travail (SST), premiers secours en équipe (PSE1 et PSE2) ainsi que les certificats services de sécurité incendie et d'assistance aux personnes (SSIAP1 et SSIAP2).

ET APRÈS ?

Spécialisation possible en préparant le BP agent technique de sécurité dans les transports ou certains titres professionnels (protection rapprochée, télésurveillance...).

Bac pro services de proximité et vie locale

POUR QUELS MÉTIERS ?

Correspondant de quartier, médiateur, agent de proximité... Pour être agent de sécurité privée, il est indispensable d'avoir également un CQP ou un titre en sécurité privée reconnu par l'État.

OÙ ?

Dans 146 établissements, dont 2 avec possibilité de formation en apprentissage.

AU PROGRAMME

Ce bac forme des intervenants auprès de publics divers (enfants, adolescents, personnes âgées ou en situation de handicap, habitants des quartiers...) dans des fonctions variées: accueil, information, écoute, médiation sociale... Deux spécialités (parmi quatre) sont proposées par les établissements. La spécialité **gestion des espaces ouverts au public** est basée sur l'accueil et l'orientation du public, le maintien de la qualité des espaces et la sécurité des personnes. La spécialité **activités de soutien et d'aide à l'intégration** prépare à l'accompagnement de publics en difficulté (enfants en difficultés scolaires, demandeurs d'emploi...). La spécialité **gestion du patrimoine locatif** concerne la gestion de logements locatifs, le suivi des familles et le maintien de la qualité de l'habitat. La spécialité **participation à la socialisation et au développement de la citoyenneté** porte sur l'organisation et l'animation d'activités éducatives, associatives ou locales (fêtes, expositions...).

ET APRÈS ?

Poursuite d'études possible (accès sélectif) en BTS services et prestations des secteurs sanitaire et social.

LES DUT à la loupe

Après le bac

→ En 2 ans

Un DUT à dominante juridique intéresse ceux qui visent les métiers de la police, de la gendarmerie, des douanes, de la sécurité privée... L'autre, à caractère scientifique, est orienté vers les risques technologiques.

LA THÉORIE ET LA PRATIQUE

Plus polyvalent que le BTS, le DUT accorde autant de place à la théorie qu'à l'enseignement professionnel. Des projets à réaliser et 10 semaines au minimum de stage initient les étudiants au monde de l'entreprise. En 2^{de} année, des enseignements préparent à la poursuite d'études ou à l'insertion. Certains instituts universitaires de technologie (IUT) proposent la formation en apprentissage.

UN TRAVAIL ENCADRÉ

L'IUT offre les avantages de l'université (proximité avec la recherche, frais d'inscription d'environ 200 €...), tout en assurant un suivi pédagogique renforcé. Les cours magistraux en amphithéâtre représentent moins du quart des quelque 30 heures de cours hebdomadaires. Le reste du temps est consacré à des travaux réalisés en petits groupes (travaux dirigés et pratiques, projets encadrés). Prévoir aussi beaucoup de travail personnel.

ACCÈS SÉLECTIF

Les candidatures se font sur le portail APB. Sont examinés le profil de bac, les résultats obtenus depuis la classe de 1^{re}, les appréciations des enseignants, la lettre de motivation. Certains IUT organisent des entretiens ou des tests. Les titulaires d'un bac technologique obtenu avec une mention « bien » ou « très bien » sont admis de droit dans un DUT cohérent avec la spécialité de leur bac.

CONTRÔLE CONTINU

L'évaluation des connaissances se fait via les interrogations, les exposés, les projets et le mémoire professionnel qui jalonnent la formation. Pour obtenir le DUT, il faut valider ses 4 semestres, chacun valant 30 crédits européens (ECTS).

POURSUITE D'ÉTUDES ADAPTÉE AU PROJET

Dans le domaine des risques industriels et environnementaux, les diplômés peuvent renforcer ou élargir leur compétence en préparant une licence professionnelle ou un cursus de niveau bac+5 en école spécialisée. Avec un bon dossier, les titulaires du DUT carrières juridiques peuvent viser l'admission en 3^e année de licence (de droit, d'administration publique), suivie d'une préparation aux concours.

Repère

Un petit nombre d'IUT proposent la formation en un an appelée « **année spéciale** » (AS) pour les candidats ayant déjà suivi 2 années d'enseignement supérieur.

À savoir

Après le DUT, 1 année complémentaire dans une université étrangère permet d'obtenir un diplôme universitaire d'études technologiques internationales (DUETI).

DUT carrières juridiques

POUR QUI ?

Principalement des bacheliers ES (43 %) et STMG (34 %), mais aussi L (12 %), S (7 %) et bac pro (2 %).

OÙ ?

Dans 14 établissements, dont 3 avec possibilité de formation en apprentissage.

AU PROGRAMME

La formation permet d'acquérir des connaissances en droit, mais aussi en gestion et en comptabilité. La moitié du cursus est consacrée au droit : civil (des personnes, de la famille, des biens, des contrats), commercial, public, constitutionnel, pénal et processuel (procédure), du travail. L'autre moitié porte sur la comptabilité, l'économie d'entreprise, la fiscalité, la communication et l'expression, les langues. En 2^{de} année, les étudiants se spécialisent en administration publique, banque-assurance ou juriste d'entreprise, et effectuent 10 semaines de stage.

ET APRÈS ?

Poursuite d'études en licence pro ou en licence de droit (admission sur dossier). Accès possible aux concours de gardien de la paix, de sous-officier de la gendarmerie ou de contrôleur des douanes.

DUT hygiène, sécurité, environnement

POUR QUI ?

Principalement des titulaires du bac S (64 %), mais aussi des bacheliers STI2D (16 %), STL (7 %), ST2S (4 %), ES (3 %) et bacheliers professionnels (3 %).

OÙ ?

Dans 19 établissements, dont 10 avec possibilité de formation en apprentissage.

AU PROGRAMME

La 1^{re} année est consacrée à la gestion des risques au sein des entreprises industrielles : droit (social, du travail, de l'environnement) et communication ; biologie humaine ; sécurité des produits et des installations ; technologie des machines et de la construction ; radioactivité.

La 2^{de} année approfondit la protection des biens et des personnes dans leur environnement (sécurité des systèmes, ergonomie, évaluation et maîtrise des risques), la prévention (risque biologique, radiologique, chimique, incendie) et, plus spécifiquement, la gestion des risques technologiques et environnementaux.

Les établissements proposent des cours de préparation aux concours de sapeurs-pompiers.

ET APRÈS ?

Accès à des postes en prévention des risques, hygiène-sécurité-environnement ou radioprotection ; concours de lieutenant de sapeurs-pompiers. Poursuite d'études en licence pro, en école d'ingénieurs ou spécialisée.

LES LICENCES PRO *à la loupe*

Après un bac + 2

→ En 1 an

Approfondir ses connaissances dans son domaine, effectuer un stage long avant d'aborder la vie active, se préparer à passer un concours: la licence pro répond à différentes motivations.

SÉLECTION

L'admission en licence pro (LP) est sélective. Certains profils (BTS, DUT ou L2) sont privilégiés, selon la spécialité de la LP. La sélection se fait principalement sur dossier et sur lettre de motivation, auxquels s'ajoute parfois un entretien. Une attention particulière est portée au projet professionnel. Toute activité (volontariat au sein d'un service d'incendie et de secours, stages, jobs) peut être valorisée.

PETITS EFFECTIFS

Les cours peuvent avoir lieu à l'université qui délivre le diplôme, mais aussi dans les lycées partenaires qui mettent à disposition des salles et des matériels spécifiques, ou en centre de formation d'apprentis (CFA) pour les étudiants qui choisissent une formation en alternance. Une promotion comptant généralement moins de 30 étudiants, ces derniers bénéficient d'un bon accompagnement.

UNE FORMATION PROFESSIONNELLE

Point fort de cette formation: la mise en situation professionnelle. Les étudiants effectuent 12 à 16 semaines de stage et réalisent un projet tutoré (par exemple, un audit énergétique) en petits groupes, le plus souvent en partenariat avec une entreprise. Les cours sont assurés conjointement par des professeurs et des professionnels.

OBJECTIF INSERTION

En principe, la licence pro n'appelle pas de poursuite d'études. Les étudiants sont opérationnels dès leur sortie. Ils ont obtenu un diplôme qui confère le grade de licence et donne accès aux concours pour lesquels un bac+3 est requis. En entreprise, la licence professionnelle offre un atout pour accélérer l'accès à l'emploi et la progression de carrière.



Les dossiers de candidature sont généralement déposés entre février-mars et mai.

Les spécialisations possibles ?

Quelques licences pro sécurité des biens et des personnes préparent à l'encadrement intermédiaire de sociétés de sécurité privée tout en donnant accès à certains concours de la sécurité publique. De nombreuses licences professionnelles ont pour thèmes la sécurité en milieu industriel et les risques professionnels. Certaines visent plus spécifiquement la prévention et la sécurité incendie. Parfois organisées en partenariat avec des services d'incendie et de secours (SDIS), elles peuvent mettre sur la voie des concours de sapeurs-pompiers. Après un bac+2 spécialisé en informatique, il est possible de suivre une licence pro dédiée à la sécurité des systèmes informatiques. Deux cursus préparent aux métiers de l'enquête privée (agent privé de recherches ou directeur d'agence).

Comment entrer en licence pro ?

Les formations orientées vers les risques industriels et technologiques accueillent de préférence les titulaires d'un bac+2 scientifique ou technologique, notamment le DUT hygiène, sécurité, environnement. Les autres profils ont intérêt à mettre en avant des stages ou des jobs liés à la sécurité pour prouver leur motivation. Les spécialisations en enquête privée privilégient une licence de droit ou d'administration économique et sociale. C'est après un bac+2 en informatique que l'on aborde les licences pro spécialisées dans la sécurité des systèmes d'information et des réseaux. Le projet professionnel est examiné au même titre que les appréciations et les notes.

Objectif métiers et concours

L'avis de Cécile Tardy, responsable de la licence pro protection civile et sécurité des populations, à l'IUT de Poitiers.

« Cette licence pro vise l'insertion dans la vie active. La plupart des diplômés accèdent aux métiers de chargé ou de responsable de prévention des risques ou de la sécurité incendie, en entreprise ou en collectivité territoriale. Certains d'entre eux passent un concours pour devenir officier de sapeurs-pompiers au sein d'un service départemental d'incendie et de secours. Cette licence pro fournit en effet une méthodologie pour les épreuves de note de synthèse et de dissertation des concours de la fonction publique. Elle apporte aussi une culture générale en droit, en sciences et en gestion des risques, utile pour d'autres épreuves comme le questionnaire à choix multiples. Quelques étudiants poursuivent leurs études vers un bac+5 du domaine de la sécurité et de la gestion des risques. »

LES LICENCES ET LES MASTERS *à la loupe*

Après le bac

→ En 3 à 5 ans

Sécurité publique, sécurité informatique, risques technologiques... les spécialités proposées en master sont, selon les cas, accessibles après une licence de droit ou une licence scientifique.

UN PARCOURS EN DEUX TEMPS

Les études longues à l'université commencent par la licence (bac + 3), qui donne un socle de connaissances juridiques, économiques ou scientifiques selon les mentions. Pour développer leurs compétences professionnelles, les titulaires d'une licence poursuivent le plus souvent en master ou en école d'ingénieurs. Ceux qui ne souhaitent pas aller jusqu'à bac + 5 peuvent préparer en un an une licence professionnelle après la 2^e année de licence (L2).

BIEN CHOISIR SA FILIÈRE

La licence d'informatique ou la licence de droit correspond-elle à mon profil de bac et à mon projet ? Il est indispensable de recueillir l'avis d'enseignants lors des journées portes ouvertes (JPO) ou en faisant une demande de conseil d'orientation pendant la procédure d'admission APB. Car, si la plupart des licences sont ouvertes à tous les bacheliers (quelques-unes ont un recrutement particulier), certaines séries de bac sont plus adaptées que d'autres à une filière.

SPÉCIALISATION PROGRESSIVE

Assurant la transition entre le lycée et l'université, le programme de L1 est pluridisciplinaire : droit, histoire, sciences politiques, par exemple. Cela facilite les réorientations si besoin. Au cours des 2 années suivantes (L2 et L3), le programme est centré sur les matières dominantes de la mention. Amorcée en L2 ou en L3 par un choix de parcours, la spécialisation se fait au cours des 2 années de master. Des stages réalisés dès la licence ou un cursus suivi en alternance renforcent la professionnalisation.

LIBERTÉ À SURVEILLER

Au début, les étudiants auront peut-être l'impression que le rythme de travail est moins intensif qu'au lycée. Cependant, réviser ses cours, préparer les travaux pratiques (TP) et dirigés (TD) exige un investissement personnel important. Tutorat par des étudiants plus avancés, séances de soutien par les enseignants, bilans d'étape... des aides à saisir pour se donner un maximum de chances de réussite.

Repère 

L1, L2, L3 : les 3 années de licence. Accès direct possible en L2 ou L3, sur dossier, après un BTS, un DUT, des prépas...

M1, M2 : les 2 années de master.

Info@ 

www.onisep.fr/organisation_licence
Pour découvrir les 3 ans de licence.

www.onisep.fr/reussir_licence
Pour passer le cap de la 1^{re} année à la fac.

Quels parcours sont proposés en sécurité publique et privée ?

Qu'ils s'intitulent sécurité publique, sécurité intérieure ou droit pénal et sciences criminelles, différents masters forment des spécialistes de haut niveau pour les services de sécurité (publique et privée) ainsi que les institutions européennes et internationales. Axée sur le droit pénal, la procédure pénale, les politiques de sécurité et de défense, parfois la sécurité civile, la formation est adaptée aux concours de la police, de la gendarmerie et des douanes (une préparation complémentaire dans un institut d'études judiciaires ou un institut de préparation à l'administration générale est recommandée). Dans une approche plus transversale, les masters spécialisés en sciences criminelles abordent aussi la psychologie criminelle, les pratiques de police technique et scientifique. Tous ces cursus s'adressent principalement aux titulaires d'une licence de droit (lorsqu'ils sont organisés sur 2 ans) ou d'un M1 de droit (pour ceux qui débutent en M2). Certains accueillent des titulaires d'une licence administration économique et sociale (AES).

Quelles formations existe-t-il dans le domaine de la sécurité incendie ?

Parmi les nombreux masters qui ciblent les risques technologiques ou industriels, certains abordent la sécurité incendie. On y étudie l'analyse préventive et la simulation numérique des incendies, ainsi que la gestion des risques chimiques et d'incendie-explosion. Ces masters s'adressent à des titulaires de licences scientifiques (chimie, physique, sciences de la Terre...).

Quelle filière pour les métiers de la cybersécurité ?

Une vingtaine de masters ont pour spécialité la sécurité informatique et/ou la cryptologie. On y étudie la protection des données des systèmes d'exploitation, des réseaux et des serveurs. La cryptologie s'intéresse plus spécifiquement à la conception d'algorithmes de cryptage de données, indispensable dans de nombreux domaines : développement de logiciels, cartes à puces, commerce électronique, téléphonie mobile... S'appuyant sur des enseignements d'informatique et de mathématiques, ces masters s'adressent aux titulaires de licences dans les deux disciplines (à condition d'avoir suivi des enseignements d'algorithmique et de programmation).

LES RECRUTEMENTS ET LES FORMATIONS DU SECTEUR PUBLIC

Après la 3^e ou un CAP

Intitulé	Organisateur du recrutement	Conditions d'accès
<i>Cadet de la République</i>	Police nationale (ministère de l'Intérieur)	18 à 30 ans Épreuves de sélection sans condition de diplôme
<i>Adjoint de sécurité</i>	Police nationale (ministère de l'Intérieur)	18 à 30 ans Épreuves de sélection sans condition de diplôme
<i>Agent spécialisé de la police technique et scientifique</i>	Police nationale (ministère de l'Intérieur)	18 ans au moins CAP ou équivalent Réussite à un concours
<i>Gardien de la paix</i>	Police nationale (ministère de l'Intérieur)	17 à 35 ans CAP et 2 ans d'expérience de la sécurité Réussite à un concours
<i>Gendarme adjoint volontaire</i>	Gendarmerie nationale (ministère de l'Intérieur)	17 à 26 ans Épreuves de sélection sans condition de diplôme
<i>Jeune sapeur-pompier</i>	SDIS	10 à 18 ans Collégien ou lycéen
<i>Sapeur-pompier volontaire</i>	SDIS	Plus de 16 ans Recrutement sur entretien
<i>Sapeur-pompier professionnel de 2^e classe</i>	SDIS	Sur épreuves pour les sapeurs-pompiers volontaires comptant 3 ans de service
<i>Sapeur-pompier professionnel de 1^{re} classe</i>	SDIS	2 concours pour les plus de 18 ans : avec un CAP ou le diplôme national du brevet sapeurs-pompiers volontaires (3 ans de service)
<i>Sapeur-pompier de Paris</i>	Armée de terre	18 à 25 ans Diplôme national du brevet à bac +3 Épreuves de sélection
<i>Marin-pompier de Marseille</i>	Marine nationale	18 à 26 ans sans diplôme (VLTA) ; 18 à 25 ans, diplôme national du brevet à bac +3 (QMF)
<i>Agent de constatation des douanes, branche surveillance</i>	Ministère des Finances et des Comptes publics	Diplôme national du brevet ou CAP Réussite à un concours
<i>Gardien de police municipale</i>	Centres de gestion de la fonction publique territoriale	Diplôme national du brevet, CAP et réussite à un concours
<i>Garde champêtre principal</i>	Centres de gestion de la fonction publique territoriale	Diplôme national du brevet, CAP et réussite à un concours

Panorama des principaux recrutements conduisant à des emplois au sein des services de l'État ou des collectivités territoriales. La formation d'application qui suit le recrutement est le plus souvent rémunérée. Certains concours sont ouverts aux candidats dont le niveau d'études est inférieur au niveau requis mais qui justifient d'expérience professionnelle dans le domaine de la sécurité. C'est le cas des concours de la Police nationale et des concours des Douanes.

Formation	Catégorie d'emploi
Un an en alternance	Contrat
14 semaines	Contrat de 3 ans renouvelable une fois
11 à 17 semaines selon la spécialité	Fonctionnaire de l'État (catégorie C)
Un an de formation	Fonctionnaire de l'État (catégorie C)
13 semaines	Contrat de 2 ans reconductible pour une période maximale de 3 ans
Préparation du brevet de jeune sapeur-pompier	
Formation initiale et continue	Engagement en tant que volontaire
Formation d'application	Fonctionnaire territorial (catégorie C)
Formation d'application	Fonctionnaire territorial (catégorie C)
6 mois de formation	Contrat de volontaire
Formation d'application	Contrat d'un an de volontaire armé (VLTA) ou de 4 ans en tant que quartier-maître de la flotte (QMF)
4 mois de formation à l'École nationale des Douanes à La Rochelle (17)	Fonctionnaire de l'État (catégorie C)
6 mois de formation	Fonctionnaire territorial (catégorie C)
2 mois de formation	Fonctionnaire territorial (catégorie C)

Après le bac

Intitulé	Organisateur du recrutement	Conditions d'accès	Formation	Catégorie d'emploi
<i>Gardien de la paix</i>	Police nationale (ministère de l'Intérieur)	17 à 35 ans Bac ou équivalent Réussite à un concours	Un an de formation	Fonctionnaire de l'État (catégorie C)
<i>Sous-officier de gendarmerie</i>	Gendarmerie nationale (ministère de l'Intérieur)	18 à 35 ans bac ou équivalent Réussite à un concours	Un an de formation	Militaire, sous-officier
<i>Contrôleur des douanes et droits indirects, branche surveillance</i>	Ministère des Finances et des comptes publics	Bac ou équivalent Réussite à un concours	Un an dont 4 mois à l'École nationale des Douanes à La Rochelle (17)	Fonctionnaire de l'État (catégorie B)
<i>Chef de service de police municipale</i>	centres de gestion de la fonction publique territoriale	Bac ou équivalent Réussite à un concours	Environ 6 mois de formation	Fonctionnaire territorial (catégorie B)

Après bac + 2

Intitulé	Organisateur du recrutement	Conditions d'accès	Formation	Catégorie d'emploi
<i>Officier de police</i>	Police nationale (ministère de l'Intérieur)	35 ans au plus bac + 2 et 2 ans d'expérience en sécurité réussite à un concours	Formation de 18 mois à l'École nationale supérieure de police de Cannes-Écluse (77)	Fonctionnaire de l'État (catégorie A)
<i>Technicien de police technique et scientifique</i>	Police nationale (ministère de l'Intérieur)	DUT, BTS, L2... réussite à un concours	Formation d'application	Fonctionnaire de l'État (catégorie B)
<i>Lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels</i>	SDIS	Bac + 2, notamment DUT hygiène, sécurité, environnement réussite à un concours	Formation à l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers d'Aix-en-Provence (13)	Fonctionnaire territorial (catégorie B)

Info@

Police nationale: www.lapolicenationalerecrute.frGendarmerie nationale: www.lagendarmerierecrute.frServices départementaux d'incendie et de secours (SDIS): liste sur www.interieur.gouv.frSapeurs-pompiers de Paris: www.pompiersparis.frMarins-pompiers de Marseille: www.marinspompiersdemarseille.comDouanes: www.douane.gouv.frCentres de gestion de la fonction publique territoriale: www.fncdg.com

Tout sur
les inscriptions
aux concours
pp. 126-127.

Après bac + 3

Intitulé	Organisateur du recrutement	Conditions d'accès	Formation	Catégorie d'emploi
<i>Officier de police</i>	Police nationale (ministère de l'Intérieur)	35 ans au plus Licence ou équivalent Réussite à un concours	Formation de 18 mois à l'École nationale supérieure de police de Cannes-Ecluse (77)	Fonctionnaire de l'État (catégorie A)
<i>Commissaire de police</i>	Police nationale (ministère de l'Intérieur)	35 ans au plus Bac + 3 et 2 ans d'expérience en sécurité Réussite à un concours	2 ans de formation à l'École nationale supérieure de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (69)	Fonctionnaire de l'État (catégorie A)
<i>Capitaine de sapeurs-pompiers professionnels</i>	SDIS	Licence ou équivalent Réussite à un concours	Formation à l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers d'Aix-en-Provence (13)	Fonctionnaire territorial (catégorie A)
<i>Inspecteur des douanes et droits indirects</i>	Ministère des Finances et des comptes publics	Licence ou équivalent Réussite à un concours	Un an de formation à l'École nationale des Douanes de Tourcoing (59)	Fonctionnaire de l'État (catégorie A)
<i>Directeur de police municipale</i>	Centres de gestion de la fonction publique territoriale	Licence ou équivalent Réussite à un concours	9 mois de formation	Fonctionnaire territorial (catégorie A)

Après bac + 5

Intitulé	Organisateur du recrutement	Conditions d'accès	Formation	Catégorie d'emploi
<i>Commissaire de police</i>	Police nationale (ministère de l'Intérieur)	35 ans au plus Master ou équivalent Réussite à un concours	2 ans de formation à l'École nationale supérieure de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (69)	Fonctionnaire de l'État (catégorie A)
<i>Ingénieur de police technique et scientifique</i>	Police nationale (ministère de l'Intérieur)	Master, diplôme d'ingénieur ou équivalent Réussite à un concours	Formation d'application	Fonctionnaire de l'État (catégorie A)
<i>Officier de gendarmerie</i>	Gendarmerie nationale (ministère de l'Intérieur)	27 ans au plus Master ou équivalent Réussite à un concours	2 ans de formation à l'École des officiers de la Gendarmerie nationale à Melun (77)	Militaire, officier

LES RECRUTEMENTS ET FORMATIONS DE LA POLICE NATIONALE

Que l'on soit issu d'une classe de 3^e, titulaire du bac ou d'un diplôme d'études supérieures, la Police nationale offre des carrières évolutives, assorties de formations.

À DIFFÉRENTS NIVEAUX

Sans condition de diplôme, après le bac ou des études supérieures: la Police nationale recrute à différents niveaux en fonction des métiers visés. Cependant, il n'est pas rare que les candidats aient un niveau supérieur à celui qui est exigé: au concours de gardien de la paix, plus d'un sur cinq a un diplôme de l'enseignement supérieur. Une fois recruté, chacun bénéficie de réelles possibilités de promotion via des concours internes et des examens professionnels. Un cadet de la République, un adjoint de sécurité peuvent ainsi rapidement gravir les échelons et accéder à des responsabilités plus larges.

CONDITIONS D'ADMISSION SPÉCIFIQUES

Aux conditions d'âge et de diplôme propres à certains concours s'ajoutent des conditions générales de recrutement: être de nationalité française, avoir une bonne condition physique et une bonne acuité visuelle, être apte au port et à l'usage des armes, avoir une bonne moralité et jouir de ses droits civiques, avoir accompli la journée défense et citoyenneté.

CONNAISSANCES ET APTITUDE PROFESSIONNELLE

Les concours comportent des épreuves évaluant les connaissances scolaires ou universitaires: culture générale, droit pour les concours d'officier et de commissaire, sciences pour les concours de la police technique et scientifique. De plus, divers tests ont pour but de vérifier si le profil des candidats est adapté à l'exercice du métier visé: parcours d'habileté motrice, test d'endurance cardio-respiratoire, tests psychotechniques permettant d'évaluer le profil psychologique, épreuve de gestion du stress, mise en situation à partir d'un cas pratique. Sans oublier l'entretien de motivation avec le jury.

FORMATION EN ALTERNANCE

Les recrutements sont suivis d'une formation professionnelle rémunérée qui permet de s'initier aux pratiques de travail: effectuer une patrouille, procéder à une interpellation, constater un délit routier... L'enseignement en école alterne avec des stages de terrain.

À savoir

Pour être titularisé, il faut posséder le permis de conduire B.

Info@

www.lapolicenationale.recrute.fr

Cadet/te de la République

POUR QUI ?

Plus de 18 ans et moins de 30 ans, sans condition de diplôme.

ACCÈS

Sélection sur examen du dossier, tests psychologiques, deux épreuves sportives et entretien devant un jury. 900 places en 2015, 300 places en 2016.

FORMATION

Sur un an en alternance : 12 semaines en lycée professionnel (français, histoire, géographie, maths, anglais, informatique) ; 28 semaines en école de police pour se préparer à exercer les missions de l'adjoint de sécurité et suivre une préparation aux épreuves du concours de gardien de la paix ; 7 semaines de stage en services de police réparties sur l'année. Le cadet de la République perçoit une allocation d'études d'un montant de 492 € net par mois.

ET APRÈS ?

À l'issue de la formation, le cadet de la République peut se présenter à un concours spécifique de gardien de la paix et poursuivre son contrat (engagement de 3 ans) en qualité d'adjoint de sécurité (la scolarité compte pour un an d'ancienneté).

Adjoint/e de sécurité

POUR QUI ?

Plus de 18 ans et moins de 30 ans, sans condition de diplôme.

ACCÈS

Sélection sur examen du dossier, tests psychologiques, deux épreuves sportives et entretien devant un jury. Plus de 3000 postes en 2015 et 4000 en 2016.

FORMATION ET MISSIONS

Les candidats sélectionnés signent un contrat d'une durée de 3 ans renouvelable une fois. Ils reçoivent une formation professionnelle rémunérée de 14 semaines (en école de police et en stage) afin de se préparer à exercer en tant qu'adjoints de sécurité. Affectés à un service de police, ils participent à l'accueil du public, assistent les fonctionnaires de police dans leurs missions : prévention et répression de la délinquance, surveillance générale, assistance aux victimes... Durant son contrat, l'adjoint de sécurité reçoit des formations de perfectionnement professionnel. Il peut suivre une préparation au concours de gardien de la paix. Rémunération de 1310 € net par mois.

ET APRÈS ?

Après un an de service, possibilité de se présenter à un concours spécifique de gardien de la paix. Possibilité de faire valider son expérience professionnelle par une mention complémentaire (MC) sûreté des espaces ouverts au public.

*La Police nationale
forme des réservistes
pour des missions
de soutien ponctuelles.*

Gardien/ne de la paix

POUR QUI ?

Titulaires du bac âgés de 17 ans au moins et de 35 ans au plus. Le concours est aussi ouvert aux titulaires du diplôme national du brevet ou d'un CAP avec 2 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la sécurité (3 ans pour les sans diplôme).

ACCÈS

Trois concours: national avec affectation sur tout le territoire (pour une durée minimale de 5 ans); national avec affectation en Ile-de-France (pour une durée minimale de 8 ans); déconcentré, en outre-mer. Épreuves: étude de texte, questionnaires à choix multiples (connaissances fondamentales; culture générale ou programme du bac pro métiers de la sécurité au choix), tests psychotechniques et de mise en situation, exercices physiques, entretien avec le jury, oral de langue étrangère. En 2015, 1463 admis dont 1024 affectés en Ile-de-France. Plus de 2500 postes en 2016.

FORMATION

Après admission, un an de formation professionnelle, en alternance dans une école nationale de police (11 écoles en métropole et 4 en outre-mer) et dans des services de police (stage de découverte, stage d'application, stage d'adaptation au 1^{er} emploi). Formation rémunérée (1350 € net par mois environ) avec engagement à servir l'État pendant 4 ans.

ET APRÈS ?

Les élèves ayant donné satisfaction sont nommés gardiens de la paix stagiaires. Ils sont affectés sur un poste, en fonction de leur rang de classement, le plus souvent dans des services de sécurité publique. Après un an, les stagiaires reconnus aptes sont titularisés.

Officier/ère de police

POUR QUI ?

Titulaires d'une licence (ou équivalent) âgés de 35 ans au plus. Le concours est ouvert aux titulaires d'un diplôme de niveau bac+2 ayant 2 ans d'expérience dans le domaine de la sécurité.

ACCÈS

Concours: résolution d'un cas pratique à partir de documents; épreuves ou questionnaires à choix multiples sur la culture générale, les institutions, le droit administratif ou les libertés publiques, le droit pénal/procédure pénale; tests psychotechniques et de mise en situation; épreuves d'exercices physiques; entretien avec le jury; oral de langue étrangère. 33 postes en 2015 et en 2016.

FORMATION

Les admis au concours suivent une formation professionnelle d'une durée de 18 mois alternant scolarité à l'École nationale supérieure de la Police de Cannes-Écluse (77) et stages au sein de services opérationnels. Les élèves sont rémunérés (environ 1300 € net par mois) et s'engagent à servir l'État pendant 5 ans. Après 6 mois de formation, nomination comme lieutenant de police stagiaire pour un an.

ET APRÈS ?

Les stagiaires ayant donné satisfaction sont titularisés en tant que lieutenants de police et choisissent leur poste en fonction de leur rang de classement.

Commissaire de police

POUR QUI ?

Titulaires d'un master (ou titre équivalent) âgés de 35 ans au plus. Le concours est ouvert aux titulaires d'un diplôme de niveau bac+3 ayant 2 ans d'expérience dans le domaine de la sécurité.

ACCÈS

Concours : résolution d'un cas pratique à partir de documents ; épreuves ou questionnaires à choix multiples sur la culture générale, les institutions, le droit (droit administratif, libertés publiques ou droit de l'Union européenne), le droit pénal/procédure pénale ; épreuves physiques ; tests psychotechniques et de mise en situation ; entretien avec le jury ; oral de langue étrangère. 26 postes en 2015, 20 postes en 2016.

FORMATION

Les admis au concours reçoivent une formation professionnelle de 24 mois à l'École nationale supérieure de la police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (69), avec une alternance entre enseignement et stages. Les élèves sont rémunérés (environ 1430 € net par mois) et s'engagent à servir l'État pendant 7 ans. Après un an de formation, l'élève est nommé commissaire de police stagiaire pour un an, et perçoit environ 1950 € net par mois.

ET APRÈS ?

Les stagiaires qui ont donné satisfaction sont titularisés commissaires de police et affectés sur un poste en fonction de leur rang de classement. La plupart des postes proposés relèvent de la sécurité publique (responsable d'un commissariat de ville moyenne, adjoint au responsable du commissariat central d'une grande ville...).

Les préparations aux concours

La concurrence aux concours étant importante, une préparation est recommandée.

LES CLASSES PRÉPARATOIRES INTÉGRÉES (CPI)

L'École nationale supérieure de la police propose des CPI aux concours d'officier (à Cannes-Écluse) et de commissaire (à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or). Environ 20 places sont offertes dans chaque préparation à des étudiants méritants sous conditions de ressources familiales. L'admission est sélective (tests psychotechniques, épreuves de droit et de culture générale). Sur 8 mois, les étudiants se préparent au concours tout en s'immergeant dans l'univers policier. Environ 75 % des élèves intègrent la fonction publique.

LES IPAG ET CPAG

Les instituts de préparation à l'administration générale, rattachés aux universités, et les centres de préparation à l'administration générale, rattachés aux instituts d'études politiques, organisent des préparations aux concours, dont ceux de la Police nationale et de la Gendarmerie nationale. Accès sélectif.

LES IEJ

Les instituts d'études judiciaires rattachés aux universités préparent les étudiants inscrits en master 2 de droit aux concours de l'École nationale supérieure de la police. Accès sélectif.

Technicien/ne de la police technique et scientifique

POUR QUI ?

Titulaires d'un DUT, BTS, DEUST ou équivalent, étudiants issus d'une L2 ou de classes préparatoires validées.

ACCÈS

Concours sur épreuves, tests psychotechniques et entretien avec le jury. Le recrutement existe dans 13 spécialités qui ne sont pas forcément proposées à chaque session: balistique, biologie, chimie analytique, documents-écritures manuscrites, électronique, hygiène et sécurité, identité judiciaire, informatique-développement logiciel, informatique-systèmes et réseaux, mesures physiques, physique, qualité, traitement du signal. 15 postes en 2015.

FORMATION

La formation professionnelle des admis au concours comprend une session de 10 semaines à l'École nationale de la police de Nîmes, une sensibilisation aux fondamentaux de la police technique et scientifique à l'Institut national de police scientifique d'Écully (69), une formation technique préparatoire au premier poste.

ET APRÈS ?

Affectation dans un service d'identité judiciaire, dans un service régional d'informatique et de traces technologiques, dans un laboratoire de police scientifique...

Ingénieur/e de la police technique et scientifique

POUR QUI ?

Titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'un master (ou équivalent) en rapport avec la spécialité du concours.

ACCÈS

Concours sur dossier et travaux personnels, tests psychotechniques et entretien avec le jury. Le recrutement existe dans 14 spécialités qui ne sont pas forcément proposées à chaque session: balistique, biologie, chimie analytique, documents-écritures manuscrites, électronique, hygiène et sécurité, identité judiciaire, informatique, phonétique, physique, qualité, télécommunications, toxicologie, traitement du signal. Pas de recrutement en 2015.

FORMATION

La formation professionnelle des admis au concours comprend une session de 10 semaines à l'École nationale de la police de Nîmes, une sensibilisation aux fondamentaux de la police technique et scientifique à l'Institut national de police scientifique d'Écully (69), une formation technique préparatoire au premier poste.

ET APRÈS ?

Affectation notamment dans l'un des cinq laboratoires de police scientifique (Lille, Lyon, Marseille, Paris, Toulouse).

*Pour le recrutement
d'agents spécialisés
de la police technique
et scientifique,
voir p. 31.*

LES RECRUTEMENTS ET FORMATIONS DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Des parcours professionnels variés sont ouverts à différents niveaux de recrutement : après une classe de 3^e ou un CAP, le bac ou un master. La gendarmerie assure la formation de ses recrues.

RECRUTEMENTS À TOUS NIVEAUX

La Gendarmerie nationale offre des carrières opérationnelles à différents niveaux de recrutement. Sans diplôme, il est possible d'acquérir une première expérience en tant que gendarme adjoint volontaire. Avec la possibilité d'accéder rapidement à des responsabilités plus importantes en réussissant un concours spécifique de sous-officier de gendarmerie. De leur côté, les bacheliers ont accès au concours de sous-officier et les titulaires d'un master au concours d'officier.

CONDITIONS D'ADMISSION SPÉCIFIQUES

Aux conditions d'âge et de diplôme propres à certains concours s'ajoutent des conditions générales de recrutement : être de nationalité française, avoir une bonne condition physique et une bonne acuité visuelle, avoir une bonne moralité et jouir de ses droits civiques, avoir accompli la journée défense et citoyenneté. Il n'est pas possible de se présenter au concours de sous-officier ou d'officier plus de trois fois.

CONNAISSANCES ET APTITUDE PROFESSIONNELLE

Culture générale, expression française et capacité de synthèse, langue étrangère, sciences humaines et sociales pour le concours d'officier... des épreuves ont pour objectif d'évaluer le niveau académique des candidats. D'autres visent à vérifier que le profil des candidats est adapté à l'exercice du métier visé : épreuves sportives, tests psychotechniques et entretiens permettant d'évaluer le profil psychologique du candidat.

FORMATION EN ALTERNANCE

Les recrutements sont suivis d'une formation professionnelle rémunérée. L'enseignement en école alterne avec des stages de terrain. Au programme : une formation militaire, des mises en situation pratique, un entraînement physique assidu.

À savoir ↩

Pour être titularisé, il faut posséder le permis B.

Info @

www.lagendarmerierecrute.fr

Gendarme adjoint/e volontaire-agent/e de police judiciaire adjoint/e

POUR QUI ?

Candidats âgés de 17 à 26 ans à la date de dépôt de la candidature, sans condition de diplôme.

ACCÈS

Sélection sur épreuves: test psychotechnique, test de connaissances générales, test de compréhension de textes. Les candidats ont auparavant été convoqués par le référent recrutement de leur département pour une session d'information et un entretien de recrutement. Les volontaires signent un contrat initial d'une durée de 2 ans qui peut être reconduit pour une période maximale de 3 ans. 7 000 postes en 2016.

FORMATION

Formation rémunérée de 13 semaines dans une école de gendarmerie à Beynes (78), Fontainebleau (77), Châteaulin (29), Chaumont (52), Montluçon (03), Rochefort (17) ou Tulle (19).

ET APRÈS ?

Affectation possible sur l'ensemble du territoire en fonction du rang de classement. La rémunération d'un volontaire est d'environ 930 € net par mois à la sortie de l'école. Possibilité d'accès au concours interne de sous-officier de gendarmerie, à condition de compter un an de service au 1^{er} janvier de l'année du concours. Une préparation spécifique est proposée. En fin de contrat, les volontaires bénéficient d'un dispositif d'aide au retour à la vie civile.

Sous-officier/ère de la Gendarmerie nationale

POUR QUI ?

Bacheliers (ou titulaires d'un diplôme de niveau équivalent) âgés de 18 à 35 ans au 1^{er} janvier de l'année du concours.

ACCÈS

Concours sur épreuves: culture générale, langue étrangère, exercices de logique, entretien avec un psychologue, entretien avec le jury, épreuve physique. Deux sessions par an; 2562 admis parmi 25 484 inscrits au concours externe 2015.

FORMATION

Formation d'un an rémunérée (1350 € net par mois) au sein d'une école de gendarmerie à Châteaulin (29), Chaumont (52), Dijon (21), Montluçon (03) ou Tulle (19) incluant un stage en unité. La formation est sanctionnée par l'obtention du certificat d'aptitude à la gendarmerie.

ET APRÈS ?

En fonction du rang de classement, affectation dans une unité (brigade de gendarmerie départementale, escadron de gendarmerie mobile, compagnie d'infanterie de la garde républicaine) avec la qualité d'agent de police judiciaire (APJ). Certains élèves justifiant d'une compétence particulière (cavalier, secouriste en montagne) peuvent être affectés dans une unité spécifique.

*La gendarmerie
forme des réservistes
qui renforcent
ponctuellement
les unités.*

Officier/ère de la Gendarmerie nationale

POUR QUI ?

Titulaires d'un diplôme conférant le grade de master âgés de 27 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours. Les étudiants en dernière année d'études peuvent se présenter au concours. Ils devront justifier du diplôme avant leur intégration à l'EOGN.

ACCÈS

Concours universitaire sur épreuves : culture générale, épreuve de synthèse, épreuve à option (droit, finances publiques, économie-gestion, histoire, géographie), entretien individuel et entretien auprès d'un psychologue, épreuve orale sur les questions de défense et de sécurité, langue étrangère, épreuves sportives. 24 admis parmi 414 candidats en 2015. Un concours sur titres peut être ouvert aux titulaires d'un bac +5 dans certaines disciplines scientifiques et techniques.

FORMATION

2 ans de formation rémunérée (1740 € net par mois en 1^{re} année; 2242 € en 2^e année) à l'École des officiers de la Gendarmerie nationale (EOGN) de Melun (77). En 1^{re} année: enseignement militaire et enseignements professionnels ponctués de nombreux stages (en droit, en langues, en intervention professionnelle...). En 2^{de} année: préparation aux fonctions de commandement dans une filière parmi: sécurité publique; maintien de l'ordre-défense; police judiciaire; sécurité routière. Formation universitaire conduisant au M2 droit et stratégies de sécurité à l'université Panthéon-Assas.

ET APRÈS ?

Obtention du diplôme de l'EOGN et affectation au sein d'une unité opérationnelle.

Les préparations aux concours

La concurrence aux concours étant importante, une préparation est recommandée.

LA CLASSE PRÉPARATOIRE INTÉGRÉE (CPIGN)

Les étudiants (moins de 26 ans) méritants de niveau master 2 ont la possibilité d'être recrutés sous statut de gendarme adjoint volontaire, emploi particulier. Dans ce cadre, ils bénéficient d'une préparation au concours d'officier (adaptée aussi à d'autres concours), en partenariat avec l'université Panthéon-Assas et l'EOGN. Accès sélectif.

LES IPAG ET CPAG

Les instituts de préparation à l'administration générale, rattachés aux universités, et les centres de préparation à l'administration générale, rattachés aux instituts d'études politiques, organisent des préparations aux concours, dont ceux de la Police nationale et de la Gendarmerie nationale. Accès sélectif.

LES IEJ

Les instituts d'études judiciaires rattachés aux universités préparent les étudiants inscrits en master 2 de droit, au concours d'officier de la Gendarmerie nationale.

*Tous les concours
sont ouverts
aux femmes
sans quotas.*

LES RECRUTEMENTS ET FORMATIONS DE SAPEURS-POMPIERS

De l'engagement en tant que volontaire au recrutement de fonctionnaires, la filière des sapeurs-pompiers offre différents parcours. Quelques pistes.

VOLONTAIRES OU PROFESSIONNELS

Dans les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) collaborent des professionnels recrutés sur concours et des volontaires qui représentent 78 % de l'effectif. L'engagement en tant que jeune sapeur-pompier, puis volontaire, facilite l'accès au statut de sapeur-pompier professionnel. Fonctionnaires territoriaux, les professionnels sont non-officiers ou officiers (de lieutenant à colonel).

DES FORMATIONS ADAPTÉES

Le bac pro métiers de la sécurité propose une dominante en sécurité incendie, en terminale. Les élèves effectuent un stage de 2 mois dans une caserne et s'entraînent 4 heures, chaque semaine, en vue des épreuves physiques. Autre voie privilégiée d'accès, notamment au grade de lieutenant : le DUT hygiène, sécurité, environnement qui aborde la sécurité incendie et la sécurité civile, les risques (technologiques, chimiques...) et le secourisme.

LES CONCOURS ET APRÈS

Outre les diplômes requis, les candidats aux concours doivent justifier de conditions particulières : nationalité française ou d'un pays membre de l'Union européenne, jouissance des droits civiques et moralité, aptitude physique, journée défense et citoyenneté effectuée. Les lauréats n'accèdent pas directement à un poste. Inscrits sur une liste d'aptitude nationale (valable 3 ans), ils doivent faire acte de candidature auprès des SDIS afin d'être recrutés.

LES SAPEURS-POMPIERS MILITAIRES

À Paris (et proche banlieue) et à Marseille, les sapeurs-pompiers sont des militaires rattachés respectivement à l'armée de terre et à la Marine nationale (*voir le tableau p. 88*). Par ailleurs, des sapeurs-sauveteurs, engagés sur contrat, interviennent en cas de catastrophe au sein des unités militaires de la sécurité civile. Il faut avoir 18 à 26 ans, le DNB ou un CAP.

Info@

www.interieur.gouv.fr
www.pompiersparis.fr
www.marinspompiersdemarseille.com

Jeune sapeur-pompier

POUR QUI ?

Être âgé de 10 ans (plus tard dans certains départements) à 18 ans et physiquement apte. De 14 à 16 ans pour les jeunes sapeurs-pompiers de Paris et les cadets des marins-pompiers de Marseille.

ACCÈS

Inscription à la rentrée scolaire auprès de l'union départementale de jeunes sapeurs-pompiers ou directement dans un centre de secours support d'une section de jeunes sapeurs-pompiers.

FORMATION ET MISSIONS

4 ans de formation aux techniques de secours, les mercredis et/ou samedis : initiation pour les 10 à 13 ans ; module de formation aux manœuvres incendie et de sauvetage pour les 13 et 14 ans, préparation du brevet de jeune sapeur-pompier pour les 14 à 18 ans. Entraînement sportif. Préparation de l'attestation prévention et secours civiques de niveau 1.

ET APRÈS ?

Le brevet de jeune sapeur-pompier est un atout majeur pour devenir sapeur-pompier volontaire ou professionnel, et dispense d'une partie de la formation initiale des sapeurs-pompiers volontaires.

Sapeur-pompier volontaire

POUR QUI ?

Avoir plus de 16 ans, être physiquement apte. Si le volontariat concerne surtout les sapeurs, les diplômés de l'enseignement supérieur peuvent s'engager en tant que lieutenants, capitaines, médecins, pharmaciens, vétérinaires ou infirmiers volontaires.

ACCÈS

Recrutement sur entretien. Candidature auprès des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).

FORMATION ET MISSIONS

Engagement pour une période de 5 ans tacitement reconductible. Participation aux activités d'un centre de secours, indemnisée et compatible avec des études ou avec une activité professionnelle. Formation initiale et continue assurée. La formation initiale aborde la lutte contre les incendies, le secours aux personnes, la protection des biens et de l'environnement.

ET APRÈS ?

Les sapeurs-pompiers volontaires ayant validé leur formation et justifiant de 3 ans d'activité en cette qualité ou en qualité de jeune sapeur-pompier peuvent être recrutés sapeurs-pompiers professionnels de 2^e classe sur épreuves spécifiques. Ils ont aussi accès au concours de sapeur-pompier professionnel de 1^{re} classe.

*Création en 2016
de formations optionnelles
de cadets de la sécurité
civile au sein de collèges
et lycées.*

Sapeur-pompier professionnel de 1^{re} classe

POUR QUI ?

Il faut avoir au moins 18 ans et :

- 1^{er} concours: être titulaire du diplôme national du brevet ou d'un CAP (au minimum). Le bac pro métiers de la sécurité dominante sécurité incendie est particulièrement bien adapté ;
- 2^e concours: être sapeur-pompier volontaire ou assimilé, avoir validé la formation et justifier de 3 ans d'activité, sans condition de diplôme.

ACCÈS

Concours sur épreuves. Pour le 1^{er} concours: dictée, mathématiques, épreuves physiques et sportives, entretien avec le jury.

FORMATION

Les lauréats du concours sont inscrits sur une liste d'aptitude et doivent chercher un poste dans un service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Une fois recrutés, ils sont nommés stagiaires pour un an et reçoivent une formation professionnelle.

ET APRÈS ?

Avec de l'expérience, accès possible aux fonctions de chef d'équipe, puis chef d'agrès (commandement d'un véhicule d'intervention comprenant un équipage et un véhicule de secours). Possibilité de se présenter au concours interne de lieutenant.

Lieutenant de sapeurs-pompiers de 1^{re} classe

POUR QUI ?

Titulaires d'un diplôme ou d'un titre de niveau bac+2, notamment le DUT hygiène, sécurité, environnement, bien adapté.

ACCÈS

Concours sur épreuves: culture générale, questionnaire (sécurité et environnement, droit, finances publiques), épreuves physiques et sportives, langue étrangère, entretien avec le jury. Une centaine de places par an.

FORMATION

Les lauréats du concours sont inscrits sur une liste d'aptitude et doivent chercher un poste dans un service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Une fois recrutés, ils sont nommés stagiaires pour un an et reçoivent une formation professionnelle à l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP) à Aix-en-Provence (13).

ET APRÈS ?

Les stagiaires qui ont satisfait aux épreuves de contrôle des connaissances sanctionnant la formation professionnelle sont titularisés et participent à des missions opérationnelles. Avec de l'expérience, accès possible au concours interne de capitaine.

Capitaine de sapeurs-pompiers

POUR QUI ?

Titulaires d'un diplôme ou titre de niveau bac+3, notamment les licences professionnelles protection civile et sécurité des populations; sécurité des biens et des personnes; hygiène-sécurité-environnement; les licences de chimie, de STAPS...

ACCÈS

Concours sur épreuves: culture générale, étude de cas (sécurité et environnement ou sciences de l'ingénieur ou droit-économie-gestion), épreuves physiques et sportives, épreuve de langue étrangère, entretien avec le jury. 25 places en 2015.

FORMATION

Les lauréats du concours sont inscrits sur une liste d'aptitude et doivent chercher un poste dans un service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Une fois recrutés, ils sont nommés stagiaires pour 18 mois et reçoivent une formation professionnelle à l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP) à Aix-en-Provence (13).

ET APRÈS ?

Les stagiaires qui ont satisfait aux épreuves de contrôle des connaissances sanctionnant la formation professionnelle sont titularisés et participent à des missions opérationnelles.

Les personnels médicaux et paramédicaux

Des médecins, des pharmaciens, des vétérinaires et des infirmiers exercent au sein des services d'incendie et de secours, soit 11300 volontaires et 600 professionnels. Leur mission: assurer la médecine préventive auprès des sapeurs-pompiers, secourir les victimes d'accidents et de sinistres, enseigner le secourisme, gérer la pharmacie du centre de secours...

Les professionnels sont recrutés par des concours sur titres. Les lauréats suivent un an de formation à l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP) d'Aix-en-Provence (13) en tant que stagiaires.

CONCOURS D'INFIRMIER

Il faut posséder le DE d'infirmier.

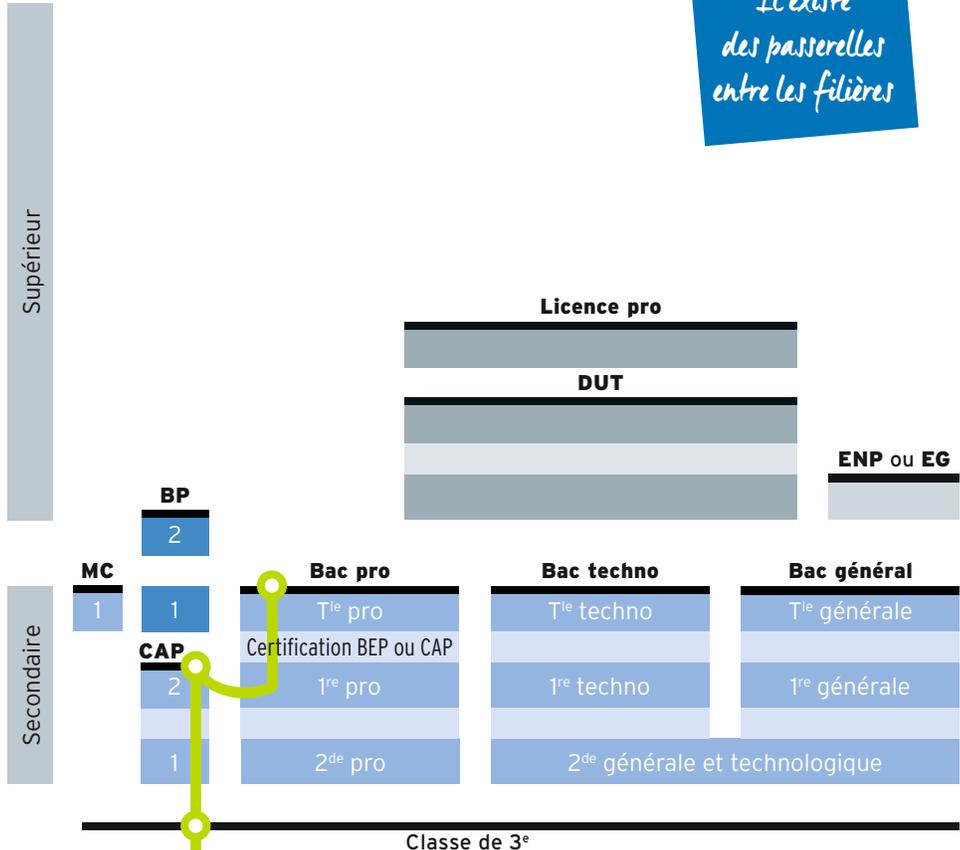
CONCOURS DE MÉDECIN ET DE PHARMACIEN

Il faut remplir les conditions exigées pour l'exercice de la médecine et de la pharmacie. Information auprès des services de santé et de secours médical (SSSM) rattachés aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).

PARCOURS D'ÉTUDES

À chacun son chemin

Il existe
des passerelles
entre les filières



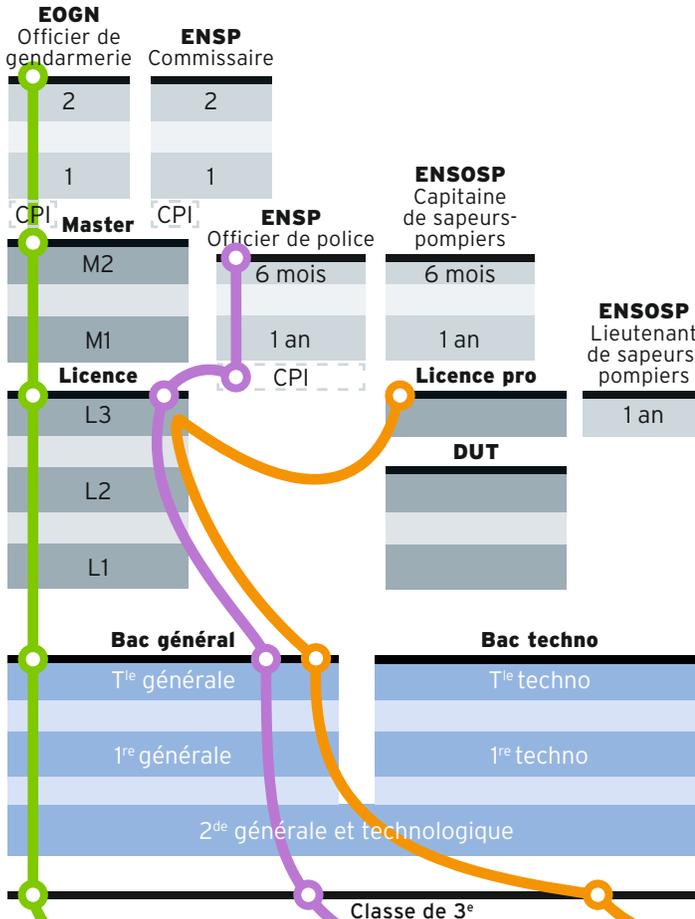
Florian,
bac pro via un CAP
→ p. 106

Légende

Lycée École Université

Apprentissage uniquement

Diplôme



Charlotte
EOGN (concours d'officier de la gendarmerie) via un master et une CPI → p. 109



Richard,
ENSP (concours d'officier de police) via une licence et une CPI → p. 108



Jean,
 licence pro via une 3^e année de licence → p. 107

Lexique

- BP** : brevet professionnel
- BTS** : brevet de technicien supérieur
- CAP** : certificat d'aptitude professionnelle
- CPI** : classe préparatoire intégrée
- DUT** : diplôme universitaire de technologie
- EG** : École de gendarmerie
- ENP** : École nationale de police
- EOGN** : École des officiers de la Gendarmerie nationale
- ENSOSP** : École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers
- ENSP** : École nationale supérieure de la police
- L** : licence
- M** : master
- MC** : mention complémentaire

VERS UN BAC PRO



« Les stages m'ont permis de découvrir les différents métiers de la sécurité. »

Florian Couvel, 17 ans

1 CAP AGENT DE SÉCURITÉ

Florian a toujours été attiré par les métiers de la sécurité. Le CAP agent de sécurité l'a mis sur la voie, avec à la clé certaines certifications professionnelles. « J'ai obtenu l'attestation service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) qui me permet d'exercer comme agent de sécurité incendie. »

2 DU CONCRET

« Les stages en entreprise m'ont permis de découvrir les différents métiers de la sécurité. On apprend mieux directement au contact des professionnels. » Il fait ses premiers pas lors d'un stage en hôpital, suivi d'un autre en centre commercial : « Je faisais de la surveillance, contrôlais les sacs, renseignais les personnes. J'ai aussi assuré la vidéosurveillance du magasin. »

3 CHOIX D'ORIENTATION

Encouragé par ses bons résultats, Florian décide de poursuivre en bac pro. « J'ai préféré le bac pro métiers de la sécurité à un brevet professionnel car il est plus adapté aux métiers de la sécurité publique. » Après un entretien avec la proviseure, le chef de travaux et deux enseignants, j'ai été admis en 1^{re} professionnelle.

4 BAC PRO MÉTIERS DE LA SÉCURITÉ

Toujours à l'aise dans ses études, Florian poursuit son projet d'entrer dans la gendarmerie et choisit l'option « sécurité publique et sûreté ». « Après le bac pro, je m'orienterai soit vers une poursuite d'études, soit vers un concours de la gendarmerie. » D'ici là, il lui faut encore effectuer différents stages : en gendarmerie, chez les pompiers, dans la Police municipale et dans une entreprise de sécurité privée.

VERS UNE LICENCE PRO



« Mes expériences à l'étranger ont sûrement favorisé mon recrutement. »

Jean Callies, 26 ans

1 EXPÉRIENCE BÉNÉVOLE

C'est en licence de gestion que Jean a trouvé sa vocation. « J'ai découvert le secteur de la sécurité en parallèle de mes études. Bénévole dans une association militante, je surveillais le bon déroulement des conférences de presse et assurais la protection de membres de l'association en déplacement. » Jean s'investit dans cette activité, jusqu'à s'entraîner physiquement 1h30 par jour : endurance, course, sport de combat...

2 PROFESSIONNALISATION

Faute de valider sa 3^e année de licence, Jean se professionnalise dans la sécurité, « pour apprendre à me protéger ainsi que les gens qui m'entourent ». Il se forme aux États-Unis et obtient une carte professionnelle d'agent de protection rapprochée, valable en France. D'autres formations, en secourisme et en sécurité maritime, complètent son profil.

3 LICENCE PRO EN ALTERNANCE

De retour en France, le jeune homme souhaite se créer un réseau professionnel. Il vise une licence pro sécurité des biens et des personnes, en alternance. « Après l'entretien d'admission, un membre du jury m'a proposé de m'accueillir dans l'entreprise de sécurité qu'il dirige, le temps de la formation. Mes expériences à l'étranger ont sûrement favorisé mon recrutement. »

4 LE DROIT ET LA PRATIQUE

La formation lui permet d'acquérir des connaissances indispensables en droit du travail et de la sécurité privée. « Côté pratique professionnelle, j'ai visité des bâtiments sécurisés. Je me suis formé aux techniques de vidéosurveillance et à l'installation d'une clôture de sécurité autour des bâtiments, par exemple. »

Sorti major de sa promo, Jean est consultant junior sûreté dans la même entreprise. Il continue à se former et vise à terme un master en sécurité intérieure.

VERS UNE ÉCOLE DE POLICE



« J'ai réussi le concours d'officier grâce à la prépa intégrée. »
Richard, lieutenant en CRS, 25 ans

1 STAGE EN COMMISSARIAT

Après un bac L mention bien, Richard décroche deux licences, en droit et administration publique. « Mon but était d'entrer dans la police judiciaire. Lors d'un stage de 3 semaines en commissariat, j'ai pu observer le travail d'un officier de police judiciaire et la vie d'une division. » En fin d'études, il tente le concours d'officier, sans succès.

2 CAP SUR LA CPI

« Une lettre jointe à mon relevé de notes du concours m'invitait à suivre une classe préparatoire intégrée (CPI) à l'École nationale supérieure de la police (ENSP) pour mieux préparer cet examen. » Richard est sélectionné sur critères sociaux, sur ses résultats scolaires et universitaires, et sur tests : des questions de droit, de procédure pénale, d'actualité et de culture générale.

3 PRÉPA AU CONCOURS

L'étudiant est hébergé en internat et reçoit une aide financière. En cours, il acquiert des méthodes de travail, notamment pour préparer un plan de dissertation. « Les 20 élèves de ma promo s'entraidaient. On étudiait aux côtés des élèves de l'ENSP et des policiers en formation interne. J'ai ainsi découvert les compagnies républicaines de sécurité (CRS). En totale immersion, je portais l'uniforme au quotidien. »

4 FUTUR OFFICIER

Fin prêt, Richard retente le concours visé et celui de gardien de la paix « afin de me donner plus de chances de devenir policier. Mais j'ai réussi le concours d'officier grâce à la CPI et à une préparation physique. L'ENSP m'a formé aux deux grandes facettes du métier, le judiciaire et le management. Avec des cours pratiques, comme des jeux de rôle, entre autres. »

À la sortie de l'école, Richard a choisi un poste en CRS. En exercice depuis moins d'un an, il aspire à devenir un jour capitaine adjoint d'une compagnie.

VERS UNE ÉCOLE DE LA GENDARMERIE



« La CPI apporte une bonne connaissance de la gendarmerie. »
Charlotte, lieutenant (officière), 26 ans

1 EN MASTER

Préparant un master 2 professeur des écoles, Charlotte décide de changer de voie : « Je me suis rendu compte que cela ne me correspondait vraiment pas. Ensuite, je me suis engagée comme réserviste dans l'armée de terre. » Puis, elle affine son projet et choisit la gendarmerie.

2 ADMISSION EN CPI

Le master lui permet de tenter le concours d'entrée à l'École des officiers de la Gendarmerie nationale (EOGN), sans succès. « Un ami m'a fait connaître la classe préparatoire intégrée (CPI). Je suis allée au centre d'information et de recrutement de la gendarmerie pour constituer un dossier de candidature. » Pour être admise, Charlotte a passé des tests de sélection écrits et oraux (culture générale, motivations...).

3 PRÉPA INTENSIVE

La formation dure un an. Après 15 jours d'instruction militaire (ordre serré, marche au pas, techniques de tir...), elle se consacre aux études (culture générale, droit, sport, langues, conférences...). « En plus de la préparation au concours, la CPI apporte une bonne connaissance des missions et des métiers de la gendarmerie. »

4 EN ÉCOLE D'OFFICIERS

Reçue au concours, Charlotte débute une formation de 2 ans. Les premiers mois, à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr Coëtquidan : « C'est une formation militaire très pratique avec des mises en situation. » Puis, à l'EOGN de Melun où elle suit des cours de droit, de gestion, de sciences politiques et de management du risque. Et effectue des stages professionnels (maintien de l'ordre, intervention, commandement).

En stage dans une compagnie de gendarmerie, Charlotte termine ses études avant de prendre ses fonctions au sein d'une communauté de brigades.



mon
orientation
en ligne.fr

DES CONSEILLERS/ÈRES
EN LIGNE PAR MAIL
TCHAT ET TÉLÉPHONE

L'Onisep et ses conseillers/ères répondent
à vos questions sur l'orientation,
les formations et les métiers.



TÉLÉPHONE

01 7777 12 25
10 h - 20 h
Du lundi au vendredi



TCHAT

10 h - 20 h
Du lundi au vendredi



MAIL

7j/7

BOITE À OUTILS



Retrouvez aussi
monorientationenligne
sur votre mobile
et téléchargez l'appli



» L'école
change avec
le numérique »
#EcoleNumerique



EMPLOI

LES EMPLOYEURS

L'État, les collectivités territoriales, les agences privées de sécurité : autant d'employeurs potentiels qui travaillent de plus en plus souvent ensemble.

LA POLICE NATIONALE

Quelque 120 000 policiers traitent 70 % de la délinquance, essentiellement en zone urbaine. De jour comme de nuit, ces fonctionnaires et contractuels (pour les adjoints de sécurité) du ministère de l'Intérieur assurent la surveillance de la voie publique, réalisent des interventions de « police secours », garantissent l'ordre public. Les agents et les officiers de police judiciaire constatent les infractions (atteintes aux personnes et aux biens, cybercriminalité, fraudes...) et effectuent des enquêtes sous le contrôle des magistrats. Certains policiers sont chargés de la sécurité aux frontières, d'autres de la prévention des menaces contre l'ordre public. Plus de 2 000 spécialistes de la police technique et scientifique mettent leurs compétences en biologie, physico-chimie, balistique..., au service des enquêteurs.

© DashaCAM/Fotolia.com

LA GENDARMERIE NATIONALE

Près de 97 000 militaires, dont 7 230 officiers, 76 600 sous-officiers et 13 000 volontaires, assurent la sécurité en zone rurale et périurbaine, soit 95 % du territoire. Les unités de la gendarmerie départementale se consacrent en permanence à des missions de maintien et de rétablissement de l'ordre, de police sur la route, de recherche du renseignement, d'assistance aux personnes, de police judiciaire (constatation des infractions, recherche des auteurs et des preuves, sous le contrôle des magistrats). De son côté, la gendarmerie mobile assure l'ordre public en se déplaçant sur l'ensemble du territoire en fonction des événements. La garde républicaine exerce auprès des hautes autorités de l'État, la gendarmerie des transports aériens dans les aéroports, la gendarmerie maritime sur le littoral.

LA SÉCURITÉ CIVILE

Secours à personnes, accidents de circulation, incendies, inondations, risques technologiques... 99 services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) sont au cœur des situations d'urgence. Parmi les 246 900 sapeurs-pompiers qui s'y consacrent, 40 800 sont des fonctionnaires territoriaux et 12 300 des militaires (à Paris et à Marseille). Les autres sont des volontaires, dont le nombre est en hausse notamment chez les jeunes sapeurs-pompiers et les cadets.

LES DOUANES

À ses missions fiscales, la douane ajoute un rôle important de lutte contre la contrefaçon, les trafics (armes et explosifs, stupéfiants...), le travail illégal. Quelque 8 000 fonctionnaires de l'État rattachés à la branche surveillance des Douanes s'y emploient sur tout le territoire. L'action de ces douaniers en uniforme et armés va être renforcée (550 postes d'agents supplémentaires sur 2016 et 2017).

LA POLICE MUNICIPALE

Environ 20 000 policiers municipaux, dont 1 000 gardes champêtres, sont employés par les communes. Ils exercent le plus souvent dans des services comptant moins de 5 personnes. Mais, dans une douzaine de villes, on dénombre plus de 100 agents. En tête : Nice, Lyon, Marseille, Cannes, Toulouse et Strasbourg. L'effectif de ces fonctionnaires territoriaux s'accroît régulièrement. Et des unités spécialisées se créent : motocycliste, équestre, nautique, cynotechnique, de nuit, pour l'environnement... Environ 40 % des policiers municipaux sont équipés d'une arme à feu. Par ailleurs, on recense une centaine de directeurs de police municipale.

LA SÉCURITÉ PRIVÉE

Si la sécurité privée compte environ 10 000 entreprises, seulement 40 % d'entre elles emploient un ou plusieurs salariés. Près du tiers de ces derniers est d'ailleurs concentré dans 10 majors. L'activité surveillance domine (67 % des professionnels dont 4 % d'agents cynophiles de sécurité), suivie par la filière incendie (12 %), la filière aéroportuaire (6 %) et la télésurveillance (4 %).

LES COMPÉTENCES ATTENDUES

Une bonne condition physique, une grande capacité d'adaptation, du dévouement et un comportement exemplaire. Les métiers de la sécurité sont exigeants et font appel à des profils complets.

Aptitude physique Être en forme

Sapeur-pompier, gendarme, policier... ces métiers exigent de l'endurance et un mental à toute épreuve. C'est pourquoi l'aptitude physique et médicale des candidats (état général, vision et sens chromatique, audition, psychisme) est vérifiée avant leur recrutement. De plus, les concours comportent des épreuves sportives : parcours d'obstacles, transport de poids, endurance cardio-respiratoire (Luc Léger), endurance musculaire, parcours d'habileté motrice, natation, selon les concours. Un sérieux entraînement s'impose : une mauvaise note est éliminatoire.

Savoir-être Contact et respect

Dans la sécurité publique comme dans la sécurité privée, les compétences relationnelles priment. *« Il faut être courtois et faire preuve d'un respect absolu des personnes »*, souligne Pierre-Antoine Mailfait, secrétaire général de l'Union des entreprises de sécurité privée. Ces métiers sont soumis à des règles de déontologie très strictes. Et l'accès aux formations qui y préparent impose l'obtention d'une autorisation administrative, délivrée après enquête et examen du casier judiciaire.

Le permis de conduire est indispensable pour être titularisé dans la police et la gendarmerie.



© Laurence Prat/Onisep

Professions réglementées

Une formation agréée

Agent cynophile de sécurité, agent de sécurité, agent de sûreté aéroportuaire, convoyeur de fonds, détective, garde du corps, opérateur de vidéoprotection : ces métiers ne sont ouverts qu'aux titulaires d'une carte professionnelle. Pour l'obtenir, il faut justifier son aptitude professionnelle, soit par un diplôme de l'Éducation nationale dans le domaine de la sécurité, soit par une certification professionnelle inscrite au RNCP, soit par un certificat de qualification professionnelle (CQP) ou un titre professionnel reconnu par un État membre de l'Union européenne. Les établissements délivrant ces certificats ou titres doivent être agréés par le Conseil national des activités privées de sécurité (Cnaps).

Police judiciaire

Compétences rédactionnelles et juridiques

Rapports d'intervention, procès-verbaux d'auditions... les documents écrits par les policiers et les gendarmes exerçant des missions de police judiciaire doivent être clairs et précis. L'expression française, les capacités de synthèse et d'analyse sont des critères importants de réussite aux concours. Par ailleurs, une enquête policière s'inscrit dans un cadre juridique strict. Une garde à vue ou une perquisition mal conduites sont frappées de nullité. Les officiers de police judiciaire connaissent et appliquent le droit et la procédure pénale. Ces matières figurent aux concours et font l'objet de formations internes.

Missions de terrain

Disponibilité, solidarité, adaptabilité

« Un gendarme ne compte pas ses heures. Vivant à proximité de sa brigade, il peut être appelé pendant son déjeuner ou la nuit pour un événement grave », souligne Morgane Mahieux, une responsable ressources humaines à la Gendarmerie nationale. Sur le terrain, le sang-froid et la capacité à prendre du recul sont indispensables pour évaluer une situation et y répondre de manière adaptée. Au service de la population, policiers, gendarmes et sapeurs-pompiers ont un sens aigu du dévouement et de la solidarité. Envers les citoyens, mais aussi envers leurs collègues : lors d'interventions délicates, la cohésion du groupe est primordiale. Des valeurs auxquelles on peut s'initier dans le cadre d'activités associatives, du service civique ou du volontariat.

LES TENDANCES DU RECRUTEMENT

Même si les embauches atteindront des pics en 2016 et 2017, il y a toujours des places à prendre dans la sécurité publique comme dans la sécurité privée. À condition d'avoir le bon profil.

Sécurité publique : plus de moyens

En alerte maximale, les forces de l'ordre étoffent leurs effectifs. En 2017 comme en 2016, plus de 4 600 gardiens de la paix sortiront des écoles de police alors qu'ils n'étaient que 488 en 2012. La gendarmerie devrait recruter plus de 6 500 sous-officiers en 2016, contre plus de 4 000 en 2015. Les Douanes annoncent la création de 1 000 postes en 2016-2017. Les mairies renforcent aussi leurs dispositifs de sécurité : le recrutement des policiers municipaux a augmenté de 24 % entre 2014 et 2015¹. Difficile, cependant, de définir une tendance pour l'après-2017. On pourrait retrouver le niveau habituel d'offre de postes, déjà élevé en raison des nombreux départs.

*7 050 sociétés
ont une activité
de télésurveillance.*

Des concours sélectifs

Si le nombre de postes aux concours augmente, les candidatures suivent la même courbe. La gendarmerie en a reçu plus de 24 000 pour la 1^{re} session de concours 2016, soit deux fois plus que pour les deux sessions 2015. Reste que, traditionnellement, les concours sont sélectifs : 7 candidats pour 1 poste de gendarme, par exemple. Suivre un parcours de formation adapté favorise la réussite, mais cela ne suffit pas. La culture générale et la personnalité des candidats sont des critères très importants.

Sécurité privée : la tension monte

Dans les centres commerciaux, les transports en commun, les sites industriels sensibles, les zones portuaires... la sécurité privée est fortement sollicitée. La RATP prévoit ainsi de recruter 140 agents de sécurité et de contrôle en 2016. De son côté, la responsable ressources humaines d'une société de sécurité privée leader souligne : « La demande a doublé depuis fin 2015. Ce matin, j'ai recruté trois agents de sécurité et deux agents de sécurité incendie. »

SÉCURITÉ PRIVÉE



Près de

152 000

salariés.

1600

créations de postes entre 2013 et 2014.

44%

des agents travaillent en Ile-de-France.

15% sont des femmes.



Source: Observatoire des métiers de la prévention et de la sécurité, 2015

Le turn-over des emplois contribue à amplifier l'offre. Le secteur prévoit 6 200 recrutements supplémentaires en 2016². Et, sur les quelque 28 000 projets d'embauche, près de 37 % sont jugés difficiles à réaliser. En cause, la faible attractivité de professions marquées par des conditions de travail difficiles et des embauches majoritairement en CDD faiblement rémunérés. De plus, certains candidats sont écartés faute de remplir les conditions: pour obtenir la carte professionnelle, valable 5 ans, il faut satisfaire à une enquête de moralité et avoir suivi une formation professionnelle reconnue.

Le numérique crée de l'emploi

Vol de données informatiques dans une grande entreprise, escroquerie sur Internet... dans une société hyper connectée, le risque de cyberattaques est élevé. Cela conduit les entreprises à renforcer ou créer des unités dédiées à la cybersécurité. De son côté, le ministère de la Défense prévoit d'employer quelque 500 spécialistes de la cybersécurité à l'horizon 2019. Pour lutter contre la cybercriminalité, la police dispose de 389 investigateurs et la gendarmerie de 260 enquêteurs en technologies numériques. Une autre activité se développe: la vidéosurveillance, au sein de centres de sécurité rattachés à des communes, à des sociétés de transport, à des sociétés privées.

1. Baromètre des bourses de l'emploi local, février 2016.

2. Enquête besoins en main-d'œuvre, Pôle emploi/Credec, 2016.

MES DÉBUTS DANS LA POLICE



CV

*Manon,
gardienne de la paix en commissariat*

Niveau bac L

Un an de formation en établissement public d'insertion de la Défense (Epidé)

Manon a accédé au corps de gardien de la paix, sans le bac, par la voie interne. *« J'ai quitté le lycée en terminale. J'avais besoin d'être plus active, mieux encadrée, et de travailler au plus vite. »* Elle s'inscrit alors dans un établissement public d'insertion de la Défense (EPIDE), qui aide les jeunes en difficulté à construire un projet professionnel.

*Son
conseil !*

« Une expérience d'adjoint de sécurité permet de confirmer ou non son choix d'intégrer la police. Les bacheliers ont intérêt à passer la sélection d'ADS parallèlement au concours de gardien de la paix. »

En Epidé

Pendant 11 mois, Manon développe sa culture générale aux côtés de 50 jeunes *« de tout niveau social, toutes origines confondues »*. Elle apprécie de pratiquer plus de sport qu'au lycée, à raison d'une dizaine d'heures par semaine, entre autres activités. Et se prépare ainsi à intégrer la police.

Cadette de la République

« J'ai choisi de m'engager comme cadette de la République. » Manon passe les épreuves de sélection avec succès et reçoit une formation d'un an, incluant des stages en commissariat et une préparation au concours de gardien de la paix.

Adjointe de sécurité

Recrutée sur contrat en tant qu'adjointe de sécurité (ADS), la jeune femme intègre un commissariat. *« J'orientais les personnes à l'accueil. Je faisais aussi des patrouilles pédestres sur un site touristique. De temps en temps, j'assistais un major de police aux contrôles radar et routier en véhicule. »*

Gardienne de la paix

Dans la foulée, Manon réussit le concours de gardien de la paix. En attendant de recevoir la formation dédiée, elle continue d'exercer pendant 9 mois en tant qu'ADS. *« J'ai appris à faire face aux situations difficiles et j'ai acquis de la pratique. »* Après un an en école de police, elle est actuellement *« stagiaire pour un an, dans un autre commissariat, en missions de police secours et responsable de policiers ADS »*.

MES DÉBUTS DANS LA GENDARMERIE



Ludwig,
gendarme départemental

CV

Formation de gendarme adjoint volontaire (GAV)
École des sous-officiers de la gendarmerie

Son
conseil !

« Rejoindre la gendarmerie, c'est être motivé et disponible, avoir l'esprit de cohésion et du service public. »

« J'ai commencé des études de droit tout en étant réserviste de la gendarmerie. » Intéressé par la police judiciaire et le contact avec la population, Ludwig abandonne ses études et devient gendarme adjoint volontaire (GAV). Une expérience qu'il a mise à profit pour passer avec succès le concours de sous-officier, 2 ans et demi plus tard.

Premiers pas comme GAV

« Après 3 mois de formation, je suis en partie en brigade motorisée. » Chargé d'assister les gendarmes, Ludwig participait à la sécurité routière: contrôles routiers, constatation d'accidents de la circulation... « À mon arrivée, j'ai travaillé avec quatre gendarmes adjoints plus anciens et j'ai donc pu bénéficier de leur expérience. »

Un tremplin

Le jeune homme considère qu'avoir débuté comme GAV a grandement motivé son choix de devenir gendarme. « Cette expérience m'a permis de découvrir les valeurs d'une institution militaire. C'est aussi un moyen pour les non-bacheliers d'accéder au concours de sous-officier et donc à une carrière longue », précise Ludwig. Devenu gendarme départemental, il intervient sur des enquêtes judiciaires, des accidents, des différends familiaux... « Depuis 1 an et demi, je m'occupe en plus du recrutement et suis correspondant N'Tech. »

Monter en grade

Ludwig vient d'obtenir l'examen d'officier de police judiciaire (OPJ). Il peut désormais diriger des enquêtes judiciaires et décider, par exemple, d'effectuer des perquisitions ou de placer une personne en garde à vue. « C'est une responsabilité beaucoup plus importante qui s'accompagne d'un changement de grade. Être OPJ peut me permettre aussi de monter en grade, voire de me présenter au concours d'officier de gendarmerie. »

MES DÉBUTS COMME SAPEUR-POMPIER



CV

*Tony Delapré,
capitaine de sapeurs-pompiers professionnels*

DUT hygiène, sécurité, environnement

*Son
conseil !*

« Il faut avoir un bon bagage scolaire car, même en commençant en bas de l'échelle, il est possible d'évoluer tout au long de la carrière si les bases d'enseignement sont suffisantes. »

C'est une histoire de famille: «*Mon oncle, mon père étaient sapeurs-pompiers.*» À 16 ans, Tony intègre ainsi très naturellement le centre de secours de sa commune, en Vendée. Pendant 8 ans, ce grand sportif fera son apprentissage comme sapeur-pompier volontaire (SPV).

Multiplier les expériences

En parallèle, Tony passe un bac scientifique et prépare un DUT hygiène, sécurité, environnement à l'IUT de Bordeaux. «*Pendant les saisons estivales, mon statut de SPV me permettait de renforcer les centres de secours côtiers et d'affiner mon projet professionnel.*» Puis, cet esprit curieux et dévoué choisit de faire son service militaire à l'unité de sécurité civile n° 7 de Brignoles (83) où il découvre les campagnes de lutte contre les feux de forêt.

Passer les concours

À 24 ans, Tony passe le concours de sapeur-pompier professionnel et intègre le centre de secours de La Roche-sur-Yon (85). 2 ans plus tard, cet homme d'action devient officier et se retrouve lieutenant au centre de secours d'Angers (49). À 31 ans, nouveau concours et nouveau poste: il devient capitaine au SDIS 44 en tant que préventionniste, puis adjoint au chef de centre.

Formation permanente

9 ans plus tard, ce capitaine est un vrai manager. Il organise le travail, forme les personnels, définit les procédures... «*Nous devons nous former en permanence aux outils et aux opérations.*» Et, même si les sorties ne se font plus à raison de 400 par an comme au début, pas question de faire l'impasse sur les 24 gardes de 24 h, et les 4 semaines d'astreinte.

MES DÉBUTS COMME AGENT DE SÉCURITÉ



CV

*Arnaud Rabiller,
agent de sécurité pour Securitas à Paris*

Certificat d'agent de sécurité préparé à l'Afpa

Rien ne prédestinait Arnaud, à travailler dans la sécurité. Passé par une école hôtelière, il officie dans un restaurant 2 étoiles avant de changer radicalement de cap. Après 7 ans comme surveillant de prison, il multiplie les petits boulots, dont ambulancier, maître nageur, etc.

Son conseil !

« Pour s'engager dans ce métier, il est d'important d'aimer les relations humaines, de faire preuve de patience, de pragmatisme et de réactivité. Une bonne condition physique est aussi nécessaire. »

Certifications professionnelles

Il y a un an, le quadragénaire s'installe à Paris. Pragmatique, il suit une formation pour obtenir le certificat d'agent de prévention et de sécurité à l'Afpa de Gonesse (95). « Je savais que le secteur de la sécurité privée offrait de nombreux débouchés et j'avais le profil. » Profil qu'il complète par des formations en sûreté, en sécurité incendie (SSIAP1), en secourisme et en aptitude électrique (HOBO).

Trouver le bon stage

C'est lors d'un stage, dans le cadre de sa certification, qu'il rencontre Securitas. « Après l'obtention du diplôme, j'ai rappelé la personne de Securitas que j'avais rencontrée », précise Arnaud. Il lui faut alors réussir une stricte procédure de recrutement. Le passage obligé pour décrocher un CDI auprès de cette importante entreprise privée de sécurité.

Réussir les tests d'aptitude

Le futur agent est soumis à « une batterie de tests consistant en des mises en situation qui visent à vérifier le comportement en matière de sûreté, de sécurité incendie et de secours aux personnes. Ce métier demande en effet du sérieux, de la résistance, le goût du contact, et d'être vigilant ».

À DÉCOUVRIR !



onisep

LES MÉTIERS DE LA JUSTICE

PARCOURS

COLLECTION



MÉTIERS • ÉTUDES • ENSEIGNEMENT

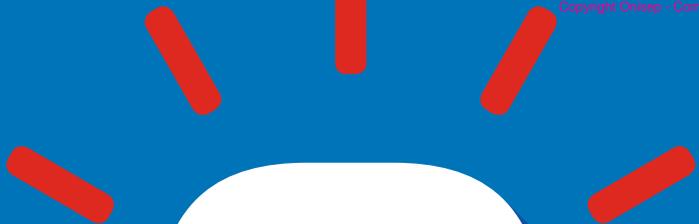
12€

En vente sur www.onisep.fr/lalibrairie



onisep





GUIDE PRATIQUE

PRÉPARER SON ENTRÉE EN VOIE PRO

Futur lycéen professionnel ou apprenti: le point sur le calendrier, les moments clés et les interlocuteurs qui vous accompagnent tout au long de la classe de 3^e.

Octobre à décembre

SE RENSEIGNER

→ Cette première phase consiste à se renseigner au centre de documentation et d'information (CDI) du collège, auprès d'un centre d'information et d'orientation (CIO), en échangeant avec le professeur principal ou le conseiller d'orientation-psychologue (COP). En complément, consultez au CDI les guides *Après la 3^e* et ceux sur le CAP ou le bac pro proposés sur www.onisep.fr, ainsi que sur le site www.onisep.fr/voie-pro.

Décembre à février

EXPLORER

→ Rendez-vous aux différents **salons et journées portes ouvertes (JPO)** des lycées professionnels (LP) et centres de formation d'apprentis (CFA) de votre région. Envisagez toutes les formations qui vous intéressent et visitez les établissements qui les proposent. Préparez ces visites en listant les questions que vous vous posez. Le calendrier des JPO est publié sur le site de l'académie et/ou des délégations régionales de l'Onisep. Votre stage d'observation est aussi l'occasion de vérifier votre intérêt pour le métier qui vous attire.

À noter: pour les lycées privés, des préinscriptions ont parfois lieu lors de ces JPO.

Info+

Indépendante de la procédure d'affectation, la recherche d'un **maître d'apprentissage** commence dès le mois de janvier avec l'aide de votre famille et en vous renseignant dans les CFA. Mais il est conseillé de s'inscrire aussi en parallèle dans une formation à temps plein comme solution de repli.

Février à mars

AFFINER SES CHOIX

→ Vous devez formuler des **intentions d'orientation** sur une fiche navette: 2^{de} pro ou CAP. Un avis provisoire est rendu lors du 2^e conseil de classe de 3^e. Parallèlement, continuez à approfondir votre information grâce aux **mini-stages** organisés par les établissements de certaines académies. Cette visite sur une journée ou une demi-journée est l'occasion de découvrir les filières et les spécialités, d'assister à un cours, d'observer des ateliers, de rencontrer des élèves et des professeurs.

Mars à juillet

FORMULER SES VŒUX

→ De mars à mai, finalisez vos **vœux définitifs d'orientation**: type de diplôme visé (CAP ou bac pro), spécialité(s) envisagée(s), modalités de formation (temps plein ou apprentissage), établissements ciblés.

→ À partir de mai, formulez vos **vœux définitifs d'affectation** par ordre de préférence, via une procédure informatisée. N'hésitez surtout pas à en exprimer plusieurs. Dans la voie professionnelle, les élèves peuvent se porter candidats dans n'importe quel lycée de l'académie, voire d'une autre académie, sous conditions (déménagement, formation rare...). Renseignez-vous bien sur le nombre de candidats par rapport à la capacité d'accueil. La notification d'affectation reçue, n'oubliez pas de vous inscrire dans l'établissement (dates à respecter) afin de ne pas perdre votre place au profit d'un candidat sur liste d'attente.

PRÉPARER SON ENTRÉE DANS LE SUPÉRIEUR

Dès la classe de 1^{re}, commencez à construire votre parcours étape par étape.

Classe de 1^{re}

SEPTEMBRE À DÉCEMBRE

- Engagez le **dialogue** avec l'équipe éducative et participez aux **actions d'orientation et d'information** organisées dans votre lycée.
- Profitez des **salons d'orientation** ou des **conférences thématiques** organisés dans votre région pour démarrer la réflexion en famille, en parallèle de l'accompagnement effectué en classe.
- Sur www.onisep.fr, consultez le guide *Entrer dans le Sup après le bac* de votre région. Il permet de repérer toute l'offre de formation dans votre académie, avec indication des cursus publics et privés. Pour une information plus approfondie, consultez l'onglet « Après le bac » sur www.onisep.fr.
- Pour une réflexion autour de vos centres d'intérêt et le choix de votre formation, prenez rendez-vous avec un conseiller d'orientation-psychologue du **centre d'information et d'orientation (CIO)** le plus proche de chez vous.

DÉCEMBRE À FÉVRIER

- Universités, centres de formation d'apprentissage (CFA), écoles... les établissements organisent des **journées portes ouvertes (JPO)**. Retrouvez les dates de ces journées sur www.onisep.fr, dans l'espace dédié à votre région ou sur le site de votre rectorat.
- Des **journées d'immersion** permettent aussi d'aller découvrir les universités, seul ou avec sa classe. C'est l'occasion de rencontrer des étudiants et des enseignants, de suivre certains cours, de sentir l'ambiance de travail.
- L'accès à l'immense majorité des places dans le supérieur est régi par la **procédure nationale d'admission post-bac (APB)**. Renseignez-vous sur les modalités, le calendrier, etc.

Classe de terminale

SEPTEMBRE À DÉCEMBRE

- En préparation des inscriptions, repérez sur www.onisep.fr les filières dont l'inscription s'effectue via la procédure Admission post-bac, et celles qui ont leur propre procédure d'inscription.
- Pour des renseignements précis sur une filière d'études, n'hésitez pas à poser toutes vos questions par courrier électronique, tchat ou téléphone aux conseillers de l'Onisep qui assurent le service www.monorientationenligne.fr.

DÉCEMBRE À MARS

- Sur www.onisep.fr, consultez le guide *Entrer dans le Sup après le bac* de votre région avant d'effectuer vos vœux sur www.admission-postbac.fr dès janvier, ou directement auprès des établissements dans certains cas. Si vous visez une formation en **apprentissage**, postulez également auprès des entreprises.
- Poursuivez aussi les **visites d'établissements**.

Info+

Le site www.admission-postbac.fr permet aux élèves de terminale d'effectuer des demandes d'inscription dans plusieurs filières du supérieur. Dès le mois de décembre, vous y trouverez la liste des formations ouvertes à la rentrée suivante, le calendrier et les différentes étapes à respecter, les profils particuliers (déjà bachelier, bac obtenu à l'étranger). Ceux qui visent l'université peuvent aussi faire une demande de conseil (dite « orientation active ») sur les licences qui les intéressent.

S'INSCRIRE AUX CONCOURS

Les conditions générales d'accès

- Justifier de la nationalité française: pour la Police nationale, la Gendarmerie nationale, la Police municipale et pour les emplois des Douanes (branche surveillance) qui participent à l'exercice de prérogatives de puissance publique.
- Avoir accompli la journée défense et citoyenneté.
- Être en possession de ses droits civiques.
- Être de bonne moralité, le bulletin n° 2 du casier judiciaire ne devant comporter aucune mention incompatible avec l'exercice des fonctions envisagées.
- Remplir les conditions d'aptitude physique et mentale exigées par l'emploi.
- Satisfaire aux conditions d'âge et de diplôme. Pour certains concours (Police nationale ou municipale, Douanes, notamment), les pères et les mères de famille d'au moins trois enfants, qu'ils élèvent ou ont élevés effectivement, ainsi que les sportifs de haut niveau peuvent faire acte de candidature sans condition de diplôme.

Les inscriptions en vue d'une sélection ou d'un concours

POLICE NATIONALE

Les candidats ont le choix entre l'inscription papier et l'inscription en ligne (recommandée). Pour toute question relative aux sélections et aux concours de la Police nationale, contacter :

→ Par mail en remplissant un formulaire de contact : www.lapolicenationale recrute.fr

→ Par téléphone : numéro vert (gratuit depuis un poste fixe) 08 00 22 08 00 du lundi au jeudi 8 h 30-17 h 30 et vendredi 8 h 30-17 h

Le service régional du recrutement :

• **Zone Ouest** (dép. 14-18-22-27-28-29-35-36-37-41-44-45-49-50-53-56-61-72-76-85)
Bureau zonal du recrutement - 30, rue du Mûrier - BP 10700 - 37542 Saint-Cyr-sur-Loire - 02 47 42 85 35

• Zone Sud-Ouest

(dép. 16-17-19-23-24-33-40-47-64-79-86-87)
Bureau du recrutement - 89, cours Dupré de Saint-Maur - BP 30091 - 33041 Bordeaux Cedex - 05 56 99 71 71 - sgap33-recrutement@interieur.gouv.fr

• **Zone Nord** (dép. 02-59-60-62-80) Cité administrative - rue de Tournai (15^e étage) - BP 2012 - 59012 Lille Cedex - 03 20 62 48 80 -

sgami-nord-drh-recrutement@interieur.gouv.fr

• Zone Sud-Est

(dép. 01-03-07-15-26-38-42-43-63-69-73-74) - Bureau du recrutement - 215, rue André Philip - 69421 Lyon Cedex 03 - 04 72 84 54/57/98 - sgami-se-recrutement@interieur.gouv.fr

• Zone Sud

(dép. 04-05-06-13-2A-2B-30-34-48-66-83-84 - Bureau du recrutement - 299, chemin de Sainte Marthe - 13313 Marseille Cedex 14 - 04 86 57 68 00

• **Zone Est** (dép. 08-10-51-52-54-55-57-67-68-88-21-25-39-58-70-71-89-90) -

Bureau du recrutement Espace Riberpray - rue Belle Isle - BP 51064 - 57036 Metz Cedex 01 - 03 87 16 11 27 -

sgap57-recrutement@interieur.gouv.fr

• Zone Paris-Ile-de-France

(départ. 75-77-78-91-92-93-94-95) - Préfecture de police - Bureau du recrutement - 11, rue des Ursins - 75195 Paris Cedex 04 - 01 53 73 53 27/17 -

prefpol.drh-sdp-recrutement@interieur.gouv.fr

• **Outre-mer** : adresses sur www.lapolicenationale-recrute.fr

GENDARMERIE NATIONALE

Pour toute question relative aux sélections et aux concours de la Gendarmerie nationale, consulter :

→ Sur Internet : www.lagendarmerierecrute.fr

→ Par téléphone : numéro indigo 08 20 220 221

→ Sur place, le centre d'information et de recrutement (CIR) régional :

• **CIR d'Alsace** (dép. 67-68) - 17 d, rue de Molsheim - 67100 Strasbourg - cir.strasbourg@gendarmerie.interieur.gouv.fr

• **CIR d'Aquitaine** (dép. 24-33-40-47-64) - 18, place Pey Berland - 33000 Bordeaux - cir.bordeaux@gendarmerie.interieur.gouv.fr

• **CIR d'Auvergne** (dép. 03-15-43-63) - 4 bis, rue Rouget de Lisle - 63000 Clermont-Ferrand - cir.clermont-ferrand@gendarmerie.interieur.gouv.fr

- **CIR de Basse-Normandie** (départ. 14-50-61) - Caserne le Flem - 29, avenue du 43^e Régiment d'artillerie - 14000 Caen - cir.caen@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR de Bourgogne** - (départ. 21-58-71-89) - Centre commercial de la Toison d'or - Avenue de Langres - 21000 Dijon - cir.dijon@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR de Bretagne** (départ. 22-29-35-56) - Caserne Margueritte - 85, boulevard G. Clémenceau BP 33284 35032 Rennes Cedex - cir.rennes@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR du Centre** (départ. 18-28-36-37-41-45) - 42, boulevard Alexandre Martin - 45000 Orléans - cir.orleans@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR de Champagne-Ardenne** (départ. 08-10-51-52) - 10, rue Gambetta - 51100 Reims - cir.reims@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR de Franche-Comté** (départ. 25-39-70-90) - Caserne Capitaine Girard - 26, rue des Justices - 25000 Besançon - cir.besancon@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR de Haute-Normandie** (départ. 27-76) - 10, rue de Crosne - 76000 Rouen - cir.rouen@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR d'Ile-de-France** (départ. 75-77-78-91-92-93-94-95) - 12, rue de Béarn - 75003 Paris - cir.paris@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR de Languedoc-Roussillon** (départ. 11-30-34-48-66) - Caserne Lepic - 359 rue de Fontcouverte - 34070 Montpellier - cir.montpellier@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR du Limousin** (départ. 19-23-87) - 2, boulevard Carnot - 87000 Limoges - cir.limoges@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR de Lorraine** (départ. 54-55-57-88) - Centre commercial Saint Jacques - 3, place du Forum - 57000 Metz - cir.metz@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR de Midi-Pyrénées** (départ. 09-12-31-32-46-65-81-82) - Caserne Courrègue 202, avenue Jean-Rieux - 31000 Toulouse - cir.toulouse@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR du Nord - Pas-de-Calais** (départ. 59-62) - 49, boulevard Louis XIV - 59000 Lille - cir.lille@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR des Pays de la Loire** (départ. 44-49-53-72-85) Caserne Lamoricière - 4, rue d'Allonville - 44000 Nantes - cir.nantes@gendarmerie.interieur.gouv.fr

- **CIR de Picardie** (départ. 02-60-80) - 1, rue Caumartin - 80000 Amiens - cir.amiens@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR de Poitou-Charentes** (départ. 16-17-79-86) - 35, rue du marché Notre-Dame - 86000 Poitiers - cir.poitiers@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR de Provence-Alpes-Côte d'Azur** (départ. 2A-2B-04-05-06-13-83-84) - Caserne Hetzel - 162, avenue de la Timone - 13010 Marseille - cir.marseille@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **CIR de Rhône-Alpes** (départ. 01-07-26-38-42-69-73-74) - Caserne Général de division Delfosse - 2, rue Bichat - 69002 Lyon - cir.lyon@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- **Outre-mer** : adresses sur www.lagendarmerie-recrute.fr

POLICE MUNICIPALE

Les concours de recrutement de la filière sécurité des collectivités territoriales sont organisés par les centres de gestion (départementaux) de la fonction publique territoriale. Les annonces de concours sont publiées par la Fédération nationale des centres de gestion sur <http://concours.fncdg.com>

DOUANES

Les concours des Douanes sont organisés par le ministère des Finances et des Comptes publics. Sur Internet : www.economie.gouv.fr/recrutement.

Pour les concours d'agent de constatation des Douanes, contacter :

→ Par téléphone : 08 10 87 37 67 (de 8 h 30 à 16 h 30, coût d'un appel local)

→ Par mail : enfip.ccl@dgfip.finances.gouv.fr

Pour les concours de contrôleur et d'inspecteur, contacter :

→ Par téléphone : Infos Douane Service 08 11 20 44 44

→ Sur Internet : www.douane.gouv.fr

SAPEURS-POMPIERS

Les sapeurs-pompiers sont recrutés par les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS). Les concours d'officiers de sapeurs-pompiers professionnels sont organisés au plan national par le ministère de l'Intérieur. Consulter www.interieur.gouv.fr (rubrique « Métiers et concours/les concours de sapeurs-pompiers »).

CARNET D'ADRESSES DES FORMATIONS

L'information sur les formations et les établissements est mise à jour en permanence sur www.onisep.fr.

Au sommaire

CAP.....	128
MC.....	129
Bacs pro.....	129
DUT.....	132
Licences professionnelles.....	133
Licences.....	134
Masters.....	134
IEP.....	136
Centres de préparation de l'administration générale.....	136
Instituts de préparation à l'administration générale.....	136
Écoles d'application de la sécurité publique.....	137

CAP

Liste (classée par départements) des établissements préparant aux CAP mentionnés dans cette brochure. Les formations par apprentissage sont signalées par un **A**.

AGENT DE PRÉVENTION ET DE MÉDIATION

- 06 Carros** CFA de Carros
04 92 08 20 80 **CFA public A**
- 12 Rodez** LP L Querbes
05 65 77 14 80 **Pr Sc S**
- 64 Anglet** LP Sainte-Anne
05 59 63 83 93 **Pr Sc S**
- 78 Les Mureaux** Lycée J de Vaucanson
01 30 99 94 10 **Public A**
- 93 Bobigny** CFA Campus 93
01 41 83 38 38 **Consulaire A**
- 95 Jouy-le-Moutier** CFA Institut
de l'environnement urbain
01 34 32 78 00 **CFA privé A**
- 972 Fort-de-France** CFA Tertiaire de la CCI
de Martinique 05 96 61 61 32 **Consulaire A**
- 976 Pamandzi** Lycée de Petite Terre
0269 60 55 65 **Public S**

AGENT DE SÉCURITÉ

- 01 Bourg-en-Bresse** LP JM Carriat
04 74 32 18 48 **Public S**
- 02 Chauny** LP St-Charles
03 23 52 10 50 **Pr Sc S**
- 06 Nice** Institut de formation aéronautique
04 92 29 48 18 **Consulaire A**
- 06 Nice** LP les Palmiers
04 92 00 36 46 **Public S**
- 07 Le Teil** LP St-André
04 75 49 02 44 **Pr Sc S**
- 07 Tournon-sur-Rhône** LP M Bouvier
04 75 07 86 50 **Public S**
- 08 Charleville-Mézières** LP A Malaise
03 24 37 33 33 **Public S**
- 13 Istres** LP P Latécoère
04 42 41 19 50 **Public S**
- 13 Marseille** LP Ampère
04 91 29 84 00 **Public S**
- 13 Marseille** LPTR de L'Estaque
04 95 06 90 70 **Public S**
- 13 Marseille** LP J Raynaud
04 91 66 39 40 **Pr Sc A S**
- 17 Saint-Jean-d'Angely** LP B Pascal
05 46 32 00 80 **Public S**
- 21 Chenove** LP Antoine
03 80 52 23 23 **Public S**
- 22 Rostrenen** LP Rosa Parks
02 96 29 02 16 **Public S**
- 23 Saint-Vaury** LP LG Roussillat
05 55 80 27 55 **Public S**
- 25 Montbéliard** LP les Huisselets
03 81 99 31 00 **Public S**
- 25 Vercel-Villedieu-le-Camp** MFREO
03 81 56 39 40 **Pr Sc A**
- 30 La Grand-Combe** LP Pasteur
04 66 34 06 72 **Pr Sc S**
- 30 Nîmes** LP J Raimu
04 66 64 20 33 **Public S**
- 33 Bègles** LP E Combes
05 57 35 55 00 **Public S**
- 34 Castelnaud-le-Lez** Lycée G Pompidou
04 67 02 99 10 **Public A S**
- 38 Grenoble** LP Guynemer
04 76 09 74 18 **Public S**
- 40 Tarnos** LP A Croizat
05 59 64 71 34 **Public S**
- 41 Vendôme** LP Ampère
02 54 23 31 00 **Public S**
- 42 Roanne** LP Arago
04 77 23 91 45 **Pr Sc S**
- 42 Saint-Chamond** MFR
04 77 22 11 02 **Pr Sc A**
- 42 Saint-Étienne** LP le Marais
Ste-Thérèse 04 77 92 86 50 **Pr Sc S**
- 52 Wassy** LP E Baudot
03 25 55 33 89 **Public S**
- 53 Saint-Berthevin** MFR
02 43 69 25 53 **Pr Sc S**
- 54 Landres** LP J Morette
03 82 21 92 22 **Public S**
- 55 Commercy** LP J d'Arc
03 29 91 00 55 **Pr Sc S**
- 57 Sarrebourg** LP Ste-Marie
03 87 23 70 70 **Pr Sc S**
- 59 Armentières** Institut N Barré
03 20 77 06 07 **Pr Sc S**
- 59 Roubaix** CFA régional Saint Louis -
UFA - FRESCC 03 20 68 33 59 **CFA privé A**
- 59 Roubaix** LP St François d'Assise
03 20 70 97 04 **Pr Sc S**
- 59 Saint-André-lez-Lille** LP Vertes
Feuilles 03 20 74 75 76 **Public S**
- 60 Saint-Maximin** LP R et N de
Rothschild 03 44 64 69 00 **Public S**
- 63 Clermont-Ferrand** LP C Claudel
04 73 24 01 58 **Public S**
- 64 Mournex** LP P et M Curie
05 59 60 11 61 **Public S**
- 67 Schiltigheim** Lycée E Mathis
03 88 18 55 18 **Public S**
- 68 Pulversheim** Lycée Ch de Gaulle
03 89 83 69 20 **Public S**

- 69 Lyon** Sciences U
04 26 29 01 09 Pr Hc **A**
- 69 Rillieux-la-Pape** LP Sermenaz
04 72 01 88 20 **Public S**
- 69 Sainte-Foy-lès-Lyon** LP la Favorite
04 78 59 25 97 Pr Sc **S**
- 71 Chalon-sur-Saône** Lycée H. de Chardonnet 03 85 97 22 44 **Public S**
- 71 Paray-le-Monial** Lycée Sacré-Cœur
03 85 81 03 75 Pr Sc **S**
- 72 Le Mans** LP Funay H Boucher
02 43 50 12 30 **Public A**
- 73 La Motte-Servolex** LTP La Salle Ste-Anne - Savoisiennne
04 79 26 09 00 Pr Sc **S**
- 74 La Roche-sur-Foron** LP Ste-Famille
04 50 03 17 17 Pr Sc **S**
- 75 Paris** LP T Gautier
01 48 87 72 32 **Public S**
- 75 Paris** Lycée C Labouré
01 43 22 02 62 Pr Sc **S**
- 76 Rouen** Lycée Providence Ste-Thérèse
02 32 08 17 32 Pr Sc **S**
- 78 Sartrouville** Lycée J Verne
01 61 04 13 00 **Public S**
- 78 Trappes** LP L Blériot
01 30 51 88 18 **Public S**
- 80 Amiens** Centre pédagogique
03 22 22 05 66 Pr Hc **S**
- 81 Mazamet** LP J d'Arc
05 63 97 58 20 Pr Sc **A**
- 84 Avignon** LP Vincent de Paul
04 90 27 23 90 Pr Sc **S**
- 84 L'Isle-sur-la-Sorgue** lycée A Benoît
04 90 20 64 20 **Public S**
- 88 Bruyères** LP J d'Arc
03 29 50 51 42 Pr Sc **S**
- 89 Auxerre** Lycée St-Joseph
03 86 94 23 60 Pr Sc **S**
- 91 Arpajon** LP P Belmondo
01 60 83 80 60 **Public S**
- 91 Draveil** LP Nadar
01 69 40 38 10 **Public A S**
- 92 Issy-les-Moulineaux** Lycée La Salle
01 41 46 15 15 Pr Sc **S**
- 92 Nanterre** LP P Langevin
01 47 24 67 30 **Public S**
- 93 Bobigny** CFA Campus 93
01 41 83 38 38 **Consulaire A**
- 93 Tremblay-en-France** CFA CAMAS
01 56 48 09 10 CFA privé **A**
- 94 Rungis** CFA CAMAS (annexe)
01 41 73 01 50 CFA privé **A**
- 95 Chars** LP du Vexin
01 30 39 78 94 **Public S**
- 95 Fosses** Lycée C Baudelaire
01 34 72 27 00 **Public S**

- 971 Morne-à-l'Eau** LP Gerty Archimède
05 90 24 74 16 **Public S**
- 973 Cayenne** LP JM Michotte
05 94 28 11 11 **Public S**
- 974 Le Tampon** Lycée P Lagourgue
02 62 96 49 49 **Public S**
- 974 Saint-Benoît** LP Patu de Rosemont
02 62 92 95 20 **Public S**
- 974 Saint-Denis** LP St F X La Montagne
02 62 23 53 86 Pr Sc **S**
- 976 Pamandzi** Lycée de Petite Terre
02 69 60 55 65 **Public S**
- 988 Houaïlou** LP J Vakié
00 687 42 52 35 Pr Sc **S**
- 988 Nouméa** LP P Attiti
00 687 41 88 33 **Public S**

AGENT VÉRIFICATEUR D'APPAREILS EXTINCTEURS

- 02 Chauny** LP St-Charles
03 23 52 10 50 Pr Sc **A**
- 22 Ploufragan** CFA de la chambre de métiers et de l'artisanat
02 96 76 27 27 **Consulaire A**
- 59 Saint-André-lez-Lille** LP Vertes Feuilles 03 20 74 75 76 **Public A**
- 73 La Motte-Servolex** LTP La Salle Ste-Anne - Savoisiennne
04 79 26 09 00 Pr Sc **S**

GARDIEN D'IMMEUBLES

- 22 Ploufragan** CFA de la chambre de métiers et de l'artisanat
02 96 76 27 27 **Consulaire A**
- 974 Le Port** Lycée J Hinglo
02 62 71 19 00 **Public A**

MC

Liste (classée par départements) des établissements préparant à deux mentions complémentaires du domaine de la sécurité, en 1 an après un CAP. Les formations par apprentissage sont signalées par un **A**.

SÉCURITÉ CIVILE ET D'ENTREPRISE

- 06 Nice** Institut de formation aéronautique 04 92 29 48 18 **Consulaire A**
- 22 Lamballe** Lycée H Avril
02 96 50 70 70 **Public S**
- 33 Bègles** LP E Combes
05 57 35 55 00 **Public S**

- 62 Marquise** LP des Deux Caps
03 21 99 50 40 **Public S**

SÛRETÉ DES ESPACES OUVERTS AU PUBLIC

- 02 Chauny** LP St-Charles
03 23 52 10 50 Pr Sc **S**
- 06 Nice** Institut de formation aéronautique 04 92 29 48 18 **Consulaire A**
- 23 Saint-Vaury** LP LG Roussillat
05 55 80 27 55 **Public S**
- 40 Tarnos** LP A Croizat
05 59 64 71 34 **Public S**
- 42 Saint-Etienne** LP Le Marais Ste-Thérèse 04 77 92 86 50 Pr Sc **S**
- 59 Armentières** Institut N Barré
03 20 77 06 07 Pr Sc **S**
- 88 Bruyères** LP J d'Arc
03 29 50 51 42 Pr Sc **S**
- 93 Tremblay-en-France** CFA CAMAS
01 56 48 09 10 CFA privé **A**
- 974 Le Tampon** Lycée P Lagourgue
02 62 96 49 49 **Public A**
- 974 Saint-Benoît** LP Patu de Rosemont
02 62 92 95 20 **Public S**

BACS PRO

Liste (classée par départements) des établissements préparant aux bacs professionnels mentionnés dans cette brochure. Les formations par apprentissage sont signalées par un **A**.

MÉTIERS DE LA SÉCURITÉ

- 02 Chauny** LP St-Charles
03 23 52 10 50 Pr Sc **S**
- 02 Saint-Quentin** LP Condorcet
03 23 08 44 44 **Public S**
- 06 Nice** LP les Palmiers
04 92 00 36 46 **Public S**
- 07 Tournon-sur-Rhône** LP M Bouvier
04 75 07 86 50 **Public S**
- 10 Troyes** LP J Mance
03 25 83 11 22 Pr Sc **S**
- 11 Carcassonne** LP J Fil
04 68 47 82 66 **Public S**
- 13 Marseille** LPTR de L'Estaque
04 95 06 90 70 **Public S**

Pr Hc : privé hors contrat
Pr Sc : privé sous contrat
A : statut de l'élève « apprenti »
S : statut de l'élève « scolaire »

GUIDE PRATIQUE

Bac pro métiers de la sécurité (suite)

- 14 Vire** LP J Mermoz
02 31 68 10 22 **Public S**
- 17 Saint-Jean-d'Angely** LP B Pascal
05 46 32 00 80 **Public S**
- 18 Bourges** LP Vauvert
02 48 50 18 34 **Public S**
- 19 Tulle** LP R Cassin
05 55 20 20 44 **Public S**
- 21 Chenove** LP Antoine
03 80 52 23 23 **Public S**
- 22 Rostrenen** LP Rosa Parks
02 96 29 02 16 **Public S**
- 25 Montbéliard** LP Les Huisselets
03 81 99 31 00 **Public S**
- 25 Pontarlier** LP St-Bénigne
03 81 39 16 37 **Pr Sc S**
- 27 Evreux** LP A Briand
02 32 23 69 00 **Public S**
- 28 Dreux** LP M Viollette
02 37 62 88 60 **Public S**
- 30 La Grand-Combe** LP Pasteur
04 66 34 06 72 **Pr Sc S**
- 30 Nîmes** LP G Darboux
04 66 62 90 30 **Public S**
- 31 Tournefeuille** Lycée M L Dissard
Françoise 05 34 61 32 00 **Public A S**
- 33 Bègles** LP E Combes
05 57 35 55 00 **Public S**
- 33 Bordeaux** LP la Ruche
05 56 48 00 59 **Pr Sc S**
- 34 Béziers** Euro Securi Med
04 67 11 82 75 **Pr Hc S**
- 34 Castelnau-le-Lez** Lycée G Pompidou
04 67 02 99 10 **Public S**
- 38 Grenoble** LP Guynemer
04 76 09 74 18 **Public S**
- 40 Tarnos** LP A Croizat
05 59 64 71 34 **Public S**
- 41 Vendôme** LP Ampère
02 54 23 31 00 **Public S**
- 44 Coueron** LP JJ Audubon
02 40 85 86 50 **Public S**
- 44 Saint-Sébastien-sur-Loire** Lycée
St-Pierre La Joliverie
02 40 80 82 00 **Pr Sc S**
- 45 Orléans** LP P Gauvain
02 38 69 16 88 **Public S**
- 48 Mende** Lycée Notre-Dame
04 66 49 14 57 **Pr Sc S**
- 49 Angers** LP H Dunant
02 41 96 17 60 **Public S**
- 49 Segré** Lycée Ste-Anne Bourg
Chevreau 02 41 92 28 52 **Pr Sc S**
- 51 Châlons-en-Champagne** Lycée F
Ozanam 03 26 69 32 70 **Pr Sc S**
- 51 Reims** LP Joliot-Curie
03 26 06 03 11 **Public S**
- 52 Wassy** LP E Baudot
03 25 55 33 89 **Public S**
- 54 Landres** LP J Morette
03 82 21 92 22 **Public S**
- 55 Commercy** LP J d'Arc
03 29 91 00 55 **Pr Sc S**
- 56 Lorient** Lycée St-Joseph
02 97 37 37 99 **Pr Sc S**
- 57 Sarrebourg** LP Ste-Marie
03 87 23 70 70 **Pr Sc S**
- 58 Fourchambault** LP P Bérégovoy
03 86 93 93 00 **Public S**
- 59 Armentières** Institut N Barré
03 20 77 06 07 **Pr Sc S**
- 59 Roubaix** Lycée J Moulin
03 20 81 99 20 **Public S**
- 59 Roubaix** LP St François d'Assise
03 20 70 97 04 **Pr Sc S**
- 60 Noyon** LP Ch de Bovelles
03 44 93 47 00 **Public S**
- 61 Alençon** Lycée St-François de Sales
02 33 82 43 00 **Pr Sc S**
- 62 Béthune** LP A Malraux
03 21 64 61 61 **Public S**
- 62 Fruges** LP Ste-Marie
03 21 04 43 76 **Pr Sc S**
- 63 Clermont-Ferrand** LP C Claudel
04 73 24 01 58 **Public S**
- 64 Mourenx** LP P et M Curie
05 59 60 11 61 **Public S**
- 65 Tarbes** LP St-Pierre
05 62 56 33 60 **Pr Sc S**
- 67 Schiltigheim** Lycée E Mathis
03 88 18 55 18 **Public S**
- 68 Pulversheim** Lycée Ch de Gaulle
03 89 83 69 20 **Public S**
- 69 Rillieux-la-Pape** LP Sermenaz
04 72 01 88 20 **Public S**
- 69 Sainte-Foy-lès-Lyon** LP la Favorite
04 78 59 25 97 **Pr Sc S**
- 72 Le Mans** LP Funay H Boucher
02 43 50 12 30 **Public S**
- 73 La Motte-Servolex** LTP La Salle
Ste-Anne - Savoisiennne
04 79 26 09 00 **Pr Sc S**
- 75 Paris** AFBB 01 48 78 28 24 **Pr Hc S**
- 75 Paris** LP T Gautier
01 48 87 72 32 **Public S**
- 75 Paris** Lycée C Labouré
01 43 22 02 62 **Pr Sc S**
- 76 Rouen** Lycée Providence Ste-Thérèse
02 32 08 17 32 **Pr Sc S**
- 77 Dammarie-les-Lys** Lycée F Joliot
Curie 01 64 39 34 34 **Public S**
- 78 Sartrouville** Lycée J Verne
01 61 04 13 00 **Public S**
- 78 Trappes** LP L Blériot
01 30 51 88 18 **Public S**
- 80 Amiens** LP R Rolland
03 22 43 36 51 **Public S**
- 83 Brignoles** Lycée Ste J d'Arc
04 94 37 23 90 **Pr Sc S**
- 84 L'Isle-sur-la-Sorgue** lycée A Benoît
04 90 20 64 20 **Public S**
- 85 La Roche-sur-Yon** LP E Branly
02 51 24 06 06 **Public S**
- 85 Saint-Laurent-sur-Sèvre**
LP St Gabriel 02 51 64 62 62 **Pr Sc S**
- 86 Poitiers** LP Le Dolmen
05 49 44 04 62 **Public S**
- 88 Bruyères** LP J d'Arc
03 29 50 51 42 **Pr Sc S**
- 89 Auxerre** Lycée St-Joseph
03 86 94 23 60 **Pr Sc S**
- 89 Sens** LP P. et M. Curie
03 86 95 72 00 **Public S**
- 91 Arpajon** LP P Belmondo
01 60 83 80 60 **Public S**
- 91 Draveil** LP Nadar
01 69 40 38 10 **Public A S**
- 92 Issy-les-Moulineaux** Lycée La Salle
01 41 46 15 15 **Pr Sc S**
- 92 Nanterre** LP P Langevin
01 47 24 67 30 **Public S**
- 93 Drancy** LP E Delacroix
01 41 60 83 15 **Public S**
- 93 Le Raincy** LP J la Lorraine
01 43 81 83 78 **Pr Sc S**
- 93 Tremblay-en-France** CFA CAMAS
01 56 48 09 10 **CFA privé A**
- 94 Cachan** LP du Foyer de Cachan
01 45 46 70 01 **Pr Sc S**
- 94 Villeneuve-Saint-Georges** Lycée
F Arago 01 45 10 87 00 **Public S**
- 95 Chars** LP du Vexin
01 30 39 78 94 **Public S**
- 95 Fosses** Lycée C Baudelaire
01 34 72 27 00 **Public S**
- 971 Morne-à-l'Eau** LP Gerty Archimède
05 90 24 74 16 **Public S**
- 974 Le Port** LP L de Lepervanche
02 62 42 75 75 **Public S**
- 974 Saint-Benoît** LP Patu de Rosemont
02 62 92 95 20 **Public S**
- 976 Pamandzi** Lycée de Petite Terre
0269 60 55 65 **Public S**
- 986 Sigave** CETAD du collège de Fiuu
681 72 32 09 **Public S**
- 987 Faaa** LP de Faaa
689 80 32 00 **Public S**
- 988 Nouméa** LP P Attiti
00 687 41 88 33 **Public S**

SERVICES DE PROXIMITÉ ET VIE LOCALE

- 06 Nice** LP les Palmiers
04 92 00 36 46 **Public S**
- 07 Privas** LP Notre-Dame
04 75 64 76 26 **Pr Sc S**
- 09 Saint-Girons** LP F Camel
05 61 04 05 00 **Public S**
- 11 Carcassonne** LP J Fil
04 68 47 82 66 **Public S**
- 11 Narbonne** Lycée Beauséjour
04 68 32 04 13 **Pr Sc S**
- 13 Aix-en-Provence** LP E Zola
04 42 93 87 00 **Public S**
- 13 Arles** LP J d'Arc 04 90 52 08 42 **Pr Sc S**
- 13 Marseille** LP la Viste 04 91 65 90 40
Public S
- 13 Marseille** LP M Gasquet
04 91 85 10 81 **Pr Sc S**
- 13 Marseille** LP Pastré
04 96 19 06 06 **Pr Sc S**
- 13 Saint-Chamas** LP les Ferrages
04 90 50 70 36 **Public S**
- 14 Caen** LP ND de la Fidélité
02 31 46 76 86 **Pr Sc S**
- 16 Angoulême** LP J Rostand
05 45 97 45 00 **Public S**
- 17 La Rochelle** LP P Doriole
05 46 27 00 51 **Public S**
- 19 Brive-la-Gaillarde** LP Bahuet
05 55 92 83 00 **Pr Sc S**
- 20A Ajaccio** LP du Finosello
04 95 10 53 00 **Public S**
- 21 Beauce** Lycée E J Marey
03 80 24 83 00 **Public S**
- 21 Châtillon-sur-Seine** Lycée D Nisard
03 80 91 82 82 **Public S**
- 21 Dijon** Lycée les Arcades
03 80 68 48 28 **Pr Sc S**
- 22 Dinan** Lycée la F des Eaux et Ser
Siam 02 96 87 10 00 **Public S**
- 22 Rostrenen** LP Rosa Parks
02 96 29 02 16 **Public S**
- 22 Saint-Brieuc** LP M Balavenne
02 96 94 31 11 **Pr Sc S**
- 24 Périgueux** LP P Picasso
05 53 35 56 00 **Public S**
- 25 Besançon** LP Condé
03 81 82 60 60 **Public S**
- 25 Besançon** LP Ste-Famille
03 81 52 99 51 **Pr Sc S**
- 28 Dreux** LP de Couasnon
02 37 42 29 93 **Pr Sc S**
- 29 Morlaix** LP le Porsmeur
02 98 88 18 69 **Pr Sc S**
- 30 Alès** Lycée JB Dumas
04 66 78 23 23 **Public S**
- 30 La Grand-Combe** LP Pasteur
04 66 34 06 72 **Pr Sc S**
- 30 Milhau** Lycée G De Gaulle-Anthonioz
04 66 74 62 10 **Public S**
- 31 Toulouse** LP H Boucher
05 34 45 24 00 **Public S**
- 33 Blanquefort** LP St-Michel
05 56 95 56 00 **Pr Sc S**
- 33 Bordeaux** LP St-Vincent de Paul
05 56 91 62 54 **Pr Sc S**
- 33 Cenon** LP la Morlette
05 57 80 37 00 **Public S**
- 34 Béziers** Lycée J Moulin
04 67 35 59 35 **Public S**
- 34 Montpellier** Duclaux
04 67 92 15 45 **Pr Hc S**
- 34 Montpellier** LP Turgot
04 67 10 42 00 **Pr Sc S**
- 34 Saint-Clément** Lycée J Jaurès
04 67 63 61 50 **Public S**
- 35 Rennes** LP Bréguigny
02 99 86 82 00 **Public S**
- 37 Tours** LP F Clouet
02 47 85 53 53 **Public S**
- 38 Grenoble** Lycée L Michel
04 38 12 36 00 **Public S**
- 40 Mont-de-Marsan** LP R Wlérick
05 58 46 18 18 **Public S**
- 42 Saint-Chamond** LP St-Ennemond
04 77 22 03 03 **Pr Sc S**
- 44 Bougenais** LP P Neruda
02 40 32 02 49 **Public S**
- 44 Nantes** Lycée Sacré-Coeur
02 40 46 49 92 **Pr Sc S**
- 44 Nantes** LP L de Vinci
02 40 50 33 32 **Public S**
- 45 Orléans** CFA 02 38 83 81 81 **Public A**
- 45 Orléans** Lycée Ste-Croix St-Euverte
02 38 52 27 00 **Pr Sc S**
- 45 Orléans** LP P Gauguin
02 38 69 16 88 **Public S**
- 47 Nérac** LP J de Romas
05 53 97 63 00 **Public S**
- 49 Angers** Lycée J Wresinski
02 41 22 15 30 **Pr Sc S**
- 50 Cherbourg-Octeville** LP A de
Tocqueville 02 33 88 35 00 **Public S**
- 51 Reims** LP Europe
03 26 85 28 33 **Public S**
- 54 Nancy** LP C Daunot
03 83 55 11 56 **Pr Sc S**
- 54 Nancy** LP Marie-Immaculée
03 83 56 14 03 **Pr Sc S**
- 54 Tomblaine** Lycée des métiers des
services et du commerce M Marvingt
03 83 29 90 90 **Public S**
- 55 Verdun** LP Ste-Anne 03 29 83 36 50
Pr Sc S
- 56 Vannes** Lycée N D le Menimur
02 97 54 03 31 **Pr Sc S**
- 57 Metz** Lycée des métiers du sanitaire
et du social A Fournier 03 87 65 42 15
Public S
- 57 Metz** LP A de Méjanès
03 87 30 13 85 **Pr Sc S**
- 58 Cosne-Cours-sur-Loire** LP S.
Dounon 03 86 28 00 58 **Pr Sc S**
- 59 Cambrai** Lycée St-Luc - La Sagesse
03 27 82 28 28 **Pr Sc S**
- 59 Fourmies** Lycée St-Pierre
03 27 60 80 40 **Pr Sc S**
- 59 Hautmont** LP Placide Courtroy
03 27 63 79 77 **Public S**
- 59 La Madeleine** Lycée V Labbé
03 20 63 02 63 **Public S**
- 59 Lambersart** LP L de Marillac -
M Goretty 03 20 92 46 07 **Pr Sc S**
- 59 Tourcoing** LP Sévigné 03 20 25 31
43 **Public S**
- 59 Wormhout** LP de l'Yser
03 28 65 63 94 **Public S**
- 60 Compiègne** LP Jean-Paul II
03 44 20 07 03 **Pr Sc S**
- 60 Montataire** Lycée A Malraux
03 44 64 63 20 **Public S**
- 61 Alençon** LP Maréchal Leclerc
02 33 27 94 94 **Public S**
- 62 Berck** LP J Lavezzari
03 21 09 20 18 **Public S**
- 62 Lens** LP A Béhal 03 21 14 21 14 **Public S**
- 62 Saint-Pol-sur-Ternoise** LP P
Mendès-France 03 21 04 18 88 **Public S**
- 63 Clermont-Ferrand** LP C Claudel 04
73 24 01 58 **Public S**
- 64 Anglet** LP Sate-Anne
05 59 63 83 93 **Pr Sc S**
- 64 Bayonne** LP P Bert
05 59 46 32 70 **Public S**
- 64 Morlaix** LP Haute-Vue
05 59 33 02 51 **Public S**
- 64 Pau** LP Montpensier
05 59 72 07 72 **Pr Sc S**
- 67 Haguenau** LP A Siegfried
03 88 73 54 55 **Public S**
- 67 Strasbourg** Lycée R Cassin
03 88 45 54 54 **Public S**
- 67 Strasbourg** LP J Geiler
03 88 14 31 43 **Public S**
- 68 Altkirch** Lycée J J Henner
03 89 07 57 07 **Public S**

Pr Hc : privé hors contrat
Pr Sc : privé sous contrat
A : statut de l'élève « apprenti »
S : statut de l'élève « scolaire »

GUIDE PRATIQUE

Bac pro services de proximité et vie locale (suite)

- 69 Lyon** LP Don Bosco
04 72 41 14 54 Pr Sc S
- 69 Lyon** LP J Lurçat
04 72 78 01 60 Public S
- 69 Oullins** LP JM Jacquard
04 78 51 01 70 Public S
- 72 Le Mans** LP J Roussel
02 43 76 93 00 Pr Sc S
- 74 Annecy** LP Sommeiller
04 50 33 90 00 Public S
- 75 Paris** LP E Dolet
01 40 33 81 00 Public S
- 75 Paris** LP St J de Montmartre
01 46 06 03 08 Pr Sc S
- 75 Paris** Lycée J Monod
01 43 54 61 62 Public S
- 75 Paris** Lycée d'Alembert
01 42 08 04 10 Public S
- 75 Paris** Lycée Notre-Dame
01 45 80 77 90 Pr Sc S
- 75 Paris** Lycée Carcado-Saisseval
01 45 48 43 46 Pr Sc S
- 76 Le Grand-Quevilly** LP Val de Seine
02 35 18 29 69 Public S
- 76 Rouen** Lycée Providence Ste-Thérèse
02 32 08 17 32 Pr Sc S
- 76 Sainte-Adresse** Lycée J d'Arc
02 35 54 65 50 Pr Sc S
- 77 Chelles** Lycée J de Chelles
01 64 72 43 40 Public S
- 77 Fontainebleau** Lycée B de Castille
01 64 22 30 07 Pr Sc S
- 77 Longperrier** Lycée Ch de Gaulle
01 64 02 75 23 Public S
- 77 Meaux** LP J Rose
01 60 09 88 50 Pr Sc S
- 77 Provins** Lycée les Pannevelles
01 60 58 55 80 Public S
- 78 Le Chesnay** LP J Moulin
01 39 23 16 80 Public S
- 78 Trappes** LP H Matisse
01 30 62 87 42 Public S
- 79 Parthenay** LP les Grippeaux
05 49 64 07 40 Public S
- 80 Amiens** Lycée E Gand
03 22 53 41 22 Public S
- 80 Amiens** Lycée St-Rémi
03 22 71 23 00 Pr Sc S
- 84 Avignon** LP R Char
04 90 88 04 04 Public S
- 84 Orange** LP A Briand
04 90 34 12 18 Public S
- 86 Poitiers** LP Le Dolmen
05 49 44 04 62 Public S
- 86 Poitiers** Lycée St-J de Compostelle
05 49 61 60 60 Pr Sc S
- 87 Limoges** LP de l'IESF
05 55 33 22 74 Pr Sc S
- 88 Thon-lès-Vosges** Lycée des métiers d'art et des services à la personne Émile Gallé 03 29 39 31 67 Public S
- 89 Auxerre** Lycée Vauban
03 86 72 59 80 Public S
- 91 Étampes** LP L Blériot 01 69 92 15 15 Public S
- 91 Palaiseau** Lycée H Poincaré
01 69 31 75 30 Public S
- 91 Saint-Michel-sur-Orge** Lycée L de Vinci 01 69 25 08 55 Public S
- 92 Boulogne-Billancourt** Lycée EJ Marey 01 46 05 01 26 Public S
- 92 Châtenay-Malabry** Lycée J Jaurès
01 40 83 40 00 Public S
- 93 Drancy** LP E Delacroix
01 41 60 83 15 Public S
- 93 Le Blanc-Mesnil** Lycée J Moulin
01 45 91 93 60 Public S
- 93 Livry-Gargan** Lycée H Sellier
01 41 70 71 50 Public S
- 93 Saint-Ouen** Lycée M Cachin
01 49 18 97 50 Public S
- 94 Champigny-sur-Marne** LP G Péri
01 48 80 43 24 Public S
- 94 Créteil** Lycée Gutenberg
01 45 13 26 80 Public S
- 94 Le Kremlin-Bicêtre** Lycée P Brossolette 01 46 58 36 76 Public S
- 94 Limeil-Brevannes** Lycée G Budé
01 45 10 37 00 Public S
- 94 Orly** LP A Guillaumin
01 48 53 60 00 Public S
- 94 Vincennes** LP G Mendel
01 49 57 97 00 Pr Sc S
- 95 Argenteuil** Lycée F et N Léger
01 39 98 43 43 Public S
- 95 Arnouville** LP Virginia Henderson
01 39 85 21 78 Public S
- 95 Pontoise** Lycée Notre-Dame d e la Compassion 01 34 41 61 00 Pr Sc S
- 95 Taverny** Lycée L Jouvét
01 34 18 41 20 Public S
- 971 Grand-Bourg** Lycée H Bastaraud
05 90 97 90 42 Public S
- 971 Port-Louis** Lycée Nord Grande Terre
05 90 21 73 50 Public S
- 972 Fort-de-France** LP JJ Dumas
05 96 61 11 11 Public S
- 973 Cayenne** Lycée Melkior et Garré
05 94 29 78 20 Public S
- 973 Kourou** LP E Castor
05 94 22 36 94 Public S
- 973 Saint-Laurent-du-Maroni** Lycée B Juminer 05 94 34 22 00 Public S
- 974 Saint-Louis** LP V Schoelcher
02 62 91 95 95 Public S
- 976 Coconi** LP de Kahani
02 69 62 09 09 Public S

- 987 Faaà** LP de Faaà
689 80 32 00 Public S
- 987 Mahina** LP de Mahina
689 50 12 50 Public S
- 988 Nouméa** LP P Attiti
00 687 41 88 33 Public S
- 988 Païta** LP Jean XXIII
00 687 35 31 28 Pr Sc S

DUT

Liste (classée par départements) des instituts universitaires de technologie (IUT) préparant aux diplômes universitaires de technologie (DUT) les plus représentatifs du domaine de la sécurité. Les formations en apprentissage sont signalées par un **A**, les DUT en 1 an par **AS**.

CARRIÈRES JURIDIQUES

- 02 Cuffies** IUT de l'Aisne
03 23 76 40 20 S
- 02 Laon** IUT de l'Aisne 03 23 26 01 48 S
- 10 Troyes** IUT 03 25 42 46 46 S
- 11 Narbonne** IUT de Perpignan
04 68 90 91 01 S AS
- 12 Rodez** IUT 05 65 77 10 80 S
- 33 Bordeaux** IUT de Bordeaux
05 56 00 95 56 A
- 35 Saint-Malo** IUT 02 99 21 95 00 S
- 38 Grenoble** IUT 2 - 04 76 28 45 09 S
- 59 Roubaix** IUT C 03 28 33 36 20 S
- 68 Colmar** IUT 03 89 20 23 58 S ou A
- 69 Lyon** IUT J Moulin 04 81 65 26 00 S
- 76 Rouen** IUT 02 35 14 60 14 S
- 93 Villetaneuse** IUT de Villetaneuse
S ou A

HYGIÈNE, SÉCURITÉ, ENVIRONNEMENT

- 08 Charleville-Mézières** IUT
03 24 59 75 40 S
- 13 La Ciotat** IUT d'Aix-en-Provence
04 42 98 08 60 S
- 14 Vire** IUT antenne de Vire
02 31 66 28 60 S
- 19 Tulle** IUT 05 55 20 59 70 S
- 20B Corte** IUT 04 95 61 16 52 S ou A
- 32 Auch** IUT 05 62 61 63 00 S
- 33 Gradignan** IUT de Bordeaux
05 56 84 57 57 S ou A
- 56 Lorient** IUT 02 97 87 28 05 S ou A
- 60 Creil** IUT de l'Oise 03 44 64 46 46 S ou A

68 Colmar IUT 03 89 20 23 58 **S** ou **A**

69 Bron IUT Lumière 04 78 77 24 50
S ou **A**

70 Vesoul IUT 03 84 75 95 00 **S**

76 Le Havre IUT 02 32 74 46 00 **S**

78 Mantes-la-Jolie IUT de Mantes en
Yvelines 01 30 98 13 62 **A**

79 Niort IUT 05 49 79 99 00 **S**

93 Saint-Denis IUT de St-Denis
01 49 40 61 00 **S** ou **A**

972 Fort-de-France CFA Tertiaire
de la CCI de Martinique 05 96 61 61 32 **A**

972 Schoelcher CNAM de la Martinique
05 96 61 10 26 **S**

972 Schoelcher IUT - Pôle Martinique
05 96 72 73 65 **A**

LICENCES PROFESSIONNELLES

Liste des licences professionnelles les plus représentatives du domaine de la sécurité (sécurité privée, sécurité au travail, sécurité industrielle, sécurité informatique) avec, pour chacune, l'université qui y prépare. Les formations en apprentissage sont signalées par un **A**.

■ Agent de recherches privées :

• **Univ. de Nîmes**,

■ Gestion de la production industrielle spécialités :

- animateur qualité sécurité environnement : **Univ. B. Pascal Vichy**, **Univ. Rennes I** Saint-Brieuc, **IEQT Vichy A**,
- maintenance en milieu nucléaire : **Univ. de Caen** Cherbourg-Octeville, **Lycée A de Tocqueville** Cherbourg-Octeville,
- qualité, hygiène, sécurité et environnement : **Univ. de Bordeaux** Gradignan,
- qualité, santé, sécurité et environnement : **Univ. de Corse P. Paoli** Corte **A**,
- qualité-sécurité-environnement : **Univ. d'Auvergne** Le Puy-en-Velay,

■ Gestion des risques industriels et technologiques :

• **Univ. du Littoral** Longuenesse,

■ Industries chimiques et pharmaceutiques spécialité :

• maîtrise des risques tout au long du cycle de vie d'un produit chimique : **Univ. Lyon 1 - C. Bernard** Villeurbanne **A**,

■ Management des organisations spécialités :

- qualité, sécurité et environnement : **Univ. de Lorraine** Sarreguemines,
- qualité, sécurité, environnement : **Univ. de Caen** Cherbourg-Octeville,

■ Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux :

- **Univ. d'Artois** Lens, **Univ. de Perpignan** Perpignan, **Univ. de Valenciennes** Maubeuge, **Univ. Paris 13** Villetaneuse **A**, **Univ. Paris-Est** Champs-sur-Marne **A**, **Univ. Paris-Est** Créteil Lieusaint **A**, **Univ. Paris-Sud** Orsay **A**, **IMERIR** Perpignan **A**,

■ Production industrielle spécialités :

- assainissement, gestion des déchets et démantèlement en environnement nucléaire : **Univ. de Caen** Cherbourg-Octeville,
- techniques nucléaires et radioprotection : **Univ. de Strasbourg**,

■ Protection de l'environnement et sécurité des biens et des spécialité :

• radioprotection et environnement : **Univ. de Nantes**,

■ Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement :

- **Univ. d'Artois** Béthune **A**, **Univ. d'Avignon**, **Univ. de Bretagne Occidentale** Quimper **A**, **Univ. de Cergy**, **Univ. de La Réunion** Saint-Pierre **A**, **Univ. de Lille 1** Villeneuve-d'Ascq, **Univ. de Lille 2** Lille, **Univ. de Montpellier** Nîmes, **Univ. de Perpignan**, **Univ. de Valenciennes** Cambrai, **Univ. d'Évry A**, **Univ. du Littoral** Boulogne-sur-Mer, **Univ. Paris 13** Saint-Denis **A**, **Univ. Paris-Est** Serris, **Univ. Paris-Sud** Châtenay-Malabry, **Univ. Toulouse 1** Capitole Toulouse **A**, **Univ. Toulouse 3 P. Sabatier** Auch, **CFA AFORP** Asnières-sur-Seine **A**, **IFA de la CCI** Montauban **A**, **LEGTA Garcia Lorca** Theza **A**,

■ Réseaux et télécommunications spécialités :

- administration et sécurité des réseaux : **Univ. de Guyane** Kourou, **Univ. Grenoble Alpes** Valence **A**,
- administration et sécurité des réseaux d'entreprises : **Univ. d'Aix-Marseille** Marseille,
- réseaux sans fil et sécurité : **Univ. de Lorraine** Villers-lès-Nancy, **Univ. de Nice** Valbonne **A**, **Univ. Grenoble Alpes**

Saint-Martin-d'Hères, **Univ. Rennes 1** Saint-Malo **A**,

- sécurité des réseaux et systèmes informatiques : **Lycée Parc de Vilgénis** Massy **A**,

■ Santé spécialité :

• évaluation et gestion des risques pour la santé/sécurité dans les entreprises : **UFA RIAM** (régionale interprofessionnelle des Arts et Nancy **A**,

■ Sécurité des biens et des personnes spécialités :

- **INUC Champollion** Rodez, **Univ. de Lille 2** Roubaix, **Univ. Paris 13** Saint-Denis **A**, **Univ. Paris Descartes** Malakoff **A**,
- activité juridique, directeur d'enquêtes privées : **Univ. Panthéon-Assas** Melun,
- animateur des systèmes de management de la sécurité : **Univ. de Pau**,
- animateur santé sécurité au travail dans les PME-PMI : **Univ. de Rouen** Mont-Saint-Aignan,
- assistant qualité sécurité environnement dans l'entreprise : **Univ. de Haute-Alsace** Colmar **A**,
- contrôle technique de l'immobilier : santé et sécurité de habitat : **Univ. de Limoges**,
- coordonnateur de prévention, santé-sécurité au travail, évaluation des risques : **Univ. d'Aix-Marseille** La Ciotat,
- coordonnateur qualité, santé-sécurité, environnement : **Univ. de Bretagne-Sud** Lorient,
- gestion des risques en entreprise (sécurité-environnement) : **Univ. de Caen** Vire,
- gestion des risques environnementaux, santé-sécurité en entreprise et radioprotection : **Univ. du Havre**,
- hygiène et sécurité : **Univ. d'Amiens**,
- prévention des risques professionnels et environnementaux : **Univ. de Franche-Comté** Vesoul,
- protection civile et sécurité des populations : **Univ. de Poitiers** Niort,
- radioprotection et sûreté nucléaire : **Univ. d'Aix-Marseille** La Ciotat,
- sécurité et prévention des risques professionnels : **Univ. de Reims**,

Pr Hc : privé hors contrat

Pr Sc : privé sous contrat

A : statut de l'élève « apprenti »

S : statut de l'élève « scolaire »

GUIDE PRATIQUE

Licences professionnelles (suite)

• technicien animateur sécurité :
Univ. d'Angers,

■ Systèmes informatiques et logiciels spécialité :

• audit et sécurité des réseaux et des systèmes d'information : Univ. de Caen A,

LICENCES

Liste des licences les plus adaptées à une poursuite d'études en master de droit pénal, sciences criminelles, sécurité et défense. Sont mentionnées les universités qui y préparent, suivies, le cas échéant, du site de l'établissement où la formation est implantée. Les formations proposées par apprentissage sont signalées par un **A**. Pour les licences d'informatique ou de mathématiques et informatique, préparatoires à un master en sécurité informatique, consulter www.onisep.fr.

■ **Administration publique** : CPAG Aix-en-Provence ; IEP Aix Aix-en-Provence ; Univ. d'Aix-Marseille Aix-en-Provence ; Univ. d'Aix-Marseille Salon-de-Provence ; Univ. d'Amiens ; Univ. d'Angers ; Univ. de Bordeaux Pessac ; Univ. de Bourgogne Dijon ; Univ. de Bourgogne Nevers ; Univ. de Bretagne Occidentale Brest ; Univ. de Caen ; Univ. de Cergy ; Univ. de Corse P. Paoli Corte ; Univ. de La Réunion Saint-Denis ; Univ. de Lille 2 Lille ; Univ. de Limoges ; Univ. de Lorraine Metz ; Univ. de Lorraine Nancy ; Univ. de Montpellier ; Univ. de Nantes ; Univ. de Polynésie Française Faaa ; Univ. de Reims, Reims ; Univ. de Reims Troyes ; Univ. de Rouen ; Univ. de Saint-Étienne ; Univ. de Strasbourg ; Univ. de Tours ; Univ. de Valenciennes S ou A ; Univ. Panthéon-Assas Paris ; Univ. Paris-Est Créteil ; Univ. Paris Ouest La Défense Nanterre ; Univ. Rennes 1 Rennes.

■ **Droit** : Centre universitaire de Mayotte Dembény ; Champollion Albi ; CNED Futuroscope ; Conservatoire national des arts et métiers Franche-Comté Belfort A ; Faculté libre d'éco, de droit et de gestion Paris ; Faculté libre de droit Issy-les-Moulineaux ; Institut catholique d'études supérieures La Roche-sur-Yon ; Institut catholique de Lille Lille ; Institut catholique de Lyon Lyon ; Institut catholique de Paris Paris ; Institut catholique de Rennes Bruz ; Institut catholique de Toulouse Toulouse ; UCO

d'Angers Angers ; Univ. d'Aix-Marseille Aix-en-Provence ; Univ. d'Aix-Marseille Arles ; Univ. d'Aix-Marseille Marseille ; Univ. d'Amiens ; Univ. d'Angers ; Univ. d'Angers Cholet ; Univ. d'Artois Douai ; Univ. d'Auvergne Clermont-Ferrand ; Univ. d'Avignon ; Univ. d'Évry ; Univ. d'Orléans Bourges ; Univ. d'Orléans Châteauroux ; Univ. d'Orléans Orléans ; Univ. de Bordeaux Agen ; Univ. de Bordeaux Périgueux ; Univ. de Bordeaux Pessac ; Univ. de Bourgogne Dijon ; Univ. de Bourgogne Nevers ; Univ. de Bretagne Occidentale Brest ; Univ. de Bretagne Occidentale Quimper ; Univ. de Bretagne-Sud Vannes ; Univ. de Caen Caen ; Univ. de Caen Damigny ; Univ. de Cergy ; Univ. de Corse P. Paoli Corte ; Univ. de Franche-Comté Belfort ; Univ. de Franche-Comté Besançon ; Univ. de Guyane Cayenne ; Univ. de Haute-Alsace Mulhouse ; Univ. de La Réunion Le Tampon ; Univ. de La Réunion Saint-Denis ; Univ. de La Rochelle ; Univ. de Lille 2 Cambrai ; Univ. de Lille 2 Lille ; Univ. de Limoges Brive-la-Gaillarde ; Univ. de Limoges ; Univ. de Lorraine Epinal ; Univ. de Lorraine Metz ; Univ. de Lorraine Nancy ; Univ. de Lorraine Sarreguemines ; Univ. de Montpellier ; Univ. de Nantes La Roche-sur-Yon ; Univ. de Nantes Nantes ; Univ. de Nice ; Univ. de Nîmes ; Univ. de Nouvelle Calédonie Nouméa ; Univ. de Pau Bayonne ; Univ. de Pau Pau ; Univ. de Perpignan Narbonne ; Univ. de Perpignan Perpignan ; Univ. de Poitiers La Couronne ; Univ. de Poitiers Niort ; Univ. de Poitiers Poitiers ; Univ. de Polynésie Française Faaa ; Univ. de Reims Reims ; Univ. de Reims Troyes ; Univ. de Rouen Évreux ; Univ. de Rouen Rouen ; Univ. de Saint-Étienne Saint-Étienne ; Univ. des Antilles Pointe-à-Pitre ; Univ. des Antilles Schoelcher ; Univ. de Savoie Chambéry ; Univ. de Strasbourg ; Univ. de Toulon Draguignan ; Univ. de Toulon Toulon ; Univ. de Tours Blois ; Univ. de Tours Tours ; Univ. de Valenciennes ; Univ. de Versailles St-Quentin Guyancourt ; Univ. du Havre ; Univ. du Littoral Boulogne-sur-Mer ; Univ. du Littoral Dunkerque ; Univ. du Maine Change ; Univ. du Maine Le Mans ; Univ. Grenoble Alpes Saint-Martin-d'Hères ; Univ. Grenoble Alpes Valence ; Univ. Lyon 2 - Lumière Lyon ; Univ. Lyon 3 - J. Moulin Bourg-en-Bresse ; Univ. Lyon 3 - J. Moulin Lyon ; Univ. Panthéon-Assas Melun ; Univ. Panthéon-Assas Paris ; Univ. Panthéon-Sorbonne Paris ; Univ. Paris 13 Villetaneuse ; Univ. Paris 8 Saint-Denis ; Univ. Paris Descartes Malakoff ; Univ. Paris-Est Créteil ; Univ. Paris Ouest La Défense Nanterre ; Univ. Paris-Sud Sceaux ; Univ. Rennes 1 Rennes ; Univ. Rennes 1 Saint-Brieuc ; Univ. Toulouse 1 Capitole Montauban ; Univ. Toulouse 1 Capitole Toulouse S ou A.

MASTERS

Liste des masters en droit pénal, sciences criminelles, sécurité et défense, sécurité industrielle, sécurité informatique, avec mention des universités qui y préparent. Les formations proposées par apprentissage sont signalées par un **A**.

■ Administration spécialité :

• sécurité publique : Univ. d'Auvergne Clermont-Ferrand,

■ Analyse et contrôle physico-chimiques spécialité :

• criminalistique, bioanalyse :
Univ. Lyon 1 - C. Bernard Villeurbanne,

■ Carrières judiciaires et sciences criminelles spécialités :

• carrières judiciaires : Univ. de Poitiers,
• contentieux, arbitrage et mode alternatifs de règlement des conflits :
Univ. Panthéon-Assas Paris,
• criminologie et victimologie :
Univ. de Poitiers,

• droit du contentieux international :
Univ. de Poitiers,

• droit pénal approfondi et sciences criminelles : Univ. de Poitiers,

• droit pénal et sciences pénales :
Univ. Panthéon-Assas Paris,

• justice et droit du procès :
Univ. Panthéon-Assas Paris,

■ Carrières publiques spécialité :

• sécurité et défense : Univ. de Toulon,

■ Droit pénal et sciences criminelles :

• Univ. de Bordeaux Pessac, Univ. de Montpellier, Univ. Panthéon-Sorbonne Paris, Univ. Paris Ouest La Défense Nanterre, Univ. Paris-Est Créteil, Univ. Toulouse 1 Capitole,

■ Droit privé spécialités :

• criminologie : Univ. Panthéon-Assas Paris,

• droit pénal et criminologie :
Univ. de Pau Bayonne,

• droit pénal et sciences criminelles :
Univ. Grenoble Alpes Saint-Martin-d'Hères,

• droit pénal, sciences criminelles et criminologie appliquée : Univ. de Reims,

• droit privé fondamental et sciences criminelles : Univ. de Nice,

■ Droit privé et sciences criminelles spécialités :

- contentieux : **Univ. de Lorraine** Nancy,
- droit de la famille : **Univ. Lyon 3 - J. Moulin** Lyon,
- droit des procédures transfrontières : **Univ. de Lorraine** Metz,
- droit pénal et sciences criminelles : **Univ. de Lorraine** Nancy, **Univ. de Nantes**,
- droit pénal fondamental : **Univ. Lyon 3 - J. Moulin** Lyon,
- droit privé fondamental : **Univ. d'Aix-Marseille** Aix-en-Provence, **Univ. Lyon 3 - J. Moulin** Lyon,
- droit privé général : **Univ. de Lorraine** Nancy,
- lutte contre la criminalité financière et organisée : **Univ. d'Aix-Marseille** Aix-en-Provence,
- lutte contre l'insécurité : **Univ. d'Aix-Marseille** Aix-en-Provence,
- métiers de la défense : conseil et formation juridique des forces armées : **Univ. d'Aix-Marseille** Aix-en-Provence,
- métiers de la police et de l'administration pénitentiaire : **Univ. d'Aix-Marseille** Aix-en-Provence,
- pénologie : **Univ. Lyon 3 - J. Moulin** Lyon,
- procédures et voie d'exécution : **Univ. d'Aix-Marseille** Aix-en-Provence,
- professions judiciaires : **Univ. Lyon 3 - J. Moulin** Lyon,
- sciences criminelles : **Univ. d'Aix-Marseille** Aix-en-Provence,

■ Droit privé général et sciences criminelles spécialité :

- droit privé général : **Univ. de Nantes**,

■ Droit privé, sciences criminelles et carrières judiciaires spécialités :

- droit pénal et sciences criminelles : **Institut catholique de Lille**,
- droit privé fondamental : **Institut catholique de Lille**, **Institut catholique de Toulouse**, **INUC Champollion** Albi,

■ Droit public spécialités :

- droit et stratégies de la sécurité : **Univ. Panthéon-Assas** Paris,
- sécurité et défense : **Univ. Panthéon-Assas** Paris,
- sécurité intérieure : **Univ. de Nice**,

■ Droit public et droit privé spécialité :

- droit pénal et sciences criminelles : **Univ. de Strasbourg**,

■ Éthique spécialités :

- médecine légale et criminalistique : **Univ. Paris Descartes** Paris,
- prise en charge des victimes et des auteurs d'agression : **Univ. Paris Descartes** Paris,

■ Études internationales et européennes spécialité :

- sécurité internationale et défense : **Univ. Grenoble Alpes** Saint-Martin-d'Hères,

■ Gestion des risques spécialité :

- management des risques et des systèmes d'information : **Univ. de Poitiers**,

■ Informatique spécialités :

- conception et développement de logiciels sûrs : **Univ. de Franche-Comté** Besançon,
- cryptologie et sécurité informatique : **Univ. de Bordeaux** Talence,
- fiabilité, sécurité, intégration logicielle : **Univ. d'Aix-Marseille** Marseille,
- informatique décisionnelle : **Univ. d'Aix-Marseille** Marseille,
- informatique nomade, intelligence et sécurité : **Univ. d'Orléans** Orléans, **INSA Centre Val de Loire** Blois, **Bourges** Bourges,
- réseaux et sécurité des systèmes informatiques : **Univ. de Caen**,
- science et technologie du logiciel : **Univ. Pierre et Marie Curie** Paris,
- sécurité des systèmes d'information : **Univ. Rennes 1** Rennes,
- sécurité réseaux et e-santé : **Univ. Paris Descartes** Paris,
- sécurité, fiabilité et performances du numérique : **Univ. Pierre et Marie Curie** Paris,
- services, sécurité des systèmes et des réseaux : **Univ. de Lorraine** Metz, **Supelec** Metz,
- système distribué et réseaux : **Univ. de Franche-Comté** Besançon,
- systèmes d'information et Internet : **Univ. de Corse P. Paoli** Corte,

■ Informatique, génie de l'information et des systèmes spécialité :

- sécurité des systèmes informatiques : **Univ. de Rouen** Saint-Étienne-du-Rouvray,

■ Ingénierie et management spécialité :

- sport management et ingénierie - logistique événementielle et sécurité : **UTT** Troyes,

■ Ingénierie, traçabilité et développement durable spécialité :

- sûreté nucléaire : **Univ. Grenoble Alpes** Valence **A**,

■ Mathématiques spécialité :

- cryptologie et sécurité informatique : **Univ. de Bordeaux** Talence,

■ Mathématiques et applications spécialités :

- calcul scientifique et mathématiques de l'information : **Univ. de Strasbourg**,
- mathématiques de l'information, cryptographie : **Univ. Rennes 1** Rennes,
- mathématiques, informatique et applications à la cryptologie : **Univ. Paris Diderot** Paris,

■ Mathématiques, informatique spécialités :

- mathématiques et informatique des systèmes complexes et distribués : **Univ. du Havre**,
- SAFE : sécurité, audit, informatique légale : **Univ. Grenoble Alpes** Grenoble,
- sécurité, cryptologie et codage de l'information : **Grenoble INP** Saint-Martin-d'Hères, **Univ. Grenoble Alpes** Grenoble,

■ Mécanique et physique spécialité :

- mécanique et risques industriels : **Insa Centre Val de Loire** Blois, **Bourges** Blois, **UTT** Troyes,

■ Mécanique physique et ingénierie spécialité :

- sciences du feu - ingénierie de la sécurité incendie : **Univ. d'Aix-Marseille** Marseille,

■ Personne et procès spécialité :

- protection de la personne : **Univ. de Toulon**,

■ Politiques européennes spécialité :

- sécurité extérieure et sécurité intérieure de l'Union européenne : **Univ. de Strasbourg**,

■ Prévention des risques et des nuisances technologiques spécialités :

- risques nucléaires : **Univ. d'Aix-Marseille** Marseille **A**,
- risques professionnels et industriels : **Univ. d'Aix-Marseille** Marseille **A**,

A : statut d'étudiant apprenti
S : statut d'étudiant

GUIDE PRATIQUE

Masters (suite)

■ Prévention et décision de santé spécialité :

• évaluation et prévention des risques professionnels : **Univ. de Bretagne Occidentale** Brest,

■ Psychologie spécialités :

• psychocriminologie et victimologie : **Univ. Rennes 2** Rennes,
• psychologie de la prévention : **Univ. de Savoie** Chambéry,

■ Qualité, hygiène, sécurité :

• **Univ. de Lille 1** Villeneuve-d'Ascq, **Univ. de Valenciennes A**, **Univ. Paris-Est** Serris,

■ Relations internationales spécialité :

• sécurité et défense : **Univ. Panthéon-Assas** Paris,

■ Risques et environnement :

• **Institut catholique de Lille** Lille, **Univ. de Nîmes** Nîmes, **Univ. du Littoral** Calais, **Univ. Paris Ouest La Défense** Nanterre, **Univ. Paris-Est** Champs-sur-Marne **A**, **Centrale Lyon** Écully,
• gestion des risques de sécurité civile : **Univ. de Haute-Alsace** Mulhouse,
• ingénierie environnementale et énergies nouvelles : **Univ. de Haute-Alsace** Mulhouse **A**,
• risques technologiques, sécurité : **Univ. de Haute-Alsace** Mulhouse,

■ Santé spécialités :

• management de la santé, de la sécurité et environnement au travail : **Univ. d'Amiens**,

• risques sanitaires, radionucléaires, biologiques chimiques et explosifs : **Univ. Pierre et Marie Curie** Paris,

■ Santé publique spécialité :

• criminologie : **Univ. Rennes 1**,

■ Science politique spécialité :

• défense et dynamiques industrielles : **Univ. Panthéon-Assas** Paris,

■ Science politique - relations internationales spécialité :

• sécurité intérieure : **Univ. Lyon 3** - **J. Moulin** Lyon,

■ Sciences chimiques pour le développement durable spécialité :

• qualité, environnement et sécurité dans l'industrie et les services : **Univ. de Bourgogne** Dijon,

■ Sciences et techniques de l'information et de la communication spécialité :

• sécurité de l'information et cryptologie : **Univ. de Limoges**,

■ Sciences et technologies de l'information et de la communication spécialité :

• sécurité des systèmes d'information : **UTT** Troyes,

■ Sécurité des systèmes informatiques :

• **Lorraine INP** Vandœuvre-lès-Nancy, **Univ. de Lorraine** Vandœuvre-lès-Nancy,

■ Sociologie spécialité :

• criminologie : **Univ. de Franche-Comté** Besançon,

IEP

■ Diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris, école de droit, spécialité carrières judiciaires et juridiques

Centres de préparation à l'administration générale (Cpag) Instituts de préparation à l'administration générale (Ipag)

Les centres de préparation à l'administration générale (Cpag) et les instituts de préparation à l'administration générale (Ipag) proposent des préparations aux concours (douanes, police, gendarmerie...), des licences et des masters d'administration publique et, pour certains, des diplômes d'université (par exemple, le DU sécurité et défense post-bac + 2 de l'Ipag de Reims).

10 Troyes Ipag - Place du Préau - 03 25 80 19 21 www.univ-reims.fr

13 Aix-en-Provence CPAG - 25 rue G de Saporta - 04 42 17 01 70 et 71 www.sciencespo-aix.fr

17 La Rochelle CPAG - 45 rue François de Vaux de Foletier - 05 46 45 85 20 droit-gestion.univ-larochelle.fr

21 Dijon IPAG - 4 bd Gabriel - 03 80 39 53 59 www.u-bourgogne-formation.fr

25 Besançon IPAG - 30 av de l'Observatoire - 03 81 66 61 45 ipag.univ-fcomte.fr

29 Brest IPAG - 20 rue Duquesne - 02 98 01 63 34 www.univ-brest.fr

33 Pessac CPAG - 11 allée Ausone - 05 56 37 43 44

cpagsciencespobdx.free.fr

34 Montpellier IPAG - rue vendémiaire - 04 34 43 23 03 www.umontpellier.fr

35 Rennes - IPAG - 106 bd de la Duchesse Anne 02 23 23 78 93 www.ipag.univ-rennes1.fr

38 Saint-Martin-d'Hères CPAG - 1030 av centrale - 04 76 82 60 36 www.sciencespo-grenoble.fr

44 Nantes IPAG - Chemin de la Censive du Tertre - 02 40 14 16 11 www.univ-nantes.fr/ipag

51 Reims IPAG - 57bis rue P Taittinger - 03 26 91 81 88 www.univ-reims.fr

54 Nancy IPAG - 4 rue de la Ravinelle - 03 54 50 43 43 www.univ-lorraine.fr

57 Metz CPPCA - Ile du Saulcy - 03 87 31 50 51 - dea.univ-lorraine.fr

59 Lille IPAG - 1 place Deliot - 03 20 90 74 39 ipag.univ-lille2.fr

59 Valenciennes IPAG - rue des Cent Têtes - 03 27 51 76 18 www.univ-valenciennes.fr

64 Pau CPCA - av du Doyen Poplawski - 05 59 40 80 48 www.univ-pau.fr

67 Strasbourg IPAG - 47 av de la Forêt Noire - 03 68 85 85 00 ipag.unistra.fr

69 Lyon CPAG - 14 av Berthelot - 04 37 28 38 26 www.sciencespo-lyon.fr

75 Paris IPAG - 122 rue de Vaugirard - 01 53 63 86 30 www.ipagdepartis.org

76 Rouen IPAG - 3 av Pasteur - 02 32 76 98 46 ipag.univ-rouen.fr

80 Amiens IPAG - 10 placette Lafleur - 03 22 82 71 31 www.u-picardie.fr

86 Poitiers IPAG - 2 rue Jean Carbonnier - 05 49 45 40 90 - ipag.univ-poitiers.fr

87 Limoges IPAG - Site de la Faculté de droit 32 rue Turgot - 05 55 34 97 44 www.unilim.fr

92 Nanterre IPAG - 200 av de la République - 01 40 97 74 13

www.ipag-nanterre-ladefense.fr

92 Sceaux PCA - 54 bd Desgranges - 01 40 91 17 55 - www.u-psud.fr

94 Créteil IPAG - 61 av du Général de Gaulle - 01 45 17 18 95 ipag.u-pec.fr

95 Cergy IPAG - 33 bd du Port - 01 34 25 60 84 www.droitucp.fr

972 Schoelcher IPAG - Campus universitaire - 05 96 72 73 80 www.univ-ag.fr

Écoles d'application de la sécurité publique

Écoles délivrant une formation professionnelle avant le recrutement et après la prise de fonctions.

POLICE NATIONALE

- **Écoles nationales de police**
- 24 Périgueux** ENP 05 53 35 54 00
- 25 Montbéliard** ENP 03 81 31 60 60
- 30 Nîmes** ENP 04 66 28 31 00
- 31 Toulouse** ENP 05 62 12 80 00
- 35 Saint-Malo** ENP 02 23 18 23 18
- 51 Reims** ENP 06 81 10 39 43
- 59 Roubaix** ENP 03 20 81 71 71
- 69 Chassieu** CFPN 04 72 15 22 30

- 76 Oissel** ENP 02 32 66 60 42
- 89 Sens** ENP 03 86 83 45 14
- 91 Draveil** ENP 01 69 83 77 22

Des écoles sont implantées en Antilles-Guyane, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, La Réunion-Mayotte

■ École nationale supérieure de police (formation de commissaires de police)

9 rue Carnot - 69450 Saint-Cyr-au-Mont-d'Or - 04 72 53 18 50
www.ensp.interieur.gouv.fr

■ École nationale supérieure de police (formation d'officiers de police)

Rue Désiré Thoison - 77130 Cannes-Ecluse
01 64 69 35 00 - www.ensop.fr

GENDARMERIE NATIONALE

- **Écoles de gendarmerie (formation de sous-officiers)**
- 03 Montluçon** ESOG 04 70 08 50 00

- 19 Tulle** EG 05 55 21 79 99
- 29 Dinéault** ESOG 02 98 86 44 00
- 52 Chaumont** EG 03 25 30 78 78

- **École des officiers de la Gendarmerie nationale (EOGN)**
- 77 Melun** EOGN 01 64 14 33 00

OFFICIERS DE SAPEURS-POMPIERS

■ École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP)

1070 rue du lieutenant Parayre
13798 Aix-en-Provence - 04 42 39 04 00
www.ensosp.com

DOUANES

- **Écoles nationales des Douanes**
- 17 La Rochelle** 09 70 28 25 10
- 59 Tourcoing** 09 70 28 24 00

A : statut d'étudiant apprenti

SITES UTILES

Pour compléter votre information sur les métiers, les formations, les concours.

POLICE NATIONALE

www.lapolicenationalerecrute.fr

Information sur les recrutements (sélections et concours) et sur les carrières de la Police nationale: calendrier des concours; conditions d'accès; épreuves; formation post-concours; missions et carrières; fiches métiers et vidéos... Possibilité d'inscription en ligne aux concours.

GENDARMERIE NATIONALE

www.lagendarmerierecrute.fr

Information sur les recrutements (sélections et concours) et sur les carrières de la Gendarmerie nationale: calendrier des concours; conditions d'accès; épreuves; formation post-concours; missions et carrières; plaquettes métiers, vidéos, magazine *GendInfo*... Possibilité d'inscription en ligne aux concours.

SÉCURITÉ CIVILE

www.interieur.gouv.fr

Sous l'onglet « Le ministère », la rubrique « Sécurité civile » offre des informations sur le volontariat et les métiers de la Sécurité civile: sapeurs-pompiers (recrutements), démineurs, pilotes...

www.ensosp.fr

Site de l'École nationale supérieure des officiers des sapeurs-pompiers présentant des informations sur les recrutements et les formations d'officiers.

www.pompiers.fr

Information sur les sapeurs-pompiers volontaires et professionnels. Annonces de concours.

POLICE MUNICIPALE

<http://concours.fncdg.com>

Site de la Fédération nationale des centres de gestion de la fonction publique territoriale. Annonces de concours des centres de gestion départementaux.

www.cnfpt.fr

Site du Centre national de la fonction publique territoriale. Sous l'onglet « Évoluer » consulter la rubrique « Les métiers de la fonction publique territoriale » où sont proposées des fiches métiers.

DOUANES

www.douane.gouv.fr

Information sur les missions et les métiers des Douanes, fiches concours.

SÉCURITÉ PRIVÉE

www.cnaps-securite.fr

Site du Conseil national des activités privées de sécurité. Information sur la carte professionnelle, l'autorisation d'exercer, la réglementation.

www.snsn.org

Site de la Société nationale de sauvetage en mer: information sur la formation des nageurs-sauveteurs.

www.anps.asso.fr

Site de l'Association nationale des pisteurs-secouristes: information sur les brevets nationaux et les sites de préparation.

www.sncf.com

Site de la SNCF. Dans la rubrique « Emploi/découvrir nos métiers », fiche métier sur l'agent de la sûreté ferroviaire.

www.ssi.gouv.fr

Site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information: liste des formations en cybersécurité; profils métiers de la cybersécurité.

RESSOURCES ONISEP

Les pistes à explorer, proposées par l'Onisep, pour compléter votre information autour des métiers et des formations de la sécurité.

LES PUBLICATIONS



- *Les métiers de la défense*, 2015.
- *Les métiers de la justice*, 2015.
- *Les métiers du droit*, 2016.



- *Écoles d'ingénieurs*, 2016.
- *Sciences Po*, 2015
- *L'université*, 2015.

Ces documents peuvent être consultés au CDI (centre de documentation et d'information) des collèges et des lycées ou au CIO (centre d'information et d'orientation). Ils sont également en vente sur www.onisep.fr/lalibrairie.

DES VIDÉOS

Une cinquantaine de vidéos présentent l'activité et le parcours de jeunes professionnels au sein de la Police nationale, de la Gendarmerie nationale, de la Police municipale, des services d'incendie et secours, de la sécurité privée...

À regarder sur onisep.tv.onisep.fr.



Rencontrer un conseiller au CIO

Pour réfléchir à votre orientation et recevoir une information personnalisée, n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec un conseiller d'orientation-psychologue dans le cadre de la permanence assurée dans les lycées publics ou auprès d'un centre d'information et d'orientation (CIO). Plus de 500 CIO : adresses sur www.onisep.fr.

LE SITE



Pour aller plus loin sur les filières de formation évoquées dans cette publication, pour découvrir d'autres métiers de la sécurité et pour compléter votre carnet d'adresses des formations.

LES VIDÉOS



Quelques vidéos à découvrir autour des métiers de la sécurité sur onisep.tv.onisep.fr.

UN SERVICE



Vous vous posez encore des questions après la lecture de cet ouvrage ? Des conseillers de l'Onisep vous donnent des réponses personnalisées. Trois moyens pour les contacter : par courrier électronique via monorientationligne.fr; par tchat; par téléphone au 0177 77 12 25 (appel non surtaxé); du lundi au vendredi, de 10 h à 20 h en métropole.

LEXIQUE

Afpa : Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.

BP : brevet professionnel.

BTS : brevet de technicien supérieur.

CAP : certificat d'aptitude professionnelle.

CDD : le contrat à durée déterminée est un contrat de travail d'une durée limitée, renouvelable sous certaines conditions.

CDI : le contrat à durée indéterminée est un contrat de travail sans limitation de temps.

CFA : centre de formation d'apprentis.

CQP : certificat de qualification professionnelle (validé par une branche professionnelle).

Crédit ECTS : les unités d'enseignement (UE), qui composent notamment les BTS, les DUT, les licences, les masters, sont validées par des crédits européens (ECTS) capitalisables et transférables d'une université à l'autre au sein de l'Espace européen.

Cybercriminalité : délits et crimes perpétrés à l'aide de matériel informatique, incluant notamment le piratage de données, la fraude bancaire, la pédopornographie.

DNB : diplôme national du brevet.

DUT : diplôme universitaire de technologie.

E-influence : diffusion de messages sur le Web en vue d'influencer l'opinion des internautes.

Enquête de flagrance : enquête menée sous le contrôle du

procureur de la République par des officiers de police judiciaire, suite à la constatation d'un crime ou d'un délit passible d'une peine de prison, commis récemment. Elle se déroule pendant la phase de poursuites, avant l'instruction.

Enquête préliminaire : enquête menée par un officier de police judiciaire (d'office ou à la demande du procureur de la République) lorsque les conditions de la flagrance ne sont pas réunies. Elle repose sur des soupçons et doit fournir des éléments afin que le procureur de la République soit en mesure de poursuivre ou de classer l'affaire.

E-reputation : image d'une personne, d'un produit ou d'une entreprise, véhiculée par les informations qui circulent à son sujet sur Internet.

Ingénierie sociale : en sécurité informatique, il s'agit des pratiques d'acquisition déloyales d'informations qui exploitent des failles humaines. C'est par exemple l'hameçonnage ou phishing, qui consiste à soutirer des informations confidentielles (mot de passe, numéro de carte bancaire...).

Intelligence économique : recherche, analyse et exploitation d'informations économiques stratégiques afin d'augmenter la compétitivité d'une entreprise, d'un État ou d'un organisme de recherche.

IUT : institut universitaire de technologie.

Luc Léger : test physique destiné à mesurer les capacités cardio-vasculaires.

Magistrats de l'ordre

judiciaire : ils traitent des affaires pénales ou civiles. Les magistrats du siège rendent un jugement conforme au droit après avoir instruit (information judiciaire par le juge d'instruction dans les cas graves) et étudié le dossier, entendu les parties au procès et leurs avocats. Les magistrats du parquet (procureur de la République et ses substituts auprès des tribunaux de grande instance) apprécient les poursuites à donner aux plaintes et procès-verbaux, dirigent les enquêtes judiciaires de police et requièrent une peine au nom de la société lors des procès.

MC : mention complémentaire

Officier de police judiciaire

(OPJ) : les militaires (sous-officiers et officiers) de gendarmerie et les fonctionnaires de la Police nationale qui ont la qualité d'OPJ dirigent des enquêtes judiciaires en lien avec la Justice. Ils sont secondés par des agents de police judiciaire (APJ) qui peuvent constater les crimes, délits ou contraventions et dresser procès-verbal. Mais, contrairement aux OPJ, les APJ ne sont pas habilités à décider des mesures de garde à vue. Les adjoints de sécurité de la Police nationale, les gendarmes adjoints volontaires, les agents de police municipale, les gardes champêtres sont, quant à eux, agents de police judiciaire adjoints.

Perquisition : recherche de documents ou d'objets utiles à une enquête judiciaire au domicile d'un témoin ou d'un suspect.

Procès-verbal : compte rendu écrit de constatations (comme une infraction au code de la route) ou de déclarations (par des témoins, des suspects...).

Procureur de la République : magistrat du parquet, défenseur de l'ordre public.

RNCP : le Répertoire national des certifications professionnelles recense les diplômes, titres et certificats de qualifica-

tion à finalité professionnelle, qui sont délivrés par l'État ou par des organismes (sur avis d'une commission nationale). Il indique le niveau de la formation.

STI2D : bac technologique sciences et technologies de l'industrie et du développement durable.

STL : bac technologique sciences et technologies de laboratoire.

STMG : bac technologique sciences et technologies du management et de la gestion.

TD : travaux dirigés.

TP : travaux pratiques.

Unité médico-judiciaire : service hospitalier assurant les examens médicaux nécessaires aux procédures judiciaires.

CORPS ET GRADES DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Tout au long de leur carrière, les professionnels de la sécurité publique ont la possibilité de changer de corps (par exemple, de gardien de la paix à officier de police) ou de grade (de lieutenant à capitaine de police) à l'ancienneté, sur examen ou sur concours. Ces évolutions s'accompagnent d'augmentations de responsabilité et de rémunération et, souvent, de changements d'affectation.

POLICE NATIONALE

Gardien de la paix : élève gardien ; gardien de la paix ; brigadier de police ; brigadier-chef de police ; major de police.

Officier de police : élève lieutenant ; lieutenant de police ; capitaine de police ; commandant de police.

Commissaire de police : élève commissaire ; commissaire de police ; commissaire divisionnaire.

GENDARMERIE NATIONALE

Sous-officier : élève gendarme ; gendarme ; maréchal des logis chef ; adjudant ; adjudant-chef ; major.

Officier : élève officier ; sous-lieutenant ; lieutenant ; capitaine ; chef d'escadron ; lieutenant-colonel ; colonel.

SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS

Sapeur-pompier : sapeur de 2^e ou de 1^{re} classe ; caporal ; caporal-chef.

Sous-officier : sergent ; sergent-chef ; adjudant ; adjudant-chef.

Officier : lieutenant (2^e classe, 1^{re} classe, hors classe) ; capitaine.

Officier supérieur : commandant ; lieutenant-colonel ; colonel.

POLICE MUNICIPALE

Cadre d'emploi des agents de police municipale : gardien de police municipale ; brigadier ; brigadier-chef.

Cadre d'emploi des gardes champêtres : garde champêtre principal ; garde champêtre-chef ; garde champêtre principal-chef.

Chef de police municipale : chef de service ; chef de service principal (2^e et 1^{re} classes).

Directeur de police municipale : directeur ; directeur principal.

Info salaire

L'information sur les salaires concerne les professionnels débutants, parfois complétée par la progression dans la carrière. Il s'agit du salaire net, c'est-à-dire du montant perçu par le salarié à la fin du mois.

○ Environ 1 150 € en début de carrière

○○ Salaire intermédiaire pour le secteur.

○○○ Parmi les hauts salaires du secteur.

INDEX

A

Adjoint de sécurité.....	93
Admission post-bac (APB).....	125
Agent cynophile de sécurité <i>voir</i> Maître de chien.....	54, 71
Agent de constatation des douanes.....	46
Agent de recherches privées.....	69
Agent de sécurité privée.....	50, 121
Agent de sûreté ferroviaire ou aéroportuaire.....	70
Agent privé de recherches <i>voir</i> Agent de recherches privées.....	69
Agent spécialisé de la police technique et scientifique.....	30

B

Bac pro métiers de la sécurité.....	81
Bac pro services de proximité et vie locale.....	81

C

Cadet de la République.....	93
CAP agent de prévention et de médiation.....	79
CAP agent de sécurité.....	79
CAP agent vérificateur d'appareils extincteurs.....	79
CAP gardien d'immeubles.....	79
Capitaine de sapeurs-pompiers.....	103
Chargé hygiène, sécurité, environnement.....	52
Classe préparatoire intégrée (CPI).....	95, 99, 108, 109
Commissaire de police.....	95
Concours.....	90, 126
Contrôleur des douanes.....	47
Convoyeur de fonds.....	70

D

Démineur.....	42
Détective <i>voir</i> Agent de recherches privées.....	69
Douanier.....	46
DUT carrières juridiques.....	83
DUT hygiène, sécurité, environnement.....	83

E

École des officiers de la Gendarmerie nationale (EOGN).....	99
École nationale supérieure de la police (ENSP).....	94, 95
École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP).....	102, 103
Écoles de gendarmerie.....	98
Écoles nationales de police.....	93, 94
Enquêteur privé <i>voir</i> Agent de recherches privées.....	69
Enquêteur subaquatique.....	32

G

Garde champêtre.....	67
Garde du corps.....	71
Gardien de la paix.....	94
Gardien de police municipale.....	48
Gendarme adjoint volontaire.....	98
Gendarme adjoint volontaire en peloton de surveillance et d'intervention.....	63
Gendarme départemental.....	34
Gendarme de montagne.....	63
Gendarme du GIGN.....	36
Gendarme mobile en peloton d'intervention.....	38
Gendarme technologies numériques (N'Tech).....	40
Grades du secteur public.....	141

I-J

Ingénieur de la police technique et scientifique.....	96
Inscriptions aux concours.....	126
Inspecteur des douanes.....	47
Jeune sapeur-pompier.....	101

L

Licences.....	87
Licences professionnelles.....	85
Lieutenant de police <i>voir</i> Officier de police.....	94
Lieutenant de sapeurs-pompiers.....	44, 102

M-N

Maître de chien.....	54
Marin-pompier de Marseille.....	100
Masters.....	87
MC sécurité civile et d'entreprise.....	79
MC sûreté des espaces ouverts au public.....	79
Motocycliste.....	65
Nageur-sauveteur.....	68

O

Officier de la Gendarmerie nationale.....	34, 99
Officier de police.....	94
Officier de sapeurs-pompiers.....	44, 102, 103
Opérateur de vidéoprotection.....	69

P

Pilote d'avion bombardier d'eau.....	66
Pilote d'hélicoptère.....	65
Pisteur-secouriste.....	69
Police technique et scientifique.....	30, 96
Policier aux frontières.....	60
Policier d'investigation.....	22
Policier du renseignement.....	24
Policier équestre.....	61
Policier ordre public.....	26
Policier protection de la famille.....	62
Policier voie publique.....	28
Préparations aux concours.....	95, 99

S

Sapeur-pompier de Paris.....	100
Sapeur-pompier professionnel.....	102
Sapeur-pompier volontaire.....	101
Sécurité informatique.....	56, 85, 87
Sous-officier de la Gendarmerie nationale.....	98

T

Technicien de la police technique et scientifique.....	31
--	----

V

Vigile <i>voir</i> Agent de sécurité privée.....	50
---	----



onisep • Office national d'information sur les enseignements et les professions • Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche • Publication de l'Onisep : © novembre 2016 • **Directeur de la publication** : Michel Quéré • **Directrice adjointe de la publication** : Marie-Claude Gusto • **ÉDITIONS CROSS-MÉDIA** > **Cheffe de département** : Christiane Arcade-Giraud • **Adjointe** : Stéphanie Desmond-Simon • **Rédaction en chef** : Nicole Mamigonian • **Rédaction** : Sabine Hemery, Christine Klis, Nicole Mamigonian, Sylvie Pelletreau, Lucie Simonel, Élisabeth Thomain • **Secrétariat de rédaction** : Julien Retaillaud • **Correction** : Valérie Doineau • **Administratrice technique éditoriale** : Saliha Hamzic • **RESSOURCES DOCUMENTAIRES** > **Chef de département** : Gilles Foubert • **Documentation** : Françoise Brouxel, Jocelyne Gelé • **Ingénierie documentaire** : Françoise Brouxel • **FABRICATION** > **Cheffe de service** : Marie-Christine Jugeau • **Photogravure** : Key Graphic (Paris) • **Imprimeur** : Jouve, sur papier certifié PEFC • **STUDIO** > **Chef de service et direction artistique** : Bruno Delobelle • **Maquette et mise en pages** : Corinne Dastot • **Iconographie** : Brigitte Gilles de la Londe • **Reportage photo** : Grégoire Maisonneuve • **Couverture** : Cyril Lauret • **PROMOTION, COMMERCIALISATION ET DIFFUSION** > Onisep VPC - 12, mail Barthélemy-Thimonnier, CS 10450 Lognes, 77437 Marne-la-Vallée Cedex 2 • **Internet** : onisep.fr/lalibrairie • **Relations clients** : service_clients@onisep.fr • **Diffusion-distribution Belin** : 27301285 • **Code de diffusion Onisep** : 901285 • **ISSN** : code collection : 1765-9329 • **ISBN papier** : 978-2-273-01285-0 • **ISBN numérique** : 978-2-273-01295-9 • **PUBLICITÉ** > Mistral Média - 42, avenue Kléber, 75016 Paris • **Tél.** : 01 40 02 92 60 • **Contacts** : Directeur général : Luc Lehéryc (luc.lehericy@mistralmedia.fr) • Directeur commercial : Vivian Favro (vivian.favro@mistralmedia.fr) • **Plan de classement Onisep** : PRS 40 000 • **Le kiosque** : Sécurité  • **Dépôt légal** : novembre 2016 • **Reproduction, même partielle, interdite sans accord préalable de l'Onisep.**





PRÉPARATION AUX CONCOURS EXTERNES DE GENDARME ET DE GARDIEN DE LA PAIX

Pendant 7 mois, suivez des cours en face à face avec des enseignants pour vous donner le maximum de chances de réussite...

- Un cadre de vie propice au travail et à l'épanouissement
- Des enseignants mobilisés pour votre réussite
- Un accompagnement personnalisé et motivant
- Un entraînement régulier aux épreuves écrites et orales
- Une ambiance de travail qui allie dynamisme et confiance
- Une pédagogie adaptée aux spécificités des concours
- Une préparation aux épreuves physiques

www.elpac.fr
contact@elpac.fr
05 55 14 97 41

4 rue de la préfecture - 87 000 Limoges

LES MÉTIERS DE LA SÉCURITÉ

Être en permanence au service des autres : tel est l'engagement des professionnels de la sécurité publique, qu'ils soient policiers, gendarmes ou sapeurs-pompiers. Des métiers riches et variés dont vous découvrirez le quotidien au fil des pages de cette publication. Surveillance, maintien de l'ordre, enquêtes judiciaires, recherche d'informations, contrôles routiers. Les fonctions exercées au sein de la police et de la gendarmerie varient selon la formation et l'affectation. Sachant que les passerelles sont nombreuses et offrent la possibilité de monter en grade, que l'on commence sa carrière après une classe de 3^e ou après un master. Quant à la sécurité privée, elle s'est professionnalisée et, pour répondre à des besoins croissants, elle recrute des personnels motivés et bien formés. Cette publication offre toutes les informations utiles pour se préparer à entrer dans la sécurité publique ou privée. De nombreux témoignages illustrent des parcours professionnels réussis.

Dans la collection PARCOURS Les métiers de :

- Agriculture et forêt
- Agroalimentaire
- Animaux
- Architecture, urbanisme et paysage
- Audiovisuel
- Banque, finance et assurance
- Bâtiment et travaux publics
- Chimie
- Culture et patrimoine
- Défense
- Droit
- Électronique et robotique
- Énergie
- Enfants
- Enseignement, éducation et formation
- Environnement et développement durable
- Gestion, comptabilité et ressources humaines
- Graphisme et design
- Hôtellerie et restauration
- Humanitaire
- Industrie aéronautique et spatiale
- Informatique
- Jeu vidéo
- Journalisme, communication et documentation
- Justice
- Langues et international
- Marketing, vente, publicité
- Mécanique
- Médical
- Mode et luxe
- Paramédical
- Social
- Sport
- Tourisme
- Transport et logistique
- Web



**TOUTE L'INFO
SUR LES MÉTIERS
ET LES FORMATIONS**

Prix 8,00 €

ISBN 978-2-273-01295-9

Novembre 2016

onisep.fr/lalibrairie